



Voyage à travers la mort

**Pierre-Claver
Ndacyayisenga**

VISIT...

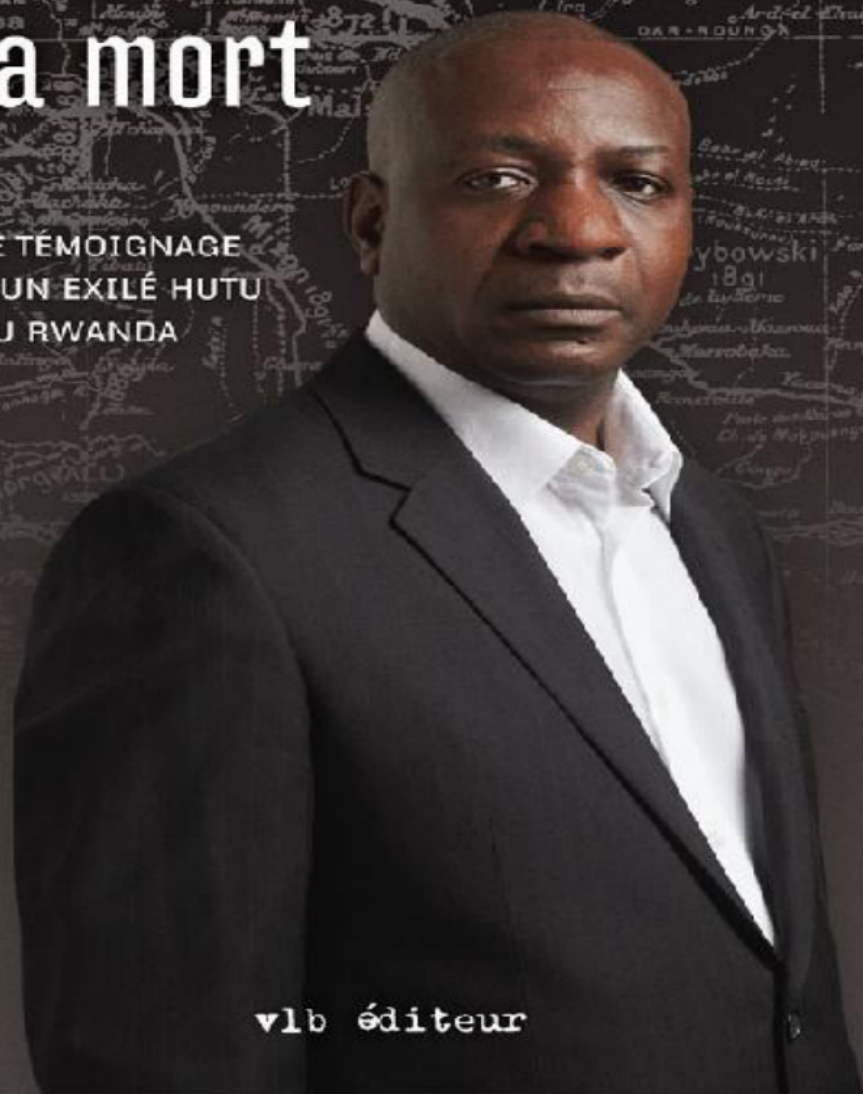
LANZAROTE
Caliente.COM

Pierre-Claver Ndacyayisenga

Voyage à travers la mort

LE TÉMOIGNAGE
D'UN EXILÉ HUTU
DU RWANDA

vib éditeur



VOYAGE À TRAVERS LA MORT
de Pierre-Claver Ndayayisenga
est le neuf cent soixante-sixième ouvrage
publié chez VLB ÉDITEUR

VLB ÉDITEUR

Groupe Ville-Marie Littérature inc.

Une compagnie de Quebecor Media

Vice-président à l'édition : Martin Balthazar

1010, rue De La Gauchetière Est

Montréal (Québec) H2L 2N5

Tél. : 514 523-1182

Téléc. : 514 282-7530

Courriel : vml@groupevml.com

Éditeur : Stéphane Berthomet

Direction littéraire : Gervaise Delmas

Maquette de la couverture : Bruno Lamoureux

Carte intérieure : Bruno Lamoureux

Photo de l'auteur : Mathieu Rivard

DISTRIBUTEURS EXCLUSIFS

• Pour le Québec, le Canada
et les États-Unis :

LES MESSAGERIES ADP*

2315, rue de la Province

Longueuil (Québec) J4G 1G4

Tél. : 450 640-1237

Téléc. : 450 674-6237

*filiale du Groupe Sogides inc.,

filiale de Quebecor Media inc.

• Pour l'Europe :

Librairie du Québec / DNM

30, rue Gay-Lussac

75005 Paris

Tél. : 01 43 54 49 02

Téléc. : 01 43 54 39 15

Courriel : direction@librairieduquebec.fr

Site internet : www.librairieduquebec.fr

Pour en savoir davantage sur nos publications,

visitez notre site : editionsvlb.com

Autres sites à visiter : editionshexagone.com • editionstypo.com

Dépôt légal : 2^e trimestre 2012

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2012

Bibliothèque et Archives Canada

© VLB ÉDITEUR et Pierre-Claver Ndacyayisenga, 2012

Tous droits réservés pour tous pays

ISBN 978-2-89649-437-8

VLB éditeur bénéficie du soutien de la Société de développement des entreprises culturelles du Québec (SODEC) pour son programme d'édition.

Gouvernement du Québec – Programme de crédit d'impôt pour l'édition de livres – Gestion

SODEC.

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du livre du Canada pour nos activités d'édition.

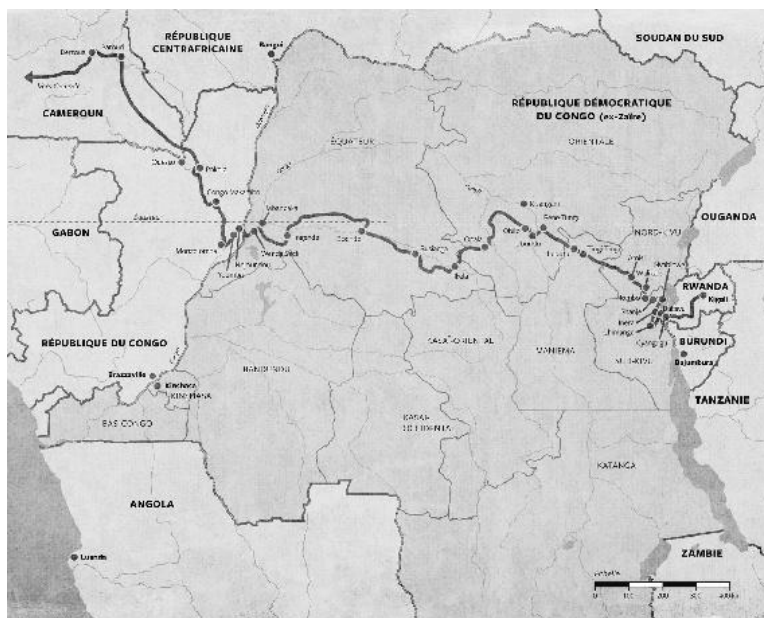
Nous remercions le Conseil des Arts du Canada de l'aide accordée à notre programme de publication.

Pierre-Claver Ndacyayisenga

VOYAGE À TRAVERS LA MORT

Une compagnie de Québec

Librairie



Repères chronologiques

- 1890** : Le Rwanda, peuplé par les Hutu (groupe démographique majoritaire), les Tutsi (minorité au pouvoir) et les Twa, est rattaché à l'Afrique orientale allemande.
- 1924** : La Société des Nations (SDN) place le Rwanda sous le mandat de la Belgique, qui occupe le territoire depuis qu'elle en a chassé les Allemands en 1916. Tout comme leurs prédécesseurs, les Belges s'appuient sur l'élite tutsi pour imposer l'ordre colonial.
- 1931** : Instauration par l'administration coloniale belge d'une carte d'identité mentionnant l'appartenance aux communautés hutu, tutsi et twa, que le colonisateur considère comme des ethnies.
- 1946** : L'Organisation des Nations Unies (ONU) transforme le mandat belge sur le Rwanda en tutelle.
- 1959** : Révolte des paysans hutu, appelée « révolution sociale », contre la monarchie tutsi. Des massacres sont perpétrés contre les Tutsi, dont beaucoup fuient vers les pays voisins (Congo, Burundi, Ouganda et Tanzanie).
- 1961** : Les Hutu proclament la république avec l'accord de la puissance coloniale belge, qui a entre-temps revu ses alliances.
- 1962** : Indépendance du Rwanda. Après des siècles de domination tutsi, les Hutu détiendront le monopole du pouvoir jusqu'en 1994.
- 1963** : Offensive d'exilés tutsi contre le Rwanda à partir du Burundi pour tenter de reconquérir le pouvoir. De violentes représailles contre la communauté tutsi s'ensuivent.
- 1973** : Coup d'État militaire qui porte le général Juvénal Habyarimana à la tête du Rwanda. Il occupera le poste de président jusqu'en 1994.
- Octobre 1990** : Le Front patriotique rwandais (FPR), créé en 1987 par des Tutsi exilés en Ouganda, attaque le nord-est du Rwanda. Début d'un cycle alternant efforts de démocratisation et de paix, d'une part, et spirale de guerre civile et d'extrémisme raciste, d'autre part.
- Août 1993** : Signature des accords d'Arusha entre le gouvernement rwandais et le FPR, qui prévoient un partage des pouvoirs entre Hutu et Tutsi mais qui ne seront jamais appliqués.
- 6 avril 1994** : Attentat meurtrier contre l'avion qui ramène le président Juvénal Habyarimana et son homologue burundais Cyprien Ntaryamira d'un sommet régional à Dar es-Salaam.
- 7 avril 1994** : Début du génocide tutsi et de l'élimination des

membres de l'opposition hutu modérée, qui feront plus de huit cent mille victimes. Parallèlement, les combats reprennent entre le FPR et l'armée gouvernementale, les Forces armées rwandaises (FAR).

22 juin 1994 : Début de l'opération Turquoise, intervention sous commandement français d'une durée de deux mois, autorisée par l'Onu et destinée à créer une « zone humanitaire sûre » au sud-ouest du Rwanda.

17 juillet 1994 : Après s'être emparé de Kigali le 4 juillet, le FPR prend les villes de Ruhengeri et Gisenyi, au nord, et proclame un cessez-le-feu unilatéral. Plus de un million de Hutu, dont des militaires des FAR et des miliciens communément désignés sous le nom de Interahamwe, fuient le Rwanda par peur des représailles, la majorité trouvant refuge au Kivu, à l'est du Zaïre.

19 juillet 1994 : Formation d'un gouvernement d'union nationale composé de Tutsi et de Hutu modérés.

Avril 1995 : L'Armée patriotique rwandaise (APR), nouvelle armée gouvernementale, attaque les camps de réfugiés hutu du sud-ouest du Rwanda ainsi que le camp de Birava, à l'est du Zaïre, et fait des centaines de victimes.

13 octobre 1996 : Début de la rébellion des Banyamulenge (Tutsi zaïrois d'origine rwandaise) dans la province du Sud-Kivu, à l'est du Zaïre. Soutenus par des troupes rwandaises, burundaises et ougandaises, les rebelles sont rejoints par des opposants au président zaïrois Mobutu Sese Seko et se regroupent au sein de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Zaïre (AFDL), dirigée par Laurent-Désiré Kabila.

Octobre-décembre 1996 : Les rebelles démantèlent par la force les camps du Kivu. Alors que la majorité des réfugiés hutu rentrent au Rwanda, quelque 300 000 d'entre eux fuient vers l'intérieur du Zaïre, dont près des deux tiers, selon certaines estimations, périront sur la route au cours des mois suivants, victimes de la maladie, de la malnutrition et des massacres systématiques perpétrés à leur encontre par les forces de l'AFDL/APR.

17 mai 1997 : Après avoir mis les Forces armées zaïroises (FAZ) en déroute en l'espace de quelques mois, l'AFDL s'empare de Kinshasa et Laurent-Désiré Kabila s'autoproclame président de la République démocratique du Congo (rdc), nouvelle dénomination du Zaïre.

Juin-octobre 1997 : Guerre civile au Congo-Brazzaville, essentiellement concentrée dans la capitale, qui oppose les milices des deux candidats à la prochaine élection présidentielle, Pascal Lissouba, président en fonction, et Denis Sassou-Nguesso, ancien chef de l'État congolais (1979-1992). Aidé par l'Angola, ce dernier

finit par l'emporter.

Décembre 1998-décembre 1999 : Reprise du conflit au Congo, qui s'étend cette fois au-delà de Brazzaville. Après un an de violents affrontements, le gouvernement et les miliciens rebelles parviennent à un accord de cessation des hostilités.

1^{er} octobre 2010 : L'ONU publie un rapport sur les violences commises en RDC entre 1993 et 2003, dans lequel elle indique que les attaques dont les réfugiés hutu ont fait l'objet dans l'ex-Zaïre « pourraient être qualifié[s] de génocide » si ces actes étaient « prouvés devant un tribunal compétent ».

Prologue

Dans la soirée du 6 avril 1994, l'avion ramenant de Tanzanie le président rwandais Juvénal Habyarimana et son homologue burundais Cyprien Ntaryamira était abattu alors qu'il s'apprêtait à atterrir à l'aéroport international de Kanombe. Ses huit occupants, passagers et membres d'équipage, étaient tués sur le coup.

C'est au lendemain de cet attentat que le Rwanda allait sombrer dans un déchaînement de violence meurtrière couronnant des décennies de tensions entre Hutu et Tutsi.

C'est au lendemain de cet attentat qu'allait commencer mon calvaire, ainsi que celui de tous les Rwandais, toutes communautés confondues.

Le Rwanda à feu et à sang

Au petit matin du 7 avril 1994, ma famille et moi dormions paisiblement dans notre maison de Kigali. Cela faisait quelques mois à peine que nous nous étions installés dans la capitale, dans l'espoir d'y mener une vie meilleure que celle que nous offrait notre région d'origine, Cyangugu. J'exerçais comme professeur d'histoire au Lycée de Kigali, où j'étais entré en fonction en septembre 1993 après avoir achevé mes études universitaires. Mon épouse, Françoise, travaillait quant à elle en tant qu'assistante sociale au Centre hospitalier de Kigali (CHK), où elle avait été mutée trois mois auparavant. Nous partagions notre vie avec nos trois enfants : Ange-Claude, notre fils aîné alors âgé de onze ans; et Claudine et Emmérence, nos filles respectivement âgées de sept et trois ans.

Alors que l'aube commençait tout juste à se lever, nous avons été réveillés en sursaut par de violentes explosions qui retentissaient un peu partout à travers la ville. Quand j'ai allumé la radio, nous avons appris avec stupeur que le président de la République était mort la veille à la suite d'un attentat. Des messages enjoignaient aux gens de rester calmes et de ne pas sortir de chez eux.

Tout au long de la matinée, les explosions se sont intensifiées, survenant quelquefois non loin de notre maison. Nous étions terrorisés. Les enfants me posaient des questions, auxquelles je n'avais malheureusement pas de réponses! Je ne pouvais guère faire mieux que leur demander de se calmer. Ils étaient incapables de manger ou de boire quoi que ce soit et étaient tous sujets à une diarrhée soudaine!

Vers la mi-journée, j'ai réussi à trouver le courage de sortir de chez moi pour aller jeter un coup d'œil dans la rue. J'y ai croisé un voisin et ancien camarade d'université. Il rentrait de son quart de travail à Radio Rwanda et m'a livré sa version sur ce qui se passait. Selon lui, le Front patriotique rwandais (FPR), mouvement rebelle fondé par des Tutsi rwandais exilés en Ouganda et entré en guérilla en 1990, avait fait exploser l'avion du président et avait lancé une attaque massive sur Kigali.

À ce stade, je ne pouvais être sûr de rien. Tout ce que je pouvais constater, c'est que les Interahamwe, miliciens hutu affiliés au pouvoir en place, étaient déchaînés. Armés de fusils, de machettes, de

gourdins, ils sillonnaient la ville à la recherche des Tutsi et des Hutu modérés qu'ils exécutaient systématiquement. Des barrages avaient été érigés un peu partout et on y procédait à un contrôle rigoureux de la carte d'identité. Si elle désignait son détenteur comme tutsi, l'appartenance ethnique devant figurer sur ce document depuis sa création par l'administration coloniale belge, c'en était fini de lui.

Partout, le chaos régnait. Les gens couraient dans tous les sens, chargés des biens pillés chez les victimes des massacres. La situation était à ce point confuse qu'on ne pouvait pas savoir si on n'était pas soi-même recherché.

Au bout de deux ou trois jours, le « travail », comme on désignait alors l'entreprise d'extermination en cours, était presque fini. Les rues étaient jonchées de cadavres qui commençaient à se décomposer et dont on ne savait que faire. Ils seraient plus tard ramassés par les services de la Ville.

Parallèlement à cette tuerie, le FPR intensifiait les combats contre les forces gouvernementales et contrôlait déjà une partie de Kigali, massacrant à son tour les Hutu qui se trouvaient sur son territoire, situé dans la partie nord de la capitale. Après deux semaines d'affrontements, les rebelles avaient presque encerclé toute la ville, et il ne restait qu'une seule issue à l'ouest pour en sortir : le col de Nyabugogo. Cette voie de passage n'était toutefois pas sans danger, car elle était souvent pilonnée de loin par le FPR.

La situation se dégradant de jour en jour, les gens, surtout les femmes et les enfants, essayaient par tous les moyens de s'échapper. Désireux de mettre ma famille à l'abri du danger, je suis parvenu à la faire évacuer par camionnette vers Cyangugu avec l'aide d'un officier des Forces armées rwandaises (FAR) que je connaissais depuis l'enfance. Là-bas, elle résiderait dans la maison que nous occupions avant de venir nous installer dans la capitale. Bien que désormais sans activité, puisque toutes les écoles avaient fermé, j'ai décidé pour ma part de rester à Kigali, soucieux de ne pas laisser notre logis entre les mains des pillards et gardant l'espoir que les choses finiraient par s'améliorer.

Pourtant, au fur et à mesure que les semaines passaient, l'étau se resserrait autour de la ville, qui était bombardée de toutes parts. Les FAR perdaient du terrain. Les denrées alimentaires se faisaient rares. L'insécurité ambiante obligeait à rester confiné chez soi. Le téléphone ne fonctionnait plus. Dans ces conditions, j'ai dû me résoudre à partir à mon tour. Le 17 mai 1994, très tôt le matin, j'ai pris mon petit sac à dos, dans lequel j'avais placé des provisions de nourriture cuite, une bouteille d'eau ainsi que quelques vêtements, et je me suis mis en marche. La seule route de sortie goudronnée qui restait n'étant pas

sécurisée, on n'autorisait pas les piétons à passer par cet endroit exigü. Les colonnes de fuyards se dirigeaient ainsi vers le mont Kigali, situé à l'ouest de la ville. C'est cette haute crête qu'il fallait franchir pour atteindre le pont enjambant la Nyabarongo et la route vers Gitarama. J'ai donc entrepris la montée.

Dès les premiers instants, j'ai compris que le voyage allait être long, car non seulement la piste était très encombrée, mais il y avait aussi de nombreux barrages érigés par des miliciens armés de machettes, de gourdins et parfois de fusils automatiques pour traquer les éventuels infiltrés du FPR. Poste de contrôle après poste de contrôle, il fallait chaque fois se soumettre aux fouilles systématiques et présenter sa carte d'identité. Ces barrages étaient le lieu de nombreux abus. Si on trouvait de l'argent ou des objets de valeur dans vos bagages, on pouvait facilement vous accuser de complicité avec l'ennemi en guise de prétexte pour vous dépouiller. Les plus malchanceux y ont laissé leur peau.

Après douze heures de marche, ayant parcouru pas moins de dix kilomètres, j'ai enfin pu traverser le pont Nyabarongo. Sur la colline de Ruyenzi, il y avait une foule compacte composée de malheureux citadins qui désormais portaient le nom de réfugiés. De toute évidence, les gens étaient fatigués, mais ils gardaient le sourire! Ils étaient sans doute heureux d'avoir quitté la ville, devenue une véritable poudrière.

Au dernier barrage de la journée, alors que, exténué, je me préparais à dormir à la belle étoile, j'ai subitement vu apparaître un jeune chauffeur de taxi de ma connaissance. Son véhicule avait été loué par une famille qui elle aussi fuyait la capitale. Il m'a promis de m'attendre après le poste de contrôle. Les fouilles ont duré une trentaine de minutes, après quoi je me suis entassé dans l'auto déjà bondée de passagers et de bagages. Cette apparition inespérée relevait pour moi du miracle!

Le taxi m'a déposé à Ruhango où j'ai passé la nuit chez un ancien camarade d'université qui enseignait dans les environs. Là, j'ai appris que le gouvernement, qui s'était exilé dans la ville de Gitarama, au centre du pays, avait commencé à payer aux fonctionnaires de la capitale leur salaire du mois d'avril. J'ai pris le risque de faire demi-tour et de franchir à nouveau, en bus, la vingtaine de kilomètres qui me séparaient de Gitarama pour tenter de récupérer ma paie. Cet argent pourrait se révéler plus qu'utile en temps voulu! Après avoir réussi par chance à mettre la main sur mon dernier salaire, je suis revenu le jour même à Ruhango où j'ai à nouveau dormi chez mon ami. Le lendemain, j'ai pu me payer une place dans un autobus qui m'a amené à Cyangugu, ma destination.

Ma région d'origine, Cyangugu, est située au sud-ouest du Rwanda, à la frontière de l'ex-Zaïre et du Burundi. Quand je suis arrivé sur ma colline natale vers la mi-mai 1994, ma famille était déjà sur place depuis un mois.

Un simple coup d'œil aux ruines qui parsemaient les environs permettait de comprendre qu'ici aussi les habitants avaient vécu leur lot d'horreurs. Presque tous les Tutsi avaient été tués et leurs maisons, détruites ou brûlées. Les rares rescapés avaient été regroupés par les autorités préfectorales dans un campement situé sur les hauteurs de Nyarushishi, dans la commune de Nyakabuye. Il s'agissait de ceux qui avaient été cachés dès les premières heures de la tragédie par leurs amis hutu et qui n'avaient pas eu la malchance d'être débusqués.

Loin des combats qui sévissaient au nord, au centre et à l'est du Rwanda, les habitants de Cyangugu paraissaient désormais vivre une paix relative, même si l'avancée du FPR, qui se traduisait par l'arrivée massive des déplacés, leur faisait peur. Comme partout au pays, l'autorité administrative semblait être inexistante. Seuls les militaires ou les milices faisaient la loi.

Dorénavant sans source de revenus, il me fallait trouver un moyen de faire vivre ma petite famille. Avec mes quelques économies, j'ai pu ouvrir une buvette dans un centre de négoce tout près de chez moi, où je vendais du vin de banane (urwagwa) produit localement ainsi que de la bière venant de la ville de Bukavu, au Zaïre.

À la mi-juin, des déplacés hutu en provenance des quatre coins du pays ont commencé à affluer par milliers dans la région. Cyangugu était en effet un des deux endroits d'où l'on pouvait facilement rallier le Zaïre en évitant le lac Kivu, frontière naturelle entre le Rwanda et son voisin. L'autre passage était Gisenyi, plus au nord, que le FPR fermerait le 18 juillet 1994, deux semaines après avoir pris Kigali, faisant de Cyangugu la seule issue restante.

Les déplacés, épuisés, se pressaient avec leur bétail sur les deux seules routes qui relient Cyangugu au reste du pays, soit en traversant la forêt naturelle de Nyungwe en provenance de Butare, via Gikongoro, soit en longeant les rives du lac Kivu en provenance de Kibuye.

Heureusement, la pression qui pesait sur nous tous a bientôt été atténuée grâce à l'« opération Turquoise ». En effet, après des semaines d'inertie, l'Onu, par la résolution n° 929 de son Conseil de sécurité, a fini par accepter le déploiement, entre le 22 juin et le 21 août 1994, d'une force multinationale sous commandement français. Sa mission consistait à protéger la population menacée aussi bien par le génocide que par le conflit militaire entre le FPR et le gouvernement rwandais, et ce, en créant une « zone humanitaire

sûre » englobant la préfecture de Cyangugu et une partie de celles de Kibuye et de Gikongoro.

Occupée par les militaires français, cette zone était interdite aux éléments du FPR, offrant ainsi un refuge temporaire aux déplacés et aux populations locales, et leur donnant le temps de préparer leur fuite vers le Zaïre. Lorsque le FPR a pris le pouvoir à la mi-juillet, certains Hutu originaires des régions du centre (de Kigali notamment) ont quant à eux décidé de retourner volontairement chez eux, encouragés en cela par la proclamation d'un cessez-le-feu et la formation d'un gouvernement d'union nationale.

L'opération Turquoise a pris fin le 21 août 1994, conformément à son mandat, laissant ainsi le champ libre au FPR pour contrôler tout le pays. Malgré sa courte durée, elle a permis de sauver plusieurs milliers de Hutu que le FPR était déterminé à massacrer, tout en offrant une protection aux rares rescapés tutsi, que les miliciens voulaient éliminer.

En septembre, me considérant naïvement comme innocent par rapport aux événements des mois précédents, j'ai pris la résolution de retourner à Kigali dans l'espoir de réintégrer mon poste d'enseignant. Parce que c'était une entreprise risquée, j'ai pris soin de ne pas emmener ma famille avec moi.

Parti de Cyangugu très tôt le matin à bord d'un camion du Programme alimentaire mondial (PAM), je suis arrivé à Kigali tard dans la soirée, après avoir franchi plusieurs barrages dorénavant tenus par des éléments du FPR. À chaque contrôle, ceux-ci sélectionnaient des personnes qu'ils gardaient avec eux. En tout, cinq individus sur la trentaine qui étaient dans le camion avec moi sont restés à l'un ou l'autre de ces barrages. Les rumeurs veulent qu'ils n'aient pas survécu!

Comme ma maison à Kigali était squattée, j'ai dû loger chez un ami qui était arrivé sur place bien avant moi. Il m'a averti qu'il me faudrait faire attention à mes déplacements, à cause des nombreux enlèvements dont les Hutu faisaient l'objet.

En me rendant dans la capitale, j'avais deux objectifs principaux. Le premier était de m'enquérir du sort de mon beau-frère (le frère de Françoise), qui habitait à Kigali avant avril 1994 et dont on avait perdu la trace depuis. Sa femme et ses trois enfants, rapatriés à Cyangugu, n'avaient pas eu de nouvelles de lui et ignoraient s'il était encore en vie. À Kigali, on m'a appris qu'il avait été tué dans des conditions atroces par les éléments du FPR, qui l'avaient obligé à creuser sa tombe avant de l'enterrer vivant!

Je devais aussi m'informer de la possibilité de reprendre mon activité au lycée ou des moyens de me trouver un autre emploi, d'autant qu'il y avait beaucoup d'ong qui avaient besoin de personnel.

En tout, j'ai passé trois jours là-bas. Kigali avait l'air d'une ville fantôme. Les traces de balles sur les murs des maisons et sur les poteaux électriques, les vitres éclatées, les portes éventrées, les trous dans la chaussée témoignaient de l'âpreté des combats qui avaient précédé la prise de la ville par le FPR.

La capitale avait visiblement changé. Dans les rues et dans les taxis, la méfiance se lisait sur les visages. Les gens parlaient en anglais et en swahili, ou encore en kinyarwanda avec un accent. C'est que la population de Kigali avait changé en l'espace de quelques mois. Quatre-vingt-dix pour cent de ses nouveaux habitants venaient de pays comme le Burundi, l'Ouganda, le Zaïre et la Tanzanie. Il s'agissait d'anciens réfugiés tutsi revenus au pays à la faveur du changement de pouvoir. À leur arrivée, ils s'étaient approprié anarchiquement les habitations des fuyards hutu. Le mot *yarafashwe*, c'est-à-dire « déjà pris », se trouvait partout sur les murs des maisons, écrit avec de la peinture ou du charbon de bois, pour signifier qu'elles étaient déjà occupées.

Après avoir appris la disparition de plusieurs intellectuels hutu, dont certaines connaissances, j'ai vite compris que ma place n'était pas à Kigali et qu'il me fallait quitter la ville le plus vite possible. Sur le chemin du retour, aux barrages de contrôle, on me demandait pourquoi je retournais à Cyangugu et je répondais que j'allais y chercher ma famille.

Une fois arrivé à destination, j'ai demandé à ma femme de nous préparer pour l'exil. Il n'y avait plus rien de bon à attendre pour nous au Rwanda. Il ne serait toutefois pas aisé de quitter le pays, car le FPR contrôlait désormais toutes les frontières, interdisant le passage ou tuant les gens qui tentaient de fuir.

La vie de réfugié dans les camps du Sud-Kivu

Le pont de la rivière Rusizi, qui reliait Cyangugu et la ville zaïroise de Bukavu, était désormais fermé. Le seul moyen pour nous de traverser la frontière consistait à franchir le lac Kivu, étroitement surveillé par les militaires de l'Armée patriotique rwandaise (APR, appellation de la nouvelle armée rwandaise après la prise du pouvoir par le FPR). Ma grande sœur, qui habitait près du lac, nous a préparé un plan d'évacuation par pirogue.

Le matin du 13 octobre 1994, avant de nous quitter, ma mère m'a demandé de me mettre à genoux devant elle. Chrétienne très pratiquante, elle a déposé sa main sur ma tête et a récité une longue prière d'adieu, à la fin de laquelle elle m'a dit de me relever et de partir sans crainte, car Dieu venait de lui montrer que nous n'aurions aucun problème, ma famille et moi. Après avoir essuyé les larmes qui inondaient mon visage, je l'ai embrassée et quittée pour toujours. Elle mourrait en décembre 2006, sans que je l'aie jamais revue.

Vers dix heures du matin, nous étions au bord du lac, prêts à partir. Après s'être assurés qu'il n'y avait pas de membres de l'APR dans les parages, les piroguiers nous ont embarqués en direction de Birava, à une trentaine de kilomètres de la frontière rwandaise, où avait été installé un camp de réfugiés. La traversée a été une épreuve particulièrement dure. D'abord, c'était la première fois que j'utilisais ce moyen de transport; ensuite, il y avait beaucoup de vagues qui ballottaient notre petite pirogue; enfin, nous craignions d'être fusillés par les militaires de l'apr, qui traquaient sans relâche ceux qui voulaient fuir le pays.

En proie à la peur, ma femme a entonné des chants religieux tout au long de la traversée et répétait sans cesse le *Je vous salue, Marie*. Évidemment, moi aussi j'étais inquiet, mais le sens des responsabilités m'obligeait à ne pas le montrer. J'essayais plutôt de rassurer mes enfants, terrifiés eux aussi, en leur demandant d'être confiants. Pourtant, je savais bien qu'aucun d'entre nous (à l'exception des piroguiers) ne savait nager. S'il était arrivé quoi que ce soit, nous aurions coulé comme des cailloux!

Vers quatorze heures, nous sommes enfin arrivés à destination. Birava était un petit village situé sur les bords du lac Kivu, à une vingtaine de kilomètres au nord de la ville de Bukavu, avec une vue

panoramique sur les collines de la préfecture de Cyangugu et sur l'île de Nkombo, en territoire rwandais. Il va sans dire que nous aurions préféré y être en touristes et non en tant que réfugiés!

À la descente de la pirogue, nous avons eu la chance d'éviter la fouille des agents des douanes zaïrois, qui sévissaient contre les nouveaux arrivants pour les dépouiller de leur argent et de leurs objets de valeur, comme des montres, des chaussures, des postes de radio. Nous en avons été informés avant de nous exiler et n'avions pas été surpris : il s'agissait là d'une vieille coutume qui se manifestait chaque fois qu'on traversait la frontière ouest, même avant la guerre.

Ce n'était pas la première fois que j'allais au Zaïre. Par le passé, j'avais l'habitude de me rendre dans la ville de Bukavu, soit pour me promener, soit pour effectuer quelques achats dans les luxueux magasins tenus par des commerçants d'origine indienne. Cette époque était bien loin, désormais.

Sur le chemin menant au camp, nous avons commencé à croiser quelques visages familiers, de quoi apaiser un peu notre peur de l'inconnu. Le camp de Birava avait été dressé principalement pour accueillir les réfugiés qui arrivaient par le lac Kivu, surtout ceux qui, comme moi, avaient fui tardivement, après la fin de l'opération Turquoise et la fermeture de la frontière terrestre par l'apr. La majorité de ses habitants étaient originaires de ma région natale et j'y avais beaucoup de connaissances. D'ailleurs, ma petite sœur Thérèse et son mari Joseph étaient déjà sur place depuis quelques semaines. Tout cela a facilité notre installation, car nous avons des gens pour nous aider.

Après notre enregistrement auprès des responsables du camp, nous avons reçu une bâche pour l'érection de notre tente. Elle était rectangulaire et bleue, avec le sigle du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) inscrit en grands caractères. On nous a également remis quelques bouts de bois, quelques clous et, bien sûr, on nous a attribué un terrain où dresser notre nouveau chez-nous. Une nouvelle vie commençait. Désormais, nous devons nous contenter d'un logis de neuf mètres carrés et des quelques biens matériels qui nous restaient pour vivre.

Deux jours après notre arrivée, nous avons reçu notre première ration, constituée de quelques kilogrammes de grains de maïs, de haricots, de farine de maïs, d'huile et de sel. Voilà de quoi nous devrions nous sustenter chaque jour durant tout notre séjour dans ces fameux camps de réfugiés. Au départ, les enfants ont eu du mal à s'habituer à cette nouvelle alimentation. Ils éprouvaient trop de peine à mastiquer les grains secs de maïs et ne comprenaient pas que nous ne mangions pas matin, midi et soir, ou encore pourquoi nous n'avions

pas de pain ni de riz ou même de viande!

Avec le recul, je peux dire que nous avons eu de la chance d'arriver plus tard car, contrairement aux réfugiés des mois de juillet et août qui durent faire face à de nombreux défis, comme la maladie, la faim et les épidémies, nous nous sommes retrouvés dans un camp bien organisé, avec une administration et des ONG chargées de la distribution des vivres, du matériel et des médicaments.

Dressé sur un terrain offert par la paroisse locale, le camp de Birava, peuplé d'environ trois mille réfugiés, comptait parmi la trentaine d'autres camps installés dans la province du Sud-Kivu. Leur population totale était estimée à cinq cent mille personnes. Hormis Birava, les plus importants étaient : Kalehe, Katana, Kabira, Kashusha, Inera, Adi-Kivu, Nyakavogo, Panzi, Nyamirangwe, Nyangezi, Mudaka, Hombo I et II, Muku, Mushweshwe, Bideka, autour de la ville de Bukavu; Chimanga, plus à l'ouest; Kamanyola, Lubarika, Kanganiro ou encore Luvungi, plus au sud, dans la région d'Uvira. Dans la province du Nord-Kivu, on trouvait aussi des camps de réfugiés aux alentours de la ville de Goma. Les principaux étaient Kahindo, Katale, Mugunga, Lac Vert et Kibumba. Ils étaient deux fois plus peuplés que ceux du Sud-Kivu. La majorité de ces camps étaient occupés par des populations mixtes, les gens ordinaires côtoyant les ex-FAR, les miliciens et les anciens dignitaires rwandais. Parmi les réfugiés se trouvaient également des Hutu burundais, qui eux aussi avaient fui les violences ethniques qui secouaient leur pays depuis des décennies.

Le camp de Birava était sous la supervision de la branche espagnole de l'organisme Caritas, avec le père Pablo comme responsable coordonnateur. Chaque camp de réfugiés était placé sous l'autorité directe d'un délégué du gouvernement zaïrois appelé administrateur du camp, secondé dans ses fonctions par un représentant des réfugiés appelé communément chef de camp et investi dans la plupart des cas par ses compatriotes. Avec le chef de service et le chef de quartier, il était chargé de la gestion quotidienne du camp et servait d'intermédiaire entre l'administrateur, les ONG et les réfugiés.

En 1995, à la demande du HCR, les camps ont été placés sous contrôle militaire, afin d'assurer la sécurité des réfugiés et du personnel humanitaire et d'éviter qu'ils ne soient transformés en camps d'entraînement. Cette mission de maintien de l'ordre a été confiée à une force encadrée par l'ONU par l'entremise du HCR, appelée « contingent zaïrois pour la sécurité dans les camps » (czsc), ou simplement « contingent » dans le langage des réfugiés. Elle était exclusivement constituée de membres recrutés au sein de la garde du président zaïrois Mobutu Sese Seko. « Contingent » ou pas, le mot restera gravé dans la tête de tout Rwandais qui a eu le malheur de

vivre dans ces camps de la misère de l'est du Zaïre.

Avant même la constitution de cette fameuse force, les réfugiés devaient se confiner dans les camps. Celui qui osait en sortir pour une raison ou pour une autre était la proie des militaires zaïrois, qui après un sec « *Telema, maboko likolo* » (Halte, les mains en l'air) lui demandaient d'exhiber ses papiers, dont la liste pouvait s'étendre à l'infini. Si vous montriez votre carte d'identité, on exigeait la carte de baptême. On pouvait même aller très loin, jusqu'à demander un justificatif pour les billets de banque en votre possession! Nous n'étions jamais suffisamment en règle pour pouvoir passer une barrière de contrôle sans nous faire dépouiller.

Une fois le contingent zaïrois mis sur pied, les loups étaient lâchés dans la bergerie. Les militaires profitaient de leurs patrouilles à l'intérieur des camps pour commettre des exactions de toute nature : tortures, emprisonnements, viols et même assassinats. Un tas de motifs avaient été forgés pour faciliter l'exécution de leurs crimes. Par exemple, pour violer les femmes, ils les emmenaient sous prétexte d'aller vérifier si elles ne portaient pas de grenades sous leurs vêtements! Et tout ça sous le regard impuissant de leurs maris.

Devant toutes ces difficultés, il fallait user de beaucoup d'imagination pour faire face à la situation, notamment pour trouver des moyens de compléter la ration alimentaire que le PAM lui-même considérait comme insuffisante à soixante pour cent. Certains réfugiés avaient ouvert de petits commerces ici et là pour vendre les produits courants, d'autres travaillaient dans les champs des paysans locaux. Mais ces activités précaires occupaient une infime partie de la population des camps; la majorité était livrée à l'oisiveté. En général, ceux qui avaient été paysans au Rwanda se tiraient mieux d'affaire que les intellectuels ou les bureaucrates, peu habitués à la vie dure et aux travaux champêtres.

Les femmes passaient leurs journées à cuisiner les grains de maïs et les haricots, très exigeants en temps et en bois. De leur côté, les hommes jouaient à l'*igisoro* (jeu de société traditionnel africain aussi connu sous le nom d'*awélé*) ou buvaient du vin de banane de fabrication locale, pour ceux qui avaient les moyens d'en acheter.

Les enfants étaient les grands perdants de cette nouvelle vie. Chassés des écoles par la guerre à partir de 1990 au nord du Rwanda et d'avril 1994 dans le reste du pays, ceux qui avaient encore la chance d'être avec leurs parents n'avaient pas celle de jouir de leurs droits élémentaires à l'alimentation, à l'éducation et encore moins à l'instruction. Pour le gouvernement zaïrois, malheureusement soutenu en cela par le HCR, il n'était pas question d'envisager dans les camps des projets à long terme, en particulier des écoles, sous prétexte que

cela pourrait détourner les réfugiés d'un retour rapide au Rwanda. De plus, selon le HCR, les écoles risquaient de servir de centres de recrutement pour les Interahamwe et les ex-FAR. Ainsi, les enfants étaient livrés à eux-mêmes sans aucun encadrement. Cependant, malgré cette interdiction, nous avons pu mettre sur pied un réseau clandestin de classes ambulantes dans les tentes, où on dispensait quelques rudiments de calcul et d'écriture. À Birava, l'ong Caritas Espagne nous a aidés à réaliser ce projet, ce qui permettait d'occuper en matinée quelques jeunes en âge d'étudier.

Quand je suis arrivé à Birava en octobre 1994, j'y ai retrouvé un ancien camarade d'université et ami d'enfance, Athanase, qui avait eu la chance d'obtenir un emploi de professeur dans une école privée locale appelée Institut Nyamokola. Psychopédagogue de formation, il enseignait la psychopédagogie et l'histoire. Ce dernier cours le gênait beaucoup. Il m'a alors proposé de le donner à sa place. La direction a accepté, mais nous devions nous partager le salaire d'un professeur, soit soixante-dix dollars par mois. Nous étions en effet payés en dollars américains, car la monnaie locale fluctuait beaucoup et les gens n'avaient pas confiance en elle. Outre ce salaire monétaire, on nous a donné une maison près du camp, tout équipée, avec eau et électricité, que nous nous sommes partagée également. La famille d'Athanase comptait cinq personnes, deux adultes et trois enfants, comme la mienne. Chacune occupait deux chambres, et le salon faisait office de pièce commune. C'était évidemment beaucoup mieux que de vivre sous une tente. En plus, nous continuions à recevoir les rations distribuées aux réfugiés.

Profitant de cette maison et des installations annexes, Athanase et moi avons monté une petite brasserie pour la fabrication de vin de banane. C'était une technique que je maîtrisais depuis mon enfance, car mes parents possédaient une bananeraie et produisaient beaucoup de vin. Ainsi, quand nous n'avions pas de cours à donner (nous n'étions pas très occupés), nous sillonnions les collines pour acheter des bananes aux agriculteurs. Nous les transportions sur nos têtes sur de longues distances, chose que nous n'aurions pas faite dans notre pays, car c'était réservé aux plus démunis! Nos femmes nous aidaient parfois, soit dans le transport des régimes de bananes, soit dans la préparation des levures pour la fermentation. Notre production était vendue aux détaillants du camp ou directement aux autochtones de la région, qui appréciaient beaucoup la qualité du vin fabriqué par les réfugiés rwandais.

En avril 1995, alors que nous nous étions progressivement faits à notre nouvelle vie, la situation a brusquement dégénéré.

Les dignitaires de l'ancien régime qui avaient fui au Zaïre après la victoire du FPR n'avaient pas perdu tout espoir de retourner dans notre pays. Vers la fin de l'année 1994, les exFAR et les Interahamwe avaient commencé à se réorganiser, surtout pour mener au Rwanda des expéditions de déstabilisation. La plupart de ces opérations portaient du camp de Birava, d'où il était aisé d'entrer au Rwanda par le lac Kivu, dont l'APR ne pouvait contrôler toutes les rives. Pour cette raison, le camp de Birava constituait une cible à détruire afin de mettre un terme aux actes de sabotage et aux vols perpétrés au Rwanda par les infiltrés, devenus une épine au pied du nouveau gouvernement rwandais.

Le 11 avril 1995, vers vingt-deux heures, alors que je venais de rentrer à la maison, à environ cent mètres du camp, j'ai entendu des explosions de toutes sortes provenant de multiples directions. Mortiers, grenades, fusils d'assaut : la terre tremblait comme si elle était secouée par un séisme.

À l'intérieur de la maison, tout le monde était paniqué. Nous nous sommes tous couchés par terre, de crainte que des grenades ne soient lancées à travers les fenêtres. L'attaque a duré à peu près quarante minutes, après quoi nous avons entendu des hors-bord se mettre en marche et s'éloigner progressivement. Les assaillants prenaient le large après avoir exécuté leur sale besogne.

Quand le bruit des explosions a cessé, Athanase et moi nous sommes rendus dans le camp pour nous informer de ce qui s'était passé. À notre arrivée, le constat était amer. Des corps calcinés jonchant le sol ici et là, des membres éparpillés, des personnes blessées qui hurlaient de douleur, qui appelaient au secours... Le camp avait été attaqué à l'arme lourde par l'apr, déterminée à faire le plus grand nombre de victimes parmi les quelque trois mille réfugiés qui y vivaient. Craignant que les agresseurs ne reviennent, beaucoup ont fui le camp cette nuit-là.

Dans ce chaos, les blessés ont rapidement été rassemblés dans la cour de la petite infirmerie du camp, et le personnel médical leur a donné les premiers soins. Ceux qui avaient été le plus grièvement touchés ont été conduits dans le camp d'Adi-Kivu, où se trouvait une sorte d'hôpital général pour les réfugiés de la région, à une trentaine de kilomètres de Birava.

C'est au petit matin que nous avons pu véritablement mesurer l'ampleur des dégâts causés par cette attaque. De nombreux corps étaient déchiquetés et méconnaissables. Après avoir compté les têtes, les bras et les jambes, nous sommes arrivés à un total de trente-huit morts. Évidemment, les blessés se comptaient par centaines.

Ce fut ensuite le temps d'enterrer les défunts. Je me rappelle avoir

pris l'initiative d'aller manipuler ces dépouilles les mains nues et avoir invité les plus courageux d'entre nous à venir m'aider. C'était un exercice très difficile : les gens craignaient non seulement de regarder ces morceaux de chair humaine éparpillés un peu partout, mais encore plus de les toucher. Petit à petit, une équipe d'une dizaine d'hommes s'est constituée pour trier et envelopper les corps ensanglantés dans des nattes tressées en paille. Dans certains cas, il s'agissait de trouver une tête, deux bras, deux jambes et quelques lambeaux de chair qu'on emballait ensemble sans toutefois être sûrs que les parties appartenaient à une même personne. L'enterrement a eu lieu dans l'après-midi, après que les journalistes et les dignitaires de l'ancien régime rwandais ont fait la visite du site.

La veille au soir, pendant que le camp de Birava était à feu et à sang, les habitants des autres camps de la région, surtout de Kashusha, d'Inera et d'Adi-Kivu, avaient cru, en entendant les explosions retentir au loin, que les tirs étaient dirigés contre le Rwanda et que c'étaient les réfugiés qui avaient lancé l'assaut. Cela faisait longtemps que les rumeurs d'une attaque imminente couraient. Ainsi, dans ces camps, tout le monde s'était réveillé et on avait commencé à entonner l'hymne national *Rwanda rwacu*. En pleine nuit, les bars avaient ouvert et les gens s'étaient mis à fêter leur retour prochain au Rwanda! On acclamait chaque explosion de bombe, sans se rendre compte que c'étaient les pauvres réfugiés de Birava qui étaient en train de mourir. L'allégresse ne s'est transformée en pleurs et en amertume que le lendemain matin, quand on a appris la triste vérité.

Évidemment, les médias du monde entier ont vite relayé cette information mais, à part le gouvernement de Mobutu, timidement de surcroît, personne n'a condamné le Rwanda, qui s'est contenté de nier son implication tout en précisant que ces tueries étaient l'œuvre des Interahamwe et des ex-FAR. Les autorités rwandaises ont également profité de l'occasion pour réitérer la demande adressée depuis des mois au Zaïre de rapatrier les « réfugiés sanguinaires », ou de les éloigner de la frontière. À ce moment-là, le pouvoir de Mobutu était devenu très fragile, en raison de la santé chancelante du président, mais aussi du malaise social généralisé des Zaïrois, qui croupissaient dans la misère et pour qui le gouvernement n'existait plus.

Cet épisode fut donc un test positif pour le Rwanda et ses alliés, dont les ambitions allaient au-delà des préoccupations sécuritaires affichées, et consistaient aussi à reconquérir l'est du Zaïre et à tirer profit des énormes richesses de la région.

Pour les réfugiés, en revanche, la situation était devenue trop précaire. Après cette attaque, beaucoup ont quitté le camp de Birava pour trouver refuge dans des camps plus éloignés de la frontière avec le Rwanda. C'est dans le même esprit que les autorités administratives

du camp ont décidé de le déménager à Chimanga, à quatre-vingts kilomètres à l'ouest de la ville de Bukavu, vers l'intérieur du pays.

Le camp de Chimanga existait depuis 1994 et abritait plus de vingt mille réfugiés. Il était situé sur les collines à la lisière de la forêt renfermant le parc national de Kahuzi-Biega. La région, très peu habitée et accessible par une piste étroite impraticable pendant la saison des pluies, était très riche en minerais. Ainsi, au marché local de Kankinda, il n'était pas rare de voir les vendeurs d'or côtoyer les marchands de patates. Non loin de ce camp, les autorités zaïroises en avaient érigé un autre, habité exclusivement par les ex-FAR, mais non reconnu par le HCR : le camp de Bulonge. C'est dans cette région éloignée de la civilisation que les camions du HCR nous ont déposés et que nous avons commencé une nouvelle aventure.

À Birava, ma femme touchait quelques dizaines de dollars par mois en travaillant en tant qu'assistante sociale; de mon côté, comme professeur, j'en gagnais à peu près autant. À Chimanga, plus de travail; nous devions nous contenter de la ration du PAM. J'ai vite compris qu'il fallait remédier à cette nouvelle situation. Puisque j'avais encore en ma possession du matériel de mon ancienne brasserie, j'ai décidé de reprendre les activités, mais cette fois-ci en étant à la fois producteur et détaillant.

À côté de la tente familiale, j'en ai annexé une autre qui servait de buvette avec trente places assises. À certains moments, la production de ma brasserie ne suffisait pas et je devais m'approvisionner chez les autres producteurs de vin de banane du camp. Pour ce faire, il fallait se réveiller tôt le matin pour se rendre chez les fabricants. Afin de m'assurer de la qualité du vin, de déterminer s'il était prêt à la consommation, mais aussi de pouvoir négocier le prix, j'en buvais un bol pour goûter. Alors, s'il fallait passer chez deux ou trois producteurs différents, la quantité de vin ingurgitée était suffisante pour tomber ivre avant sept heures du matin! Ce qui n'était pas rare. Quand c'était le cas, la revente était assurée par ma femme dans l'avant-midi, le temps de me reposer et de retrouver la forme.

Les revenus de ce commerce m'ont donné l'idée d'ouvrir une boucherie dans le camp. Aidé par mon beau-frère Joseph, lui aussi conduit à Chimanga avec ma sœur Thérèse à la suite de la tragédie de Birava, j'allais acheter une vache au marché de Kankinda pour la faire abattre dans le camp par les anciens bouchers et vétérinaires. La viande était en grande partie vendue aux autochtones. La pauvreté des réfugiés ne permettait pas à la plupart d'entre eux de s'en acheter, et ceux qui pouvaient s'offrir un tel luxe n'en prenaient qu'un kilogramme, tout au plus.

Le chef coutumier local, un certain Herman Vuningoma, avec qui j'entretenais une amitié particulière, m'aidait beaucoup en m'envoyant des clients parmi ses sujets. Là-bas, on l'appelait le *mwami*, ce qui veut dire « roi ». C'était une personne d'une grande humanité qui éprouvait beaucoup d'empathie pour les réfugiés. Il était allé jusqu'à leur donner l'autorisation de couper du bois dans le parc national de Kahuzi-Biega pour fabriquer du charbon, vendu à Bukavu, à quatre-vingts kilomètres de là, et transporté par les camions des ONG une fois leur cargaison déchargée dans le camp. En contrepartie, les réfugiés lui avaient construit une maison en adobe, ce qui était chose rare dans le coin. Le roi était ainsi devenu digne de son titre : il vivait désormais dans un palais. Plus tard, quand l'APR attaquerait le camp de Chimanga, il serait l'un des premiers Zaïrois de la région à être assassiné, parmi tant d'autres, victimes de leur générosité ou de leur compassion envers les réfugiés hutu. Ceux qui ont vécu dans ce camp se souviendront toujours de lui.

En mars 1996, il a fallu encore une fois que nous déménagions. Mon épouse avait en effet été rappelée par son ancienne employeuse de Birava pour un poste rémunéré d'assistante sociale dans le camp Inera. Nous avons jugé bon de ne pas dédaigner cette occasion qui nous permettrait de quitter l'endroit reculé où nous étions, même si nous nous retrouverions à nouveau près de la frontière rwandaise et donc exposés aux attaques de l'apr.

Le camp Inera (du nom de l'Institut national de recherche agronomique qui avait prêté le terrain pour son installation) se trouvait près du parc national de Kahuzi-Biega, à une vingtaine de kilomètres de la ville de Bukavu et non loin de Miti, situé à l'intersection des routes vers Goma, au nord, et Walikale, à l'ouest. Avec Kashusha, dont il n'était séparé que par une route, il était le camp le plus peuplé de la région de Bukavu. Il avait entre autres le privilège de loger le président déchu Théodore Sindikubwabo et son premier ministre Jean Kambanda.

Quelques semaines après notre installation à Inera, j'ai eu la chance d'être embauché comme professeur d'histoire dans le camp d'Adi-Kivu, situé à quelques centaines de mètres. Là, on avait réussi à installer une école primaire et une école secondaire en donnant des pots-de-vin aux contrôleurs zaïrois pour qu'ils ferment les yeux sur cette activité interdite. Parallèlement, j'ai continué à fabriquer du vin de banane que je vendais aux détaillants, mais cette fois les affaires ne marchaient pas aussi bien que dans le camp de Chimanga. L'offre était supérieure à la demande, si bien que l'on ne parvenait pas à écouler toute la production. Mais cela ne tarderait pas à devenir le cadet de

mes soucis, car bientôt l'heure du départ allait à nouveau sonner pour nous.

La débandade des réfugiés du Kivu

En octobre 1996 a débuté à Uvira, au sud de Bukavu, une rébellion dite des Banyamulenge (Zairois tutsi d'origine rwandaise), qui allait conduire à la destruction des camps de réfugiés hutu à l'est du Zaïre et au renversement du régime mobutiste.

Il faut savoir que le Kivu abrite de longue date une importante communauté tutsi d'expression rwandaise. Son installation dans la région s'est faite en plusieurs vagues répondant à des logiques différentes.

Avant l'ère coloniale, le royaume du Rwanda, dirigé par les Tutsi, s'étendait au-delà de ses frontières actuelles. Sauf au sud, où il n'a jamais marqué de victoire décisive contre le royaume du Burundi, le Rwanda s'est agrandi par l'annexion de territoires voisins. Pour asseoir leur domination sur les régions nouvellement conquises, les autorités rwandaises nommaient des fonctionnaires qui se faisaient accompagner de leur cour et, dans la plupart des cas, de populations ordinaires afin de coloniser les terres. C'est ainsi que les premiers Tutsi rwandophones se sont installés à l'ouest du lac Kivu, sous l'influence territoriale de la monarchie rwandaise. D'autres vagues de migration de Tutsi se sont succédé dans la région au cours du xix^e siècle, dans le contexte des luttes de pouvoir fratricides qui ont opposé différents clans tutsi et poussé bon nombre à fuir pour échapper aux massacres. Avec le partage de l'Afrique entre les grandes puissances coloniales européennes, ces populations rwandophones se sont retrouvées incorporées au Congo belge. Enfin, une dernière vague de migration, peut-être la plus importante, a eu lieu dans les années 1960. En effet, la Révolution rwandaise de 1959, qui a abouti à l'abolition de la monarchie et à la prise de pouvoir des Hutu en 1961, a poussé hors du pays une grande partie de la communauté tutsi, fuyant ce nouvel ordre ainsi que les violences perpétrées à son encontre.

Les hauts plateaux du Kivu, situés entre les lacs Kivu et Tanganyika, ont constitué une terre de prédilection pour ces migrants, car ils offraient un climat favorable à l'élevage des bovins, principale activité des Tutsi.

L'afflux de ces populations n'a pas été sans occasionner des heurts avec les autochtones, qui ont toujours considéré ceux que l'on appelle

les Banyamulenge comme des Rwandais bien qu'ils possèdent la nationalité congolaise/zaïroise. L'animosité des locaux à leur égard reposait sur plusieurs motifs : conflits liés à la question foncière; frustration face à leur réussite économique et à leur confiscation des postes politiques; absence d'intégration sociale, les Banyamulenge ayant conservé leur culture et leur langue traditionnelle, le kinyarwanda, et pratiquant largement l'endogamie et la redistribution du travail au sein du groupe.

Dans le contexte politique régional des années 1990, ces tensions ont atteint un point culminant. Après l'accession au pouvoir du Tutsi Yoweri Museveni en Ouganda, l'assassinat par des extrémistes tutsi de Melchior Ndadaye, premier président hutu élu au Burundi, et la prise du pouvoir à Kigali par le FPR de Kagame, les Zaïrois ont commencé à s'inquiéter de leur sort. Des rumeurs circulaient dans le pays au sujet d'un plan destiné à constituer un « empire hima-tutsi » au centre de l'Afrique, qui engloberait l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi, l'ouest de la Tanzanie et l'est du Zaïre. D'ailleurs, la participation active de nombreux Banyamulenge dans la guerre civile rwandaise aux côtés du FPR amenait à s'interroger sur leur véritable sentiment d'appartenance patriotique. Pour les autochtones, ils devaient rentrer chez eux, d'autant plus que leurs frères tutsi tenaient maintenant les rênes du Rwanda.

En avril 1995, les autorités de Kinshasa ont adopté une série de mesures visant à assimiler tous les Zaïrois d'expression rwandaise à des réfugiés. La nationalité des Banyamulenge était ainsi remise en cause et on en appelait à leur expulsion. Un an plus tard, ces derniers prenaient les armes. Bien qu'ils aient tout d'abord nié leur implication dans le conflit, le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi ont immédiatement envoyé des troupes au Kivu pour combattre à leurs côtés, invoquant des motifs sécuritaires pour justifier leur intervention. Le Rwanda, par l'intermédiaire de son président d'alors, Pasteur Bizimungu, réclamait dans le même temps des territoires au Zaïre. Selon le chef d'État rwandais, si on chassait du Kivu les Zaïrois d'expression rwandaise, il fallait leur donner les terres qui leur appartenaient. Il en appelait à un « Berlin II » (en référence à la conférence de Berlin de 1884-1885) pour redéfinir les frontières des pays africains. C'était une façon d'indiquer aux autorités zaïroises que le Rwanda était en droit de revendiquer les territoires du Nord et du Sud-Kivu.

Rejointe par toutes sortes d'opposants au maréchal Mobutu, la rébellion des Banyamulenge s'est organisée en Alliance des forces démocratiques pour la libération du Zaïre (AFDL). Pour cacher les ambitions politiques et économiques qui sous-tendaient leur propre engagement, le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda, avec le soutien de

grandes puissances comme les États-Unis et l'Angleterre, ont placé un Zaïrois de souche à la tête de l'AFDL, un certain Laurent-Désiré Kabila, qui prendrait bientôt le pouvoir à Kinshasa.

Le 13 octobre 1996, quand la rébellion des Banyamulenge a éclaté, une vingtaine de camps étaient installés au Sud-Kivu. Les combats qui ont débuté dans la région d'Uvira ont poussé progressivement les réfugiés de cette zone sur les routes : certains sont retournés au Rwanda, souvent sous la pression des armes; d'autres sont partis soit vers le sud en direction du lac Tanganyika, soit vers l'ouest en direction de Shabunda, ou vers le nord en direction de la ville de Bukavu, en passant par les nombreux camps présents sur cet axe. Les Forces armées zaïroises (FAZ, armée gouvernementale du Zaïre), qui dès le début se sont révélées incapables de contenir les attaques de l'apr, ont pris la fuite en même temps que les réfugiés, laissant derrière elles armes et munitions aux mains des rebelles.

Dans la région, les autochtones étaient en colère contre les Banyamulenge : la chasse à l'homme était ouverte afin de les traquer et de les tuer. Il faut préciser que les rwandophones qui habitaient là n'étaient pas exclusivement des Tutsi. À l'époque coloniale, les autorités belges avaient amené au Kivu une population hutu d'origine rwandaise, afin de la faire travailler dans les mines et les plantations. Après l'indépendance du Congo en 1960, la plupart étaient retournés au Rwanda. Quelques-uns avaient toutefois préféré rester. Parmi eux, mon propre demi-grand frère, Luc Ndabananiye. Depuis que j'avais fui au Zaïre, j'allais régulièrement lui rendre visite à Bukavu, où il habitait, et tous ses voisins me connaissaient.

Le 26 octobre 1996, un homme est venu me voir au camp Inera pour m'annoncer que mon grand frère ainsi que ses enfants étaient menacés par la population locale, qui les accusait d'être des Banyamulenge, ne sachant pas différencier les Tutsi des Hutu parmi les rwandophones installés au Kivu. Il fallait que je me rende dans son quartier pour convaincre les habitants et les autorités locales qu'il était hutu. Mais, à mon arrivée sur les lieux, le pauvre avait déjà été tué par lapidation et son corps, enterré. Néanmoins, je pouvais encore faire quelque chose pour ses fils, qui étaient alors cachés sans que je sache où exactement. Aidé par deux vieux voisins, je me suis rendu à la mairie, où j'ai fait comparer ma carte d'identité aux papiers de Luc : tous les éléments concordaient, à l'exception du nom de la mère, car nous avions deux mères différentes. Rappelons ici qu'au Rwanda la carte d'identité indiquait si son détenteur était hutu, tutsi ou twa, les trois ethnies du pays. En observant les documents, les autorités de la mairie ont aussi constaté que mon frère était un ouvrier « tous

travaux », poste que les Tutsi ne pouvaient occuper, ceux-ci remplissant généralement la fonction de commis. Elles ont ainsi conclu qu'il n'était pas un Munyamulenge. Après avoir payé quatre-vingts dollars américains, j'ai reçu des communiqués à aller afficher dans le quartier pour demander l'arrêt de la poursuite des deux garçons du pauvre défunt. Malheureusement, je n'ai pas eu le temps de terminer ma mission. Au moment où je me rendais au domicile de Luc, j'ai entendu des bombes exploser. C'était le camp de réfugiés de Panzi, à la lisière sud de Bukavu, qui était attaqué. Pris de panique, j'ai vite confié les affiches aux hommes qui m'accompagnaient pour rejoindre rapidement ma famille, vingt kilomètres plus au nord, laissant derrière moi mes neveux, dont j'ignore le sort encore aujourd'hui. Sur la route Bukavu-Inera, les réfugiés qui fuyaient Panzi se bousculaient par milliers, racontant les atrocités commises par les rebelles, particulièrement contre les Rwandais.

Le 28 octobre 1996, la ville de Bukavu a été attaquée à son tour. Les éléments de l'APR ont tué plusieurs Rwandais qui habitaient là ainsi que des Zaïrois soupçonnés de porter secours aux réfugiés, dont l'archevêque de Bukavu, monseigneur Christophe Munzihirwa. Les survivants ont pris la fuite en direction du nord vers les camps de réfugiés d'Inera, de Kashusha et d'Adi-Kivu, dont la population avait été multipliée plusieurs fois en l'espace de quelques jours.

Dans ces trois camps, la panique était alors généralisée. On s'attendait à un assaut imminent des rebelles. Les responsables des ONG étaient tous partis. Toutes les activités habituelles avaient été remplacées par les préparatifs d'une fuite éventuelle. On se demandait ce qu'on prendrait dans la tente et surtout quelle direction il faudrait emprunter. On passait son temps à faire ses bagages, à les soulever pour estimer leur poids, à étudier les meilleures façons de ne pas se trouver séparé des siens, surtout des enfants, à acquérir des informations sur les chemins envisageables... Bref, on se préparait au pire, mais on ne pouvait pas savoir quand serait donné le coup de sifflet pour le début de la course.

Depuis le déclenchement des hostilités à la mi-octobre, l'armée zaïroise avait essuyé de nombreux échecs et subi beaucoup de pertes en hommes et en matériel. Malgré les renforts envoyés de Kinshasa via l'aéroport de Kavumu, près du camp d'Adi-Kivu, les choses ne s'amélioraient pas. Les rebelles avançaient sans rencontrer la moindre résistance.

Quand les autorités militaires zaïroises ont constaté que Bukavu était sur le point d'être attaqué, elles ont demandé aux réfugiés de s'enrôler et de participer à l'effort de guerre, prétextant que c'était une

affaire rwandorwandaise. Les exFAR ainsi que plusieurs jeunes adultes ont été recrutés dans les camps d'Inera et de Kashusha. Après deux ou trois jours de formation à la marche courbée et au rampement rapide, nous les voyions partir dans des camions en direction de Bukavu. Pour eux, c'était une nouvelle occasion de se mesurer aux forces du FPR et, pourquoi pas, de retourner bientôt au pays. On apprendrait plus tard qu'à l'exception de kalachnikovs munies d'un seul et unique chargeur, ils n'avaient jamais reçu ni armes ni munitions pour reprendre les positions abandonnées par les FAZ.

Les soldats zaïrois, ceux du contingent chargé de la sécurité dans les camps en tête, fuyaient en masse, non sans commettre des pillages sur leur passage. Ils réquisitionnaient partout les véhicules, à commencer par les 4x4 des ONG, qu'ils remplissaient du fruit de leur butin, nourriture ou objets de valeur. Ils abandonnaient tout leur matériel derrière eux, y compris les armes lourdes. À la place des pistolets, on voyait des poulets pendre à leur ceinture. Ils prenaient la route Miti-Walikale, espérant gagner la ville de Kisangani, à quelque huit cents kilomètres à l'ouest de Bukavu. Les militaires zaïrois partis, les réfugiés étaient laissés à eux-mêmes, à la merci de l'apr.

Le samedi 2 novembre 1996, à huit heures du matin, je me trouvais à quelques mètres de ma tente, chez un voisin, lorsque nous avons subitement entendu des explosions retentir non loin de là. Le camp était attaqué par son côté sud. Dans un bruit terrible et assourdissant, les gens couraient dans toutes les directions, qui pour fuir, qui pour retourner prendre quelque chose dans sa tente, qui pour aller chercher sa famille. Il régnait une telle confusion qu'il était très difficile de savoir de quel côté se trouvait l'ennemi.

De chez mon voisin, j'ai immédiatement couru pour rejoindre ma famille. Quelques jours auparavant, j'avais enlevé les clous qui fixaient ma tente et détendu les cordes pour pouvoir la plier facilement dans l'hypothèse d'une attaque. J'avais aussi pris le soin d'emballer quelques objets : couvertures, habits, casseroles, et bien sûr quelques provisions. À part Emmérence, la cadette alors âgée de cinq ans, nous savions tous ce que nous devions transporter ou faire en cas d'assaut.

Malgré les préparatifs et les précautions, rien ne s'est passé comme prévu quand est venu le temps de nous mettre en route. Alors que j'étais encore en train de plier la bâche, notre fils Ange-Claude, pris de panique, nous a annoncé en sanglotant qu'il allait partir sans nous attendre et que nous le retrouverions en avant. Je n'ai pas eu le temps de lui parler, il avait déjà filé avec ses bagages. Nous l'avons suivi, essayant de nous faufiler à travers cette marée humaine en proie à l'affolement. Quelques minutes plus tard, je me suis retrouvé seul : les miens avaient disparu dans la foule et je n'avais pas la moindre idée de ce qu'ils allaient devenir. Autour de moi, les gens pleuraient d'avoir

été eux aussi séparés de leur femme, de leur mari, de leurs enfants, de leurs biens.

Au départ, je pensais qu'il serait possible de marcher sur la route. Mais elle est rapidement devenue très dangereuse, à la fois parce qu'elle était la cible des projectiles de l'ennemi, mais aussi en raison de la quantité de véhicules qui s'y pressaient avec les piétons. Quelques réfugiés, en effet, possédaient encore leur auto au camp, surtout à Kashusha et à Bukavu. Avec les autres fuyards, je suis donc passé par la forêt de bananiers plantés de part et d'autre de la chaussée, mais sans trop m'éloigner de la route, de peur de me perdre.

Trois heures plus tard, j'avais établi une certaine distance par rapport aux camps, et les bombardements n'étaient plus rapprochés. Avec les autres réfugiés, nous en avons profité pour retourner sur la route. Exténué, mais toujours avec mes bagages, je me suis assis sur le bas-côté pour prendre une courte pause, sans savoir si les membres de ma famille étaient en avant ou en arrière de moi.

Au moment où j'étais en train de m'enquérir des miens auprès des personnes que je connaissais, j'ai vu ma femme apparaître avec nos trois petits, la cadette suspendue dans son dos. Ils étaient presque méconnaissables à cause de la boue qui les recouvrait. Françoise avait préféré jeter ses bagages pour se concentrer sur les enfants.

Nous étions à bout de force, épuisés par les mauvais chemins que nous avions dû parcourir sous une pluie diluvienne et à un rythme soutenu de peur d'être rattrapés. Heureusement, ce jour-là, l'ennemi ne nous a pas poursuivis sur une longue distance. Il était trop occupé à en finir avec les gens capturés dans les camps de Kashusha, d'Inera et d'Adi-Kivu, dont faisaient partie de nombreux malades qui agonisaient dans les hôpitaux ainsi que d'autres personnes qui n'avaient pas pu suivre la cadence pour s'échapper. Ces massacres ont duré deux jours, le temps pour nous d'augmenter la distance qui nous séparait de nos bourreaux.

Dans l'après-midi de la première journée, nous avons continué notre périple vers le nord pour arriver pendant la nuit dans le camp de réfugiés de Kalehe, à une vingtaine de kilomètres de notre point de départ, où nous avons dormi à la belle étoile. Les habitants de ce camp n'avaient pas encore commencé à fuir car, jusqu'à ce jour, les combats se déroulaient loin d'eux. Ce n'est que le lendemain matin qu'ils ont pris avec nous la route de l'exode.

Au cours de la deuxième journée de marche, nous avons atteint le camp de réfugiés de Kabira, le plus au nord parmi ceux de la région de Bukavu. Là encore, la population n'avait pas commencé à plier bagage. Mais l'arrivée massive des fuyards ne devait pas les laisser longtemps indécis. À leur tour, ils se sont joints à notre triste cortège.

Dans ce camp, où nous ne nous sommes arrêtés que quelques heures pour nous approvisionner en denrées alimentaires, j'ai retrouvé un ancien ami du Rwanda qui m'a offert un cadeau des plus précieux. Constatant que les chaussures que je portais étaient complètement déchirées, il m'a donné une paire de sandales confectionnées à partir de pneus usagés, qu'on appelait communément *rugabire*. Toute personne qui a vécu dans les camps se souvient forcément de cette fameuse sandale très résistante et pratique qui était quasiment devenue l'uniforme des réfugiés. Fabriquée au camp par des cordonniers rwandais, elle était plus abordable pour les réfugiés, qui n'avaient pas toujours les moyens de se procurer de nouvelles chaussures. Ceux d'entre nous qui sont rentrés au Rwanda à cette époque-là, rapatriés de force par les rebelles, portaient tous cette sandale *rugabire* en arrivant sur place. Et on se moquait d'eux en leur disant qu'ils étaient partis du pays dans des voitures et que, maintenant, ils revenaient chaussés de leurs pneus. Quoi qu'il en soit, cette paire de sandales m'a été d'une grande aide durant cette épreuve : je l'ai portée pendant plus de deux ans, sur une distance de plus de trois mille kilomètres, jusqu'à la frontière du Congo-Brazzaville et du Cameroun, où j'ai pu m'acheter de nouvelles chaussures. Malheureusement, je n'avais pas l'espoir de vivre longtemps, sinon je l'aurais gardée en souvenir de tous les kilomètres que nous avons parcourus à pied.

Sur une route boueuse très étroite, où hommes et autos se bousculaient, nous avons continué notre marche vers le nord, dans l'espoir de rejoindre les autres réfugiés installés dans la région de Goma. La foule était tellement dense que la chaussée était bondée vingt-quatre heures sur vingt-quatre d'individus chargés comme des bêtes de somme : tel avec un matelas, une grosse valise, un enfant sur le dos; tel autre avec un sac sur la tête et un enfant sur les épaules... On croyait alors que le voyage serait de courte durée. Notre passage faisait l'effet d'une invasion de criquets. La route était bordée de plantations de bananes et de cannes à sucre qui étaient pillées et ravagées systématiquement sous le regard passif des pauvres propriétaires zaïrois.

Au fur et à mesure que nous avançons, les bagages devenaient de plus en plus pesants sous l'effet de la fatigue. On décidait alors de les trier pour se débarrasser des biens de moindre valeur ou très encombrants. Ceux qui ne possédaient rien, qui avaient perdu leurs bagages dans la bousculade ou qui n'avaient pas eu le temps de prendre quoi que ce soit le matin de l'attaque des camps profitaient de l'occasion pour ramasser ces objets abandonnés et s'équiper. Le recyclage était parfait!

Avec un jour de retard par rapport aux fuyards les plus rapides,

nous sommes arrivés dans le courant de la troisième journée au centre de Nyabibwe, à mi-chemin entre la ville de Bukavu, au sud, et celle de Goma, au nord. De ce hameau perché à plus de deux mille mètres d'altitude sur les hauteurs bordant le lac Kivu, je me suis laissé aller à contempler avec nostalgie l'île Idjwi et la beauté du « pays des mille collines » (surnom du Rwanda) sur tout son flanc ouest, allant des volcans Birunga, au nord, à l'aval du lac Kivu, au sud, en passant par les collines et les montagnes boisées des préfectures de Gisenyi, de Kibuye et de Cyangugu. C'était très pittoresque mais, hélas, l'heure n'était pas à la distraction : j'étais un réfugié pourchassé, une proie traquée par les rebelles.

En fuyant les camps de Kashusha, d'Inera et d'AdiKivu, une grande partie des réfugiés avaient pris comme nous la direction de Goma, vers le nord, mais d'autres étaient partis vers l'ouest à travers la forêt du parc national de Kahuzi-Biega dans l'espoir d'atteindre la route Miti-Walikale. Beaucoup d'entre eux périrent dans cette jungle inhospitalière. D'autres n'eurent guère plus de chance, car les assaillants les attendaient près du hameau de Bunyakiri pour les assassiner, le plus souvent à l'arme blanche.

À Nyabibwe, nous avons appris que la guerre avait gagné la région de Goma et que les camps de réfugiés de ce coin avaient été détruits par les rebelles. Les rescapés qui n'avaient pas été rapatriés au Rwanda avaient pris la fuite vers l'ouest et avaient été poursuivis et en partie massacrés dans la région de Masisi.

Nous étions donc coincés entre deux fronts : celui du sud dans la zone de Bukavu et celui du nord dans les environs de Goma. La seule solution qui restait était de virer vers l'intérieur du pays. Or, il n'y avait pas de route. C'était une région au relief très accidenté, très difficile à parcourir, qui mettrait encore une fois à rude épreuve les pauvres hères que nous étions. Mais nous n'avions pas vraiment le choix. Nyabibwe était un site très dangereux qu'il fallait quitter le plus vite possible. Les anciens dirigeants rwandais, dont le président Théodore Sindikubwabo, quelques ministres et anciens officiers militaires, étaient en effet tous regroupés là. Il s'agissait donc d'une cible toute désignée pour les rebelles. Après nous être dépouillés d'une partie de nos bagages afin de pouvoir emprunter les passages exigus de ces pentes rocailleuses qu'il fallait escalader à quatre pattes, nous avons donc repris la marche.

Comme il n'y avait pas de route jusqu'à la prochaine destination, tout le matériel roulant était laissé à Nyabibwe. Certains propriétaires d'autos les abandonnaient carrément, d'autres ne parvenaient pas à se décider ou payaient de jeunes gens téméraires pour qu'ils les gardent, espérant pouvoir les récupérer un jour. Parmi ces véhicules se trouvaient une dizaine d'autobus de l'ancien Office national des

transports en commun du Rwanda (onatracom) que les anciennes autorités avaient emmenés dans leur fuite. Les uns contenaient ce qu'il restait des documents classés secrets d'État. Les autres étaient bondés de quelques centaines de militaires hutu que la guerre civile rwandaise avait laissés handicapés et qui avaient trouvé refuge dans le camp de réfugiés de Panzi, à la lisière sud de Bukavu. Ne pouvant pas se déplacer seuls, ils étaient abandonnés là, entassés dans ces autobus à Nyabibwe, où tout fut brûlé deux jours plus tard. Tous périrent dans l'incendie. L'histoire nous dira peut-être un jour qui les a tués : les réfugiés, qui ne voulaient pas laisser leurs véhicules et les handicapés aux mains des rebelles? ou les éléments de l'apr, qui voulaient se venger de leurs anciens adversaires?

Notre nouvel objectif était la localité de Shanje, toujours dans la région de Kalehe, non loin des hauts plateaux de Masisi. Situé à plus de mille huit cents mètres d'altitude, le secteur de Shanje connaît un climat tempéré favorable à l'élevage de bovins. La population locale, qui parle parfaitement le kinyarwanda, est composée en grande majorité de Hutu originaires du nord-ouest du Rwanda qui se sont installés sur ces collines depuis longtemps. Ils pratiquent l'élevage intensif de vaches laitières et cultivent surtout les pommes de terre, les petits pois et les haricots.

Nous avons atteint notre destination après deux jours de marche pénibles à travers les montagnes couvertes de forêts de bambous. Pénible, ce trajet l'a été particulièrement pour nous, car au premier jour, alors que les gens se bouscuaient pour escalader les pentes de Nyabibwe, nous avons perdu la trace de notre fils Ange-Claude. Nous avons marché toute la journée sans savoir où il se trouvait. Certaines personnes nous disaient qu'elles l'avaient aperçu, sans nous préciser s'il était en avant ou en arrière de nous. Le lendemain matin, tout juste avant de reprendre la route, nous avons eu l'heureuse surprise de le retrouver sain et sauf, mais très fatigué et désespéré. Il avait toujours son sac, qui contenait quelques kilogrammes de farine de maïs et des casseroles avec un peu de nourriture cuite. Il marchait en boitant. Les chaussures qu'il portait l'avaient tellement brûlé qu'il avait déjà perdu deux ongles d'orteils. Nous avons pris quelques minutes pour écouter le récit de son aventure avant de nous mettre en marche. Il nous a dit qu'il n'avait pas eu beaucoup de soucis, qu'il n'avait pas perdu l'espoir de nous revoir. Il n'avait pas souffert de faim car il avait à manger; il n'en avait pris qu'une partie pour réserver le reste à ses petites sœurs. Le seul problème, et non le moindre, était qu'il n'avait pas de bâche pour se couvrir la nuit et se protéger contre les averses abondantes. Il était mouillé jusqu'aux os et tremblait de froid. Nous étions au milieu du mois de novembre, en pleine saison des pluies, dans une région de haute altitude où les gens, surtout les

enfants, étaient exposés aux maladies respiratoires telles que la pneumonie.

Une fois arrivés dans la localité de Shanje, nous avons été installés sur un terrain anciennement occupé par des plantations de quinquina (arbuste dont on utilise l'écorce pour fabriquer la quinine, médicament contre le paludisme). Les autorités locales avaient choisi ce site pour que les ONG puissent éventuellement nous y atteindre en empruntant les vétustes infrastructures routières qui reliaient jadis la région à la ville de Goma, en passant par Masisi. Nous gardions aussi l'espoir qu'un jour l'ONU déciderait de nous protéger.

La guerre faisait rage partout à l'est du Zaïre. Les médias internationaux couvraient largement les événements. Au Conseil de sécurité des Nations Unies, on discutait du projet d'envoyer une force d'interposition entre les réfugiés et les rebelles, d'autant qu'il n'était plus un secret pour personne que les premiers constituaient des cibles. Mais en dépit de la médiatisation et de la reconnaissance – quoique timide – de notre problème par les organismes internationaux, certains pays, dont le Rwanda bien sûr, mais aussi les États-Unis, affirmaient que tous les réfugiés étaient rentrés au Rwanda et que c'était là que les efforts humanitaires devaient être concentrés.

Une mission des Nations Unies sous le commandement du général canadien Maurice Baril était chargée de vérifier s'il y avait encore des réfugiés qui erraient dans les forêts de l'est du Zaïre. Durant toute une semaine, des avions, petits et gros porteurs confondus, nous ont survolés chaque jour, le plus souvent à basse altitude, pour essayer de nous localiser, disait-on. À chacun de leur passage, les réfugiés applaudissaient en se réjouissant d'avoir été repérés. Mais on ignorait que les pilotes étaient atteints d'une myopie grave et qu'ils faisaient tout leur possible pour ne pas nous voir. Ainsi, à la surprise générale, nous entendions le soir sur les ondes de la radio que les avions avaient parcouru toute la région et n'avaient vu aucun réfugié!

Nous avons commencé à soupçonner des complicités dans cette démarche, car nous ne comprenions pas comment des avions militaires, avec leur équipement sophistiqué, pouvaient ne pas remarquer la présence de dizaines de milliers de personnes entassées dans un endroit totalement à découvert! Nos regards se tournaient en particulier vers les États-Unis qui, à chaque fois, s'opposaient aux résolutions de l'ONU en faveur des réfugiés hutu rwandais. Malgré tout, les engagements de certains pays comme la France et le Canada nous laissaient espérer que bientôt, peut-être, une opération Turquoise bis verrait le jour.

À ce stade, nous possédions encore quelques réserves alimentaires, composées essentiellement de farine de maïs, de graines de haricots et

de lentilles. On pouvait aussi acheter auprès de la population locale des petits pois, des pommes de terre, du lait, ou échanger ces denrées contre certains objets comme des habits, des casseroles, ou des postes de radio pour ceux qui en avaient encore un. Il était toutefois très difficile de trouver des vivres pour toutes les bouches à nourrir que nous étions, et nous devions quelquefois aller vers des villages plus éloignés pour nous approvisionner. Nous profitions aussi de l'occasion pour nous renseigner sur les voies de sortie, puisque nous savions que l'ennemi n'était pas très loin et qu'il ne tarderait pas à lancer l'assaut contre Shanje.

Nous aurions dû poursuivre notre chemin au lieu de nous installer dans ce campement de fortune, mais les villageois nous en décourageaient. Ils nous expliquaient que le seul moyen pour se rendre à l'ouest et rejoindre la route en direction de Kisangani via Walikale était de franchir une forêt des plus inhospitalière, avec ses bêtes féroces, ses araignées géantes, ses serpents, ses lianes, ses pluies qui ne tarissaient pas. Ils évoquaient surtout le manque de nourriture et la présence de grandes rivières sans ponts, et nous parlaient aussi de la méchanceté de la population riveraine de cette forêt.

À Shanje, nous avons connu une semaine d'accalmie relative pour nous remettre en partie de la terreur occasionnée par la destruction des camps. Cette trêve n'a toutefois pas duré plus longtemps. Un après-midi que je n'étais pas sorti du campement, nous avons entendu des coups de feu retentir quelque part au nord. Ils n'ont duré qu'une vingtaine de minutes, mais ont suffi à éveiller les soupçons et la méfiance des réfugiés. Quelques heures plus tard, un ami nommé Denys, qui rentrait des villages éloignés où il était allé chercher des vivres, est venu me chuchoter avec une voix tremblante que les tirs que nous avions entendus auparavant provenaient du village de Rumbishi, à quelques kilomètres au nord, où les soldats de Kagame avaient tendu une embuscade à un cortège d'autos dont faisait partie l'ancien président du Rwanda Théodore Sindikubwabo, qui avait tenté de rejoindre Shanje par une vieille route passant par Numbi au nord de Nyabibwe. Il a ajouté que l'ex-président et la plupart des membres de son escorte avaient péri dans ce guet-apens. Puisqu'il n'était pas sûr de ce qu'il avançait et que, visiblement, il avait peur, il m'a demandé de ne raconter cette triste histoire à personne, de peur d'être qualifié de menteur ou de semeur de troubles.

Mais, petit à petit, l'information a circulé de bouche à oreille. Des gens racontaient même avoir vu des Inkotanyi (nom désignant les hommes en armes du FPR) sur le sommet de certaines collines environnantes. Pris de panique devant l'imminence de l'attaque, certains réfugiés ont commencé à partir le soir même en direction de l'ouest dans l'espoir d'atteindre la route goudronnée Bukavu-Walikale,

qui représentait notre dernier espoir. Avec ma famille, nous avons pris la décision de quitter également le campement. À quatre heures du matin, nous avons fini de plier bagage et nous laissions Shanje derrière nous.

Vers dix heures, le soleil commençait à taper fort et nous étions fatigués. Avec d'autres réfugiés qui, comme nous, marchaient depuis l'aube, nous nous sommes arrêtés pour nous reposer et prendre un repas à l'ombre des arbres. Nous n'avons pas eu le temps de finir; des jeunes gens sans aucun bagage ont surgi, terrorisés, en prononçant une seule phrase : « Sauvez-vous, sauvez-vous! Les Inkotanyi! »

Le campement de Shanje venait d'être attaqué. Les survivants de ce carnage nous racontaient que les rebelles, après avoir pris position sur les hauteurs des collines dominant le camp, avaient commencé à pilonner les réfugiés à l'arme lourde. Ceux qui n'avaient pas été tués par les éclats d'obus et qui tentaient de fuir tombaient sous les balles et les grenades des assaillants, qui les attendaient à chaque porte de sortie.

Seul le nombre des réfugiés a eu raison des rebelles, peu nombreux mais bien équipés. Ainsi, quelques milliers de personnes capables d'escalader les pentes escarpées des collines ont pu passer entre les mailles du filet, laissant derrière eux des milliers de cadavres et des blessés qui seraient achevés à l'arme blanche ou livrés à eux-mêmes, pour finir par pourrir dans cette brousse reculée. D'autres, qui étaient en état de marcher, ont été rapatriés au Rwanda dans l'humiliation la plus totale! Nombre d'entre eux ont été sauvagement tués sur la route du retour au pays.

En apprenant la nouvelle, nous nous sommes mis à courir pour essayer de semer les rebelles. Entre-temps, notre colonne venait d'être grossie par les fuyards rescapés des camps de Goma, au Nord-Kivu, qui tentaient eux aussi de rejoindre la route goudronnée.

Toute la journée, nous avons marché dans le but d'atteindre la fameuse forêt que les paysans locaux nous avaient dite infranchissable, dans l'espoir d'y trouver des cachettes ou des endroits qui ne soient pas à découvert. Le lendemain, à l'aube, après avoir dormi à l'orée des bois, nous avons entrepris un voyage que nous ne serions pas prêts d'oublier.

Tout d'abord, il n'y avait pas de chemin dans cette jungle. Il fallait le tracer. Les jeunes gens les plus forts et les hommes sans charges familiales ont pris les devants. Ils s'aventuraient dans l'inconnu à la recherche d'un passage, suivis par un cortège d'environ trois cent mille personnes. En quelques minutes, ce qui était un sentier devenait vite une grande route à force d'être foulé par les piétons.

Nous nous pressions tous sur cette piste sous une pluie battante.

Même quand il ne pleuvait pas, les feuilles des hauts arbres de cette forêt dense, qui ne laissait passer aucun rayon de soleil, gardaient une quantité suffisante d'eau pour nous mouiller en tout temps. À force de marcher en grand nombre sur un sol meuble et détrempé, le chemin est devenu très boueux, et certaines personnes étaient prises dedans. Il fallait parfois faire usage de hoes pour essayer de les en dégager.

Les enfants, les femmes et les hommes faibles étaient bousculés et quelquefois battus par les plus forts, qui les accusaient de bloquer le passage et même de complicité avec l'ennemi (*ibiyitso*) en raison de leur lenteur. Personne n'avait pitié de personne. C'était la loi du plus fort. Tout le monde était obsédé par l'idée d'atteindre « la route ».

Dans cette région aux montagnes abruptes et aux vallées encaissées passaient de nombreuses rivières sans ponts, dont le courant était très rapide en cette période de crue. Ce sont là les plus grands obstacles qu'il nous a fallu surmonter, d'autant que, en raison de l'absence de cours d'eau navigables ou de lacs au Rwanda, très peu d'entre nous savaient nager.

Quand nous avions de la chance, la rivière n'était pas très profonde et nous pouvions la franchir à pied, ou alors, si cela n'était pas possible, il nous arrivait de trouver un ou deux troncs d'arbres déjà installés sur l'eau sur lesquels il fallait traverser en équilibre, une personne après l'autre. Sinon, nous devions abattre nous-mêmes des arbres au bord de la rivière durant toute une journée et les faire tomber dans l'eau pour enfin passer en nous accrochant aux branchages.

Pour les hommes comme moi qui voyageaient avec femme et enfants, ces traversées étaient un véritable parcours du combattant. À chaque fois, je devais d'abord porter mes bagages sur l'autre rive, puis les bagages de chaque membre de ma famille et enfin aider mes filles et ma femme à passer à tour de rôle. En général, Ange-Claude se débrouillait assez bien en pareilles circonstances et, malgré son jeune âge, il m'épaulait pour les sortir de ce pétrin.

La forêt, nous l'avons connue telle que les paysans de Shanje nous l'avaient décrite. La seule bonne surprise, et non la moindre, a été de trouver assez de nourriture pour que tout le monde mange à sa faim. De grandes quantités de colocases, connues ici sous le nom d'*amabungu*, ainsi que des ignames poussaient partout à l'état sauvage. Ce sont deux sortes de tubercules très riches en amidon.

Le phénomène civil-militaire qui, jusque-là, ne s'était pas manifesté prenait de l'ampleur jour après jour. Ceux qui avaient des armes ou simplement une casquette, une chemise ou un pantalon de militaire prenaient la bonne initiative de mettre un peu d'ordre dans ce grand désordre généralisé. Mais ils en profitaient aussi pour profiter de

certains avantages au détriment des civils. Ainsi, lors de passages difficiles, la priorité était donnée aux militaires et à leur famille. Si un de leurs proches se blessait ou tombait malade, ils réquisitionnaient des civils pour le porter. Par ailleurs, toute forme d'incivisme était attribuée aux civils, comme si ces derniers étaient sans conteste les êtres les plus immoraux de la société. Qui a pété dans la foule? Qui a déféqué au bord du chemin ou de l'eau? Le civil!

Le 2 décembre 1996, ma famille et moi atteignions enfin le village de Hombo sur la voie goudronnée reliant Bukavu à Walikale. Contrairement à ce que nous avions craint, les rebelles, qui connaissaient la direction de nos déplacements, ne nous avaient pas précédés pour nous tendre des embuscades à la sortie de la forêt. Il nous avait fallu onze jours pour parcourir les trente kilomètres qui nous séparaient de la route.

À notre arrivée à Hombo, la joie était intense, comme si nous venions de gagner une médaille olympique! Dans ce village en pleine forêt, les maisons étaient construites des deux côtés de la chaussée et étaient dans un état de délabrement qui témoignait tout de même d'un passé de grande prospérité. Ici, nous espérions non seulement renouer avec la civilisation et marcher sur une route asphaltée, mais aussi être à la portée des ONG.

Notre fête a été de courte durée. Les réfugiés en provenance de Bukavu et des camps d'Inera et de Kashusha qui avaient emprunté cette route à partir de Miti, précédés par les militaires de Mobutu en fuite avec le fruit de leur pillage, nous ont appris que les rebelles étaient derrière nous bien que les FAZ aient détruit le pont pour freiner leur avancée.

Nous avons donc rapidement repris notre marche en direction de Walikale, au nord-ouest, toujours dans l'espoir d'un secours prochain de l'Onu, dont les avions nous survolaient tous les jours. Cette fois, nous ne progressions plus sur un sentier de forêt, mais sur une route à travers la brousse dont les bords étaient parfois parsemés d'habitations.

Trois jours après notre passage à Hombo, nous apprenions que les rebelles avaient attaqué le village, massacrant tous les réfugiés trouvés sur place et obligeant ceux qui n'étaient pas encore sortis de la forêt à y rester, coincés entre les assaillants de Shanje et ceux de Hombo. Encore aujourd'hui, quinze ans plus tard, nous savons que ceux qui ont pu résister à cet environnement hostile et aux attaques des soldats de l'APR errent toujours dans cette forêt, où ils sont poursuivis et traqués comme des bêtes.

Cette triste nouvelle nous a poussés à marcher beaucoup plus vite, car nous craignions que nos poursuivants, motorisés, puissent tirer

profit de la chaussée bitumée pour nous rattraper facilement. Il nous fallait d'autant plus augmenter la cadence que les rebelles en provenance de Goma pouvaient rejoindre Walikale par la route passant par la ville de Bunia, au nord, et ainsi nous encercler. Nous devions donc dépasser Walikale avant leur arrivée afin de pouvoir poursuivre notre périple vers Kisangani.

Au fur et à mesure que nous avançons, la chaussée devenait de plus en plus mauvaise, et même impraticable pour les véhicules. Ainsi se trouvaient abandonnés sur cette route les 4x4 que les FAZ avaient pillés dans la région de Bukavu, et même leur matériel militaire et des munitions, souvent de grande portée, comme des orgues de Staline. Dans leur débandade, les soldats zaïrois semailaient la terreur dans tous les villages où ils passaient. Ils tuaient, violaient, volaient, torturaient et tiraient en l'air pour faire peur aux habitants afin qu'ils leur donnent de la nourriture (chèvres, poulets, bananes...) et même des pierres précieuses, abondantes dans cette région.

Walikale, à deux cent cinquante kilomètres au nord-ouest de Bukavu et à quatre cents kilomètres de Kisangani, était une petite ville aux vieilles maisons en ruine pour la plupart, mais plus ou moins propres par rapport aux villages précédents. Quand nous sommes arrivés, une dizaine de policiers zaïrois y patrouillaient, nous empêchant de camper là et nous exhortant à poursuivre notre chemin. Les habitants apportaient sur la route quelques denrées à vendre telles que du manioc, des bananes, des cannes à sucre ou du riz. Ma famille et moi avons passé un bon après-midi sur place, afin de profiter de l'eau claire de la rivière qui traverse la ville pour prendre un bain prolongé sous le soleil ardent. C'était sans doute la première fois que nous pouvions nous laver depuis notre évacuation des camps au début du mois de novembre 1996.

Malgré la présence d'un aérodrome, nous n'avions aucune raison de rester dans ce carrefour très dangereux. De plus, les rumeurs faisaient état de la formation d'un camp à douze kilomètres à l'ouest de la ville. Il fallait donc s'y précipiter pour pouvoir se tailler un bon lotissement. Dans ce nouveau camp de fortune, les réfugiés s'entassaient par milliers, toujours dans l'attente d'un messie onusien. Un petit avion jaune survolait les lieux chaque jour sans jamais atterrir. Sur l'ordre de je ne sais qui, des hommes ont commencé à défricher la brousse et couper les arbres qui avaient envahi la piste d'atterrissage. Ils espéraient recevoir des vivres et des médicaments. Après deux jours d'attente, ne voyant rien arriver, nous avons repris notre marche vers Kisangani, que nous croyions plus sécuritaire, d'autant que le gouvernement zaïrois venait d'y installer son état-major pour la guerre qui se livrait à l'est.

La route qui reliait Walikale à Kisangani était goudronnée et aussi

bien large que droite; une bonne route, incomparable à celles de notre pays, et de loin, mais qui par endroits était envahie par la brousse faute d'entretien et surtout de circulation. En moyenne, deux véhicules par semaine pouvaient y passer! Elle était bordée de petits villages distants d'une dizaine de kilomètres et installés aux abords des abondantes rivières de la région, aux eaux claires filtrées par l'humus de la grande forêt.

Au passage des troupes de Mobutu, les habitants de ces villages s'étaient réfugiés très loin dans les bois, emportant avec eux tout ce qu'ils pouvaient prendre : habits, nourriture, animaux de ferme, etc. Ces populations étaient visiblement habituées à désertier leurs habitations le long de la route, parce que chaque village avait dans la forêt un campement où ses occupants pouvaient s'abriter lorsqu'une menace surgissait. C'était chose courante dans un pays où les soldats n'étaient pas ou peu rémunérés et obligés de vivre en spoliant le peuple.

Les villageois de la région avaient également mis sur pied un moyen efficace et sophistiqué pour communiquer avec les autres villages. Sur des tambours fabriqués avec des troncs d'arbres évidés, ils tapaient des airs adaptés selon la situation, soit pour avertir d'un danger, soit pour inviter à des festivités, annoncer un deuil, un mariage, une attaque, etc. Ainsi, chaque fois qu'on arrivait dans un village, un petit groupe d'hommes rôdaient aux alentours et essayaient de nous vendre quelques denrées. Lorsqu'ils constataient que les réfugiés ne représentaient pas une menace, ils tapaient le tambour et de nombreuses personnes sortaient alors des bois pour vendre ou échanger de la nourriture contre divers articles, spécialement des habits, des postes de radio, des machettes, ou encore des bâches, très recherchées dans cette forêt pluvieuse où les toits étaient en paille.

Sur cette longue route, les notions de temps et de distance étaient éclipsées par la misère, la maladie, la fatigue, la faim, mais surtout par la peur viscérale des rebelles, qui nous suivaient à la trace. Le problème n'était pas devant nous, mais derrière nous. Une canne à la main, un sac sur la tête, une bâche au dos, un enfant sur les épaules, hommes et femmes marchaient lentement sur les bords de la chaussée goudronnée, qui brillait sous le soleil ardent et brûlait les pieds nus et parsemés de plaies, souvenirs de la terrible traversée de la forêt entre Shanje et Hombo. Naturellement, tout le monde n'avancait pas à la même vitesse. Les jeunes gens qui n'avaient ni enfants ni parents à traîner étaient en tête de peloton, ce qui leur permettait de trouver sur leur passage de la nourriture encore en bon état, telle que des fruits. Au milieu de la file, il y avait les familles avec des enfants, qui ne pouvaient parcourir que quelques kilomètres par jour. À la queue se trouvaient les plus âgés et les plus malades ainsi qu'une poignée

d'hommes armés pour protéger nos arrières. Dans les débuts du voyage, deux ou trois jours de marche séparaient le premier du dernier marcheur. Cela faisait maintenant un mois que nous étions sur les routes, et c'étaient dorénavant deux semaines de marche qui séparaient les plus avancés des personnes à la traîne de cette procession humaine de trois cent mille personnes.

Dans cette région située à quelques degrés à peine au sud de l'équateur, le mois de décembre coïncide avec le début de la petite saison sèche. La pluie torrentielle des derniers mois a donc été remplacée par la chaleur du soleil qui brillait douze heures durant chaque jour et brûlait tout sur le sol. La plupart des gens ont alors préféré marcher de nuit pour éviter les températures trop élevées et les coups de soleil. Ma famille et moi avons aussi essayé, mais nous avons vite constaté que c'était très dur pour les enfants et très fatigant. Nous nous sommes décidés à continuer à marcher pendant la journée et surtout à ne jamais dormir plus d'une fois au même endroit. Il fallait reprendre la route chaque jour.

Nos journées se divisaient en trois phases principales. Nous nous réveillions à l'aube, puis nous pliions la bâche. Chacun avec ses bagages, nous nous mettions ensuite en route. Parce qu'il faisait encore sombre, mon épouse ou moi portions notre fille cadette Emmérence jusqu'aux environs de huit heures du matin. Vers onze heures, le soleil devenait ardent, la chaleur accablante, et les ventres creux. C'était le moment de faire une pause. On s'installait dans un endroit ombragé dans un village, quand on avait la chance d'en croiser un. On se déchargeait de tous les bagages. On prenait notre repas, constitué d'une partie de la cuisson de la veille au soir. C'était aussi le moment de chercher de la nourriture. Laissant ma famille se reposer, je ratissais les alentours du village désert, tel un chien renifleur, dans l'espoir de tomber sur n'importe quoi de comestible. Je fouillais le fond des rivières à la recherche de manioc, que les villageois déposaient sous l'eau pour le faire fermenter afin d'en éliminer la toxicité. Si j'avais de la chance, je tombais sur du poisson pris dans des pièges. Il fallait aussi chercher dans les champs. Ces derniers n'étant pas toujours proches des villages, je devais trouver et suivre des pistes à travers la forêt sur une distance allant quelquefois jusqu'à un kilomètre. Une fois que j'en avais localisé un, je regardais d'abord s'il y avait des fruits comme des bananes ou des papayes. Ensuite, je passais aux tubercules tels que les taros ou les ignames. Je trouvais plus souvent du manioc, mais il fallait chaque fois le goûter pour dénicher une variété douce. Bien entendu, c'était une opération risquée, car les villageois pouvaient monter la garde de leurs champs, parfois avec des fusils de chasse, comme j'ai pu le constater une fois.

Ce jour-là, j'avais suivi un petit sentier à travers la forêt. Après une

dizaine de minutes, je tombai sur un champ où il y avait beaucoup de bananes et de manioc doux. J'ai cueilli deux régimes de bananes plantain que j'ai rapportés au village où j'avais laissé ma famille. Me voyant ainsi chargé, d'autres réfugiés m'ont supplié de les amener sur place. En attendant qu'ils prennent des provisions, je me suis enfoncé plus loin dans le champ à la recherche de bananes mûres. Tout à coup, j'ai aperçu trois femmes et deux hommes munis de lances et d'un fusil de chasse. Quand ils ont commencé à me parler, mes collègues ont pris la fuite. Après m'avoir encerclé, les inconnus m'ont demandé de déposer par terre la petite hache que j'avais en ma possession. Comprenant qu'ils en avaient peur, j'ai foncé sur eux avec l'énergie du désespoir et, comme par miracle, ils se sont écartés pour me céder le passage. Quand j'ai rejoint ma famille au village, tout le monde pleurait, car on leur avait dit que les propriétaires du champ m'avaient tué.

Dans l'après-midi, vers quinze heures, le soleil ayant diminué en intensité, on reprenait la marche pour tenter d'ajouter quelques kilomètres au trajet effectué le matin. Aux environs de dix-huit heures, c'était la tombée de la nuit. On était très fatigués et il fallait trouver où dormir. L'endroit idéal était bien sûr un village, mais dans cet océan de verdure, on pouvait marcher pendant une journée ou deux sans en croiser un seul. Dans ce cas, il fallait passer la nuit en pleine brousse, au bord de la route. Avant de dormir, et pendant que mon épouse était occupée à masser les pieds des enfants et à nettoyer leurs plaies à l'eau tiède, je devais dresser la tente. On avait imaginé une façon très simple et rapide de la monter en quelques minutes seulement avec trois morceaux de bois qui nous servaient de cannes durant la journée.

Pour ceux qui avaient un poste de radio, la soirée était aussi le moment d'écouter les informations. Nous savions que les médias du monde entier parlaient de nous et qu'il y avait même, ici et là, y compris aux Nations Unies, des tentatives pour résoudre notre problème. Les radios les plus écoutées étaient RFI, La Voix de l'Amérique avec son émission produite en kirundi et en kinyarwanda, la BBC et son émission intitulée *Gahuzamiryango*, et dans une moindre mesure Radio Rwanda, qui exaltait la victoire des Banyamulenge tout en continuant de nier leur implication dans le massacre des réfugiés. C'était également un bon moyen de connaître à peu près la distance qui nous séparait de nos poursuivants et ainsi de décider d'augmenter la cadence ou de ralentir un peu.

Avant de se coucher, il fallait aussi prier. Dans ces moments extrêmement difficiles, on ne pouvait que s'en remettre à Dieu. Chacun était devenu croyant, et tout ce que nous vivions à chaque minute de la journée ne semblait relever que du miracle. Comment

expliquer que tous ces gens qui marchaient sur un même chemin trouvaient de la nourriture et de l'eau et parvenaient à traverser de grandes rivières sans savoir nager, si ce n'est par la grâce divine?

Après une dizaine de jours passés sur la route depuis Walikale, nous avons atteint le pont de la rivière Oso, qui délimite la frontière entre les provinces du Nord-Kivu et de Maniema. Là, quelques militaires zaïrois nous ont annoncé que les ONG nous attendaient à Amisi, à quelques heures de marche, pour nous aider. À notre arrivée à Amisi, une petite ville relativement propre, nous avons effectivement remarqué quelques tentes dressées au bout d'une piste d'atterrissage construite à même la route, qu'on avait pris soin d'élargir. Amisi était un poste avancé érigé par les ONG pour accueillir et soigner les réfugiés sortis de la forêt avant de les orienter vers Tingi-Tingi, à trois jours de marche.

C'est là, dans le fameux camp de Tingi-Tingi, que ma famille et moi, tels des squelettes enveloppés de vêtements sales et déchirés, avons échoué après un mois et demi de marche, avec une quinzaine de jours de retard sur les premiers réfugiés, qui y étaient depuis le 4 décembre.

IV

Tingi-Tingi : le camp de la misère

Tingi-Tingi est un petit village de quelques maisons aux toits de paille alignées pour la plupart sur le côté droit de la route asphaltée (toujours la même). Il se situe à sept kilomètres de Lubutu, chef-lieu de la province de Maniema, et à deux cents kilomètres à l'est de Kisangani.

Pourquoi nous être arrêtés à Tingi-Tingi?

En quittant Walikale, nous avions en tête que la prochaine destination devait être Kisangani, où l'on venait d'installer l'état-major zaïrois pour le front de l'Est. C'était là qu'on espérait recevoir de l'aide alimentaire, mais surtout une protection militaire. Toutefois, les autorités militaires zaïroises ont subitement décidé de stopper notre caravane à Tingi-Tingi. Officiellement, elles ne voulaient pas laisser trois cent mille personnes envahir Kisangani, ce qui aurait rendu sa défense très difficile. Mais nous soupçonnions que l'on voulait que les réfugiés forment un bouclier humain et servent d'éclaireurs pour détecter l'infiltration des rebelles, en grande majorité des soldats rwandais et burundais.

Le site présentait aussi l'avantage d'être à quelques kilomètres de l'hôpital de Lubutu et d'avoir une piste d'atterrissage, ce qui pouvait faciliter l'approvisionnement du camp. Les constructeurs de la route Walikale-Kisangani avaient pris le soin d'aménager ces pistes simplement en élargissant la chaussée à certains endroits stratégiques.

Le camp était installé à gauche de la route, dans ce qui semblait être une forêt secondaire. On y trouvait des traces de cultures, comme le manioc et le palmier à huile, qui témoignaient d'une ancienne occupation humaine. Mais c'était maintenant une brousse impénétrable parsemée d'arbres de hauteur raisonnable.

Les réfugiés étaient regroupés suivant leurs entités administratives d'origine au Rwanda, soit par préfecture, commune ou secteur. Cette organisation devait permettre la bonne cohabitation, mais surtout le dépistage des tentatives d'infiltration, de reconnaissance ou d'espionnage que les rebelles pouvaient mener parmi les réfugiés, car on se ressemblait tous et on parlait la même langue!

Ceux qui avaient encore leurs bâches les ont utilisées pour construire leurs abris. Les autres devaient se contenter de feuilles de

palmier, qui constituaient par ailleurs une excellente protection contre le soleil et la chaleur qui faisait rage en ce mois de décembre. Après presque deux mois de marche ininterrompue, il était très agréable de trouver un endroit où dresser sa tente et se reposer. Oui, c'était vraiment reposant et agréable de penser que, le lendemain, on n'aurait pas à reprendre la route.

À partir de la deuxième quinzaine de décembre 1996, les réfugiés se sont entassés en grand nombre à Tingi-Tingi. Le site recevait en moyenne dix mille individus par jour, et les problèmes liés au manque de nourriture, d'eau et de médicaments ont commencé à se faire sentir. La grande concentration de personnes affaiblies par le voyage et la faim offrait un terreau propice à la propagation de toutes sortes de maladies.

Avant, nous avions la possibilité de trouver dans les villages quelque chose à nous mettre sous la dent. Maintenant que nous étions tous confinés à un même endroit dans une forêt vierge au milieu de nulle part, que faire? J'observais les enfants, squelettiques, comme inanimés, allongés devant la tente à l'ombre des palmiers, entourés par un essaim de mouches qu'ils laissaient pénétrer jusque dans leurs narines, et mon impuissance à leur donner à manger me faisait pleurer toute la journée. Pour éviter de continuer à les regarder agoniser, je prenais ma canne pour faire un tour sur le site, juste pour m'éloigner un peu de leur misère.

Aux abords de Lubutu, à sept kilomètres de Tingi-Tingi, il y avait des villages où l'on pouvait trouver de la nourriture, mais les militaires zaïrois ne nous laissaient pas y aller et c'était au risque de se faire tuer que les hommes se rendaient là-bas. Seuls les femmes et les enfants pouvaient y avoir accès. C'est ainsi que nous avons décidé d'y envoyer notre fils Ange-Claude, alors âgé de treize ans. Dans ces villages, il passait ses journées à piler du riz dans un mortier pour le décortiquer. Le soir venu, on lui en donnait quatre verres. Au retour au camp, il devait en laisser un aux soldats zaïrois qui avaient érigé une barrière à l'entrée de Tingi-Tingi. Pendant un peu plus d'une semaine, nous avons été nourris grâce à la sueur et au sang de ce pauvre gamin.

Certains ont trouvé d'autres moyens de survie. Au Rwanda, les gens ne connaissent pas la viande de brousse. Puisqu'il n'y a pas de grandes forêts naturelles, on ignore ce qui est comestible ou pas à l'état sauvage, que ce soit des plantes ou des animaux. Beaucoup ne savent même pas comment pêcher un poisson. Décidément, les réfugiés qui jadis vivaient de l'agriculture et de l'élevage n'étaient pas préparés à vivre cette aventure sylvestre. Mais, petit à petit, sous la pression de la faim, les plus téméraires ont commencé à s'initier à la chasse et à la cueillette. Ils ramassaient des tortues et parfois

attrapèrent aussi des serpents qu'ils ne mangeaient pas, mais qu'ils échangeaient contre du riz avec les Zaïrois. L'histoire des deux hommes morts après avoir consommé de la viande de serpent a toutefois sans doute freiné la chasse à ce gibier pourtant très abondant dans la forêt. La femme et les enfants de l'un d'eux, qui avaient refusé de se mettre à table malgré la faim qui les tenaillait, ont vu leur vie sauvée grâce à leur méfiance.

À la suite de cet incident, on ne se contentait plus que de la cueillette de vieilles feuilles de manioc trouvées quelquefois à une ou deux journées de marche. N'ayant pas d'argent pour en acheter, ou les villageois refusant de vendre leurs récoltes, les réfugiés affamés n'avaient d'autre choix que de les voler au risque de se faire tuer par ces populations locales connues sous le nom de Tiris, redoutablement renommées à cause de leurs flèches empoisonnées. Eux aussi ont fait pas mal de victimes parmi nous.

Dans le camp, la situation se dégradait de minute en minute, le nombre de décès augmentait de façon exponentielle. Le mort ayant toujours droit à ses honneurs, on s'arrangeait pour organiser des funérailles, si modestes soient-elles. Après tout, on ne pouvait pas donner aux cadavres la valeur que même les vivants n'avaient plus. La cérémonie se limitait à enfouir la dépouille à une cinquantaine de centimètres de profondeur, selon le nombre de personnes participant à l'opération et leur état physique. Avant l'arrivée des ONG, on n'avait pas le matériel pour creuser les tombes, de sorte que, faute de pelles, on utilisait ses mains pour ramasser la terre. L'odeur nauséabonde des corps en décomposition et à moitié enterrés dans le cimetière qu'on avait aménagé à cinq cents mètres du camp se faisait sentir de très loin. Durant toute la journée, on assistait au défilé ininterrompu des endeuillés sur la route du cimetière et, vers la mi-janvier 1997, on pouvait compter une centaine de morts par jour.

Le 25 décembre 1996 a été un Noël bien différent des autres. Même avant la guerre civile, plus de quatre-vingt-dix pour cent des Rwandais étaient des chrétiens convaincus. Les événements vécus en 1994 et la misère qui s'en est suivie nous ont plus que jamais rendus croyants et pratiquants! La situation que nous vivions était en dehors de la portée humaine et seul Dieu pouvait opérer des miracles! Il fallait donc prier encore et encore. À ce Noël célébré au milieu de la jungle africaine, nous n'avons pas douté de l'omniprésence de Dieu. Tout le monde, revêtu de ses haillons, s'est réuni dans un coin du camp autour du pasteur ou du prêtre, selon son culte, pour demander à Dieu non pas, cette fois-ci, de nous faire rentrer au pays, mais plutôt de nous donner à manger et de nous épargner les balles des rebelles.

Au cours de cette semaine de fin d'année, les délégations d'ong comme Caritas Espagne, Médecins du Monde, Médecins sans frontières

(MSF), et d'organisations internationales telles que le PAM et l'UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance), basées à Kisangani, se sont mises à affluer pour faire l'évaluation de la situation. C'était une lueur d'espoir de revoir la silhouette d'un homme blanc au fond de cette jungle. Parallèlement, nourriture et médicaments ont commencé à nous parvenir. La distribution des aliments, composés au départ de biscuits, de lait et de farine enrichie pour la bouillie, et par la suite de haricots, de petits pois, de farine de maïs et d'huile, a débuté timidement, mais, à partir de la mi-janvier 1997, la situation s'est plus ou moins améliorée. Petit à petit, la vie a repris son cours, mais les séquelles des mois précédents étaient nombreuses. Les gens étaient très malades et très affaiblis, maigres et chétifs, désespérés et désespérés.

Sur le côté droit de la piste d'atterrissage, on a construit des bureaux pour les ONG, un hôpital et un dispensaire, et plus loin vers l'ouest, un système de filtrage d'eau potable. Le personnel médical, composé d'expatriés et de réfugiés, travaillait jour et nuit pour soigner toutes sortes de maux, surtout les maladies diarrhéiques qui faisaient rage et qui tuaient plus de cinquante personnes par jour, sans parler du paludisme.

En plus de ces installations, on a créé des sites nutritionnels pour y distribuer des biscuits et de la bouillie enrichie aux plus vulnérables, en l'occurrence les enfants, les femmes enceintes ou allaitantes et les personnes âgées. Le personnel chargé de la distribution avait du pain sur la planche afin de faire le tri pour différencier les hommes des femmes ou les jeunes des vieux. À cause de la fatigue et de la faim, les femmes n'avaient plus de seins ni de fesses. Pour des raisons pratiques, elles avaient coupé leurs cheveux, ou alors elles avaient été frappées de calvitie à force de porter sur la tête des sacs en nylon sous un soleil brûlant. En plus, elles avaient échangé leurs traditionnels pagens contre des pantalons, plus commodes dans des circonstances pareilles. Dans ces conditions, rien ne les distinguait plus des hommes. Les adolescentes et adolescents avaient quant à eux la silhouette de personnes âgées. Au sein de la communauté des réfugiés, les rides n'épargnaient personne. Pour se déplacer, la plupart d'entre nous devaient utiliser une canne à l'instar des vieillards. Il suffisait donc d'un petit déguisement pour se faire passer pour ce que l'on voulait paraître. Ainsi, quand on appelait les vieilles personnes pour la bouillie enrichie, c'était tout le monde qui se présentait. Personnellement, je n'ai pas eu de peine à me faire servir malgré mes trente-cinq ans de l'époque.

La distribution de la nourriture et des médicaments a certainement changé sensiblement la donne concernant le nombre de décès quotidien, même si les gens continuaient de mourir, surtout ceux qui

avaient été le plus gravement affectés par toutes ces épreuves. Le transport des vivres et des produits médicaux était surtout assuré par des avions Antonov de fabrication soviétique, qui avaient la capacité d'atterrir et de décoller sur des pistes de petites dimensions, mais aussi par d'autres avions de taille plus modeste, ceux de Médecins du Monde surtout.

« Le réfugié vit de la rumeur et il la consomme encore chaude. » Tel était notre adage dans les camps. Dans cette situation de peur permanente, l'information était d'une importance capitale. Ainsi, lorsque le soleil déclinait, comme tout le monde, je faisais un petit tour dans le camp à la recherche de nouvelles fraîches, avérées ou non. Chaque soir, à dix-huit heures, du lundi au vendredi, on se réunissait autour des postes de radio pour écouter l'émission de la BBC appelée *Gahuzamiryango*, diffusée en kinyarwanda et en kirundi, les langues des réfugiés. Les informations de cette station étaient fort appréciées, car c'était une des rares radios qui faisaient plus ou moins objectivement état de la situation du conflit entre les rebelles de Kabila et les soldats de Mobutu. La station La Voix de l'Amérique était aussi suivie, mais avec moins d'attention, car non seulement les émissions dans notre langue passaient très tôt le matin, à cinq heures quarante-cinq, mais la confiance envers les Américains était au plus bas, surtout à partir du moment où ils se sont opposés à l'envoi de Casques bleus à notre secours. Les réfugiés francophones pouvaient écouter RFI et, dans une moindre mesure, La Voix de l'Allemagne et Radio Vatican.

Les puissances occidentales, l'ONU et ses organismes, les ONG, les médias, tout ce monde continuait à tergiverser sur le nombre de réfugiés errant dans les forêts, les moyens de leur venir en aide et de les protéger contre les tueurs qui les pourchassaient. C'est dans ce climat d'impasse totale que le camp de Tingi-Tingi a reçu la visite de la commissaire européenne à l'action humanitaire, M^{me} Emma Bonino, dont la venue nous avait été annoncée quelques jours auparavant par Caritas Espagne. À sa descente de l'avion, ce dimanche 2 février 1997, elle a été accueillie par une foule de milliers de réfugiés décharnés qui, les mains en visière au-dessus de leurs yeux enfoncés, la regardaient tels des enfants qui attendent que leur maman leur serve à manger. Devant tant de misère, qu'elle a qualifiée d'inhumaine et d'inacceptable, elle n'a pas pu retenir ses larmes. Elle a également reconnu les erreurs de la communauté internationale, qui prétendait que tous les réfugiés hutu étaient rentrés au Rwanda. La visite de cette femme de cœur en qui nous avions placé notre espoir de survie a eu quelques répercussions positives, bien qu'inférieures à nos attentes.

Ainsi, à la suite de sa venue, on a remarqué une amélioration quantitative dans la distribution des vivres et des soins médicaux, de même que dans la médiatisation générale de notre calvaire.

Le 7 février 1997, ce fut le tour de M^{me} Sadako Ogata, haut commissaire de l'ONU pour les réfugiés, d'effectuer sa visite au camp de Tingi-Tingi. Pour bien préparer son arrivée, elle s'était fait précéder d'une distribution importante de denrées alimentaires. Mais, contrairement à sa prédécesseuse, elle n'a pas reçu un accueil chaleureux : depuis longtemps, le HCR était un ennemi juré des réfugiés, car il se montrait complice du nouveau régime de Kigali en les privant de nourriture pour les contraindre à retourner au Rwanda, ou encore en interdisant de créer des écoles dans les camps pour assurer l'instruction des enfants. Si Emma Bonino a versé des larmes face à la misère à Tingi-Tingi, Sadako Ogata n'a guère montré de signes d'humanité devant les vieilles personnes et les enfants moribonds préalablement préparés pour attirer son attention. Est-ce parce qu'elle a pu maîtriser ses émotions ou est-ce parce qu'elle était devant un phénomène qui ne l'a guère impressionnée, auquel elle s'attendait ? Au lieu d'alerter la communauté internationale, elle a axé son discours sur le retour des réfugiés au Rwanda, réfugiés qu'elle a condamnés elle-même à mort en les qualifiant de génocidaires. Après son passage, seules quelques centaines de personnes se sont fait inscrire au bureau du HCR à Tingi-Tingi pour le « retour volontaire au Rwanda », la grande majorité préférant bouder l'appel de la haut commissaire et mourir pourrie dans la jungle plutôt que dépecée au Rwanda. Malgré cela, le HCR et le gouvernement rwandais ont continué de dire que les réfugiés étaient otages des exFAR et des Interahamwe.

De toute façon, ces deux visites n'ont pas entraîné de changements majeurs dans la vie des réfugiés, si ce n'est de nous remonter un peu le moral, car nous croyions que ces personnalités pouvaient faire quelque chose, du moins pour nous épargner des massacres tels que nous les avons vécus au cours des mois précédents.

Dans le camp, les différents services étaient assurés par des réfugiés bénévoles qui remplissaient les fonctions de médecins, d'infirmiers, d'assistants sociaux, d'ingénieurs civils, de tous-travaux, etc. En contrepartie, ces gens recevaient des ONG des suppléments de nourriture, comme des biscuits ou de la farine pour la bouillie, ou bien des bâches. Un des services les plus en vue était le service funéraire ! Les cadavres étaient enveloppés dans des couvertures et confiés à une équipe qui devait se charger des funérailles. Or, comme les couvertures étaient neuves et belles, on les récupérait avant d'enterrer

les morts et on les vendait très cher aux populations locales. Et ce n'était pas une mauvaise affaire, si on considère le nombre de décès par jour et l'argent qu'on pouvait gagner à chaque couverture vendue! Il fallait être chanceux pour intégrer cette équipe, ce que je n'ai jamais pu faire malgré plusieurs tentatives.

Au début du mois de février 1997, j'ai eu l'honneur de faire partie, comme tous-travaux, de l'équipe de bénévoles chargés de la construction : il s'agissait, entre autres, de couper et de transporter le bois, d'aménager les terrains, de creuser les latrines, et ce, pour une généreuse prime de deux boîtes de biscuits à la fin de la dure journée. Pour moi, c'était en plus une occasion de m'éloigner pendant quelques heures de mes enfants affamés.

L'installation des sites de distribution de nourriture a aussi donné à mon épouse la chance de travailler, comme serveuse de bouillie, un service également en vue, car, à la fin de la journée, elle rentrait avec une bonne quantité de farine de bouillie *sosoma* (soya, sorgho, maïs) et de biscuits. Tout cela faisait de ma famille une des rares privilégiées. Puisque les serveurs ou les serveuses avaient le droit de consommer sur place, on s'arrangeait avec la complicité du chef du site de distribution, Samuel Muzigirwa, qui était un ancien camarade de classe, pour que je remplace Françoise une ou deux fois par semaine en invoquant la maladie, et j'en profitais alors pour me régaler de cette alimentation gratuite!

Comme si l'appareil digestif avait oublié comment fonctionner à temps plein, il fallait s'habituer non sans peine à cette nouvelle situation, c'est-à-dire manger, une pratique qui n'était plus quotidienne depuis quelques mois. Pour rattraper les jours de jeûne forcé des semaines précédentes, on mangeait des grains de maïs, des haricots, des petits pois, des biscuits, de la bouillie en quantités démesurées pour finalement passer une nuit blanche à souffrir de ballonnements, de diarrhée et de maux de ventre liés à l'inaccoutumance. D'où l'expression « manger comme ceux de Tingi-Tingi », *kurya nk'ab'i Tingi-Tingi*, utilisée dans la communauté rwandaise pour parler des gens qui mangent beaucoup et trop vite.

Après quelques semaines de distribution intensive de cette nourriture enrichie, les sourires ont commencé à réapparaître sur les visages, les sexes à se différencier, les enfants à reprendre des forces et à jouer. C'est en s'amusant avec d'autres petits dans les labyrinthes formés entre les blindés, nommés ainsi en référence aux véhicules militaires à cause de leur solidité, que ma fille cadette Emmérence a trébuché sur une racine tendue au sol et a subi une fracture de l'avant-bras droit. Heureusement que cet accident a eu lieu alors que les services médicaux étaient déjà à l'œuvre et qu'elle a eu la chance d'être plâtrée l'après-midi même, car c'était vraiment la dernière chose

dont nous avions besoin dans une telle situation!

Vers la mi-février, à notre grand soulagement, nous avons vu débarquer à Tingi-Tingi ma sœur Thérèse et son mari Joseph, accompagnés du petit orphelin qu'ils avaient adopté à Birava et de mon petit frère Athanase, qui avait également fui le Rwanda. Restés à Chimanga tandis que nous avions rejoint le camp Inera en mars 1996, eux aussi avaient dû quitter précipitamment leur camp pour s'enfoncer vers l'intérieur du Zaïre après le déclenchement de la rébellion des Banyamulenge. Devant l'avancée des rebelles, ils avaient fait route vers l'ouest en passant par les villes de Kingurube et de Shabunda, avant de remonter vers le nord en direction de Kasese, puis de Punia et Lubutu. À leur arrivée à Tingi-Tingi, ils se trouvaient tous dans un état physique lamentable. Malheureusement, ils n'auraient guère le temps de se reposer et de reprendre des forces, car bientôt il nous faudrait encore plier bagage.

La destruction du camp de Tingi-Tingi

Après avoir perdu les villes de l'Est, les autorités zaïroises, depuis leur nouveau centre de commandement à Kisangani, préparaient une contre-attaque qui se voulait foudroyante. Encore une fois, les efforts des réfugiés allaient être sollicités.

Vers la fin du mois de janvier 1997, beaucoup de jeunes réfugiés rwandais ont été recrutés et entraînés par les anciens officiers des FAR, qui étaient convaincus de l'inefficacité des FAZ et de leur manque de volonté à combattre les rebelles. Leur entraînement a duré une semaine, après quoi les recrues ont été envoyées sur les champs de bataille, sur deux fronts ouverts dans la région. Les uns étaient conduits par route sur le front de la rivière Oso, à la frontière entre les provinces du Nord-Kivu et de Maniema. Les autres étaient transportés par hélicoptère sur le front du Sud-Est, dans les environs de Kindu.

Ceux qui revenaient au camp nous racontaient l'intensité des combats et nous assuraient que l'ennemi était malmené malgré sa supériorité sur le plan matériel, surtout au niveau des armes lourdes. Mais, depuis un certain temps, les positions des deux armées n'avaient pas bougé. On avait l'impression que les rebelles n'avaient pas l'intention d'envahir tout le Zaïre, qu'ils se contenteraient des provinces conquises du Sud et du Nord-Kivu. L'illusion que nous étions à l'abri à Tingi-Tingi était alimentée par les déclarations des deux camps en conflit, qui disaient privilégier les négociations, mais surtout par l'apparente volonté du gouvernement zaïrois de gagner la guerre. Cette volonté se traduisait par le recrutement de mercenaires étrangers dotés d'un matériel redoutable, comme des hélicoptères Apache et des avions de reconnaissance, des bombardiers mig21 qui, à chaque retour des zones de combat, faisaient des spectacles acrobatiques dans le ciel de Tingi-Tingi, comme pour nous rassurer!

Vers la mi-février 1997, les choses ont commencé à basculer. Le camp de réfugiés d'Amisi, qui se trouvait à une soixantaine de kilomètres à l'est de Tingi-Tingi et qui était habité par des personnes arrivées sur place très mal en point, a été obligé de déménager devant l'approche des combats. Ses occupants nous ont rejoints à Tingi-Tingi après une longue marche de trois jours. Les histoires qu'ils racontaient n'étaient pas du tout rassurantes. On nous parlait de la débandade des militaires zaïrois qui avaient déserté, laissant derrière eux les recrues

rwandaises sous-équipées qui tentaient de retarder les Banyamulenge pour donner aux réfugiés le temps de fuir. Une fois encore, la panique s'est emparée de nous tous : nous étions convaincus que, un jour ou l'autre, nous devrions reprendre notre périple.

Entre-temps, l'hélicoptère transportant les troupes de Tingi-Tingi à Kindu est tombé en panne; il est resté cloué sur la piste d'atterrissage. Le contact était donc coupé avec les pauvres recrues rwandaises du front du Sud-Est lâchées dans la forêt sans approvisionnement ni relève. Elles n'auraient jamais l'occasion de revenir à Tingi-Tingi et, encore aujourd'hui, on ignore leur sort.

C'est dans ce climat de terreur et d'incertitude qu'un avion privé appartenant à une compagnie de transport kenyane est parvenu à atterrir à deux reprises à Tingi-Tingi pour embarquer des réfugiés qui avaient les moyens de déboursier les quelque six cents dollars que coûtait la place pour le Kenya. Malgré cette somme exorbitante, les sièges n'ont pas été assez nombreux pour satisfaire tous les candidats au premier tour. Au deuxième et dernier tour, en dépit de l'augmentation du prix de la place, à huit cents dollars tout d'abord, puis à mille, les personnes fortunées se sont encore une fois bousculées pour saisir la dernière chance de s'envoler loin de Tingi-Tingi. L'argent sort même du plus profond de la jungle! Quant à moi, j'observais tout cela passivement car, ayant à peine sept cents dollars en poche pour une famille de cinq personnes, je ne pouvais pas me permettre de rêver à une telle occasion. L'achat du billet, ou plutôt de la place puisqu'on ne recevait pas de billet, se faisait à la porte de l'appareil. On a eu beau entasser les clients partout, jusque dans les toilettes, l'avion qui avait déjà avalé plus de deux cents personnes dans son petit ventre n'avait pas la capacité d'ingurgiter tous les candidats qui brandissaient des liasses de billets verts. Constatant que le portier continuait de faire monter des passagers, le pilote, visiblement très inquiet, a dû intervenir pour lui dire que l'appareil ne pourrait pas décoller avec une telle surcharge. Mais personne ne voulait sortir et, par amour du dollar, le portier ne voulait pas non plus l'exiger. À peine la porte fermée, l'avion, alourdi par le poids des passagers en surnombre, a décollé non sans difficulté, emportant avec lui une partie du toit d'une hutte de paille qui était à une centaine de mètres de la piste. Des morceaux de verre du clignotant de son aile gauche sont restés sur place et ont laissé les spectateurs que nous étions perplexes et inquiets. Heureusement, l'avion a pu atteindre le Kenya sans encombre.

Vers le 24 février 1997, les militaires réfugiés qui étaient au front d'Oso, près d'Amisi, ont été nombreux à revenir à Tingi-Tingi. Ils auraient reçu la permission de rejoindre leur famille dans le camp et de se préparer à évacuer. Même s'il n'y avait pas d'informations

officielles à ce sujet, leur présence a augmenté la nervosité des campeurs. Les militaires étaient au courant du plan d'évacuation, mais il leur était interdit d'en divulguer le secret, sauf à leurs proches. C'est par le biais de ces derniers que les rumeurs ont été confirmées. Nous avons alors commencé à nous organiser en vue du départ. Selon les capacités et la force de chaque membre de ma famille, nous avons sélectionné les choses utiles dont nous aurions besoin sur les deux cents kilomètres qui nous séparaient de Kisangani, notre prochaine destination. La priorité était bien sûr donnée aux denrées alimentaires et au matériel de première nécessité, comme la bâche, les casseroles, les bidons pour le transport de l'eau, la machette, etc.

Les ONG, plus informées que nous, avaient plié bagage l'une après l'autre en laissant encore une fois les pauvres réfugiés abandonnés à eux-mêmes. Le matin de l'évacuation, les dirigeants du camp, anciens FAR et dignitaires qu'on appelait communément « sécurités », ont ordonné la distribution de tous les stocks matériels et alimentaires pour bien équiper les réfugiés et ne rien laisser au profit de l'ennemi. Dans l'après-midi, quand les sécurités ont eu fini de trier les biens de valeur, les stocks ont été ouverts au public, qui s'est rué pour arracher les derniers morceaux de bâches sur les bâtiments administratifs et récupérer certains objets, comme les bidons. Parallèlement, les gens ont commencé à détruire leurs huttes et à plier leurs tentes, de sorte que, vers dix-huit heures, ce qui était une grande agglomération le matin même n'était plus que des ruines laissant échapper des colonnes de fumée à cause des feux de foyer qui n'avaient pas été éteints par les fuitifs.

Pour ne pas risquer d'être repérés par l'ennemi, dont nous sentions l'odeur sans le voir, le signal de départ a été donné à la tombée de la nuit avec l'ordre de ne pas faire le moindre bruit en se déplaçant. Les expériences antérieures nous avaient appris que se mouvoir dans une telle marée humaine n'était pas facile, surtout quand on avait des enfants. Il valait mieux les attacher à soi avec des lianes ou des morceaux d'étoffe, sinon une seule bousculade pouvait vous séparer à jamais.

Une fois le marathon engagé, le nombre élevé de personnes qui se pressaient sur la chaussée ne nous permettait guère d'avancer rapidement. La situation était encore davantage compliquée par les militaires réfugiés et leurs familles qui s'octroyaient le privilège de marcher au milieu de la route, repoussant les autres, c'est-à-dire les civils, sur le côté. À chaque instant, il fallait laisser passer un lieutenant ou un capitaine et ses proches, sinon on recevait une pluie de coups de bâton pour leur avoir bloqué le passage.

Plongés dans une obscurité totale, nous marchions dans le silence le plus absolu, telle une rivière sans chutes, nous contentant d'écouter

le chant nocturne des cigales et les hurlements de bêtes sauvages au loin dans la forêt. Subitement, des cris se sont fait entendre derrière nous. Le chauffeur d'un des 4x4 qui étaient encore au camp, piqué par on ne sait quelle mouche, venait d'accélérer sur une colonne de réfugiés, tuant sept personnes et en blessant plusieurs autres. Une fois la surprise passée, nous avons continué notre route comme s'il ne s'était agi que d'un banal incident!

Le matin du 1^{er} mars 1997, après douze heures de marche, nous étions regroupés en face de la rivière Lubutu, à une dizaine de kilomètres de Tingi-Tingi. Pour une raison encore inconnue, sinon peut-être par complicité avec l'ennemi, des soldats zairois avaient érigé un barrage sur le pont en métal qui enjambait le cours d'eau, empêchant du coup la caravane d'avancer. Pour nous contenir, ils tiraient en l'air comme des fous et, au moindre trébuchement, n'hésitaient pas à viser quelqu'un. Les militaires réfugiés qui n'avaient pas eu le temps de s'approvisionner dans le camp ont profité de l'occasion pour extorquer les biscuits enrichis, qui étaient la denrée la plus appréciée et la plus facile à transporter. Ils nous fouillaient sous prétexte de rechercher des munitions qui nous désigneraient comme espions rebelles.

Vers les neuf heures de cette matinée bien ensoleillée, tandis que nous attendions de savoir pourquoi on ne nous laissait pas avancer, nous avons entendu retentir au loin, dans le camp déserté, deux fortes explosions. Il s'agissait du dynamitage de l'hélicoptère des FAZ et de l'avion petit porteur de MSF, tombés en panne et cloués au sol à Tingi-Tingi, où ils attendaient d'être réparés. Les exFAR avaient pris la résolution de les détruire pour ne pas les laisser aux mains des rebelles. Quelques jours auparavant, dans ses manœuvres d'atterrissage, l'avion de MSF avait décapité avec son aile droite une femme qui portait son bébé sur son dos. Le nourrisson a survécu par miracle à cet accident, mais j'ignore si la suite des événements lui a permis de grandir. Décidément, Tingi-Tingi était le lieu de toutes les morts!

Ces deux explosions qui avaient déjà semé le trouble dans nos rangs ont été suivies une heure plus tard de tirs nourris de mitrailleuses et de mortiers en provenance des collines qui surplombaient le lit encaissé de la rivière Lubutu, où nous étions prisonniers. C'étaient les rebelles qui nous poursuivaient. Tout le monde était pris de panique, il fallait se frayer un chemin à tout prix. Ceux qui étaient près du pont ont foncé droit sur le barrage des FAZ. Les malchanceux qui tombaient étaient piétinés à mort ou poussés par la masse à travers les rambardes métalliques pour finir dans la rivière.

Le pont était trop engorgé pour laisser passer tout ce monde encombré de bagages et quelquefois, comme moi, accompagné

d'enfants en bas âge. Il restait une autre solution, mais elle était risquée : se jeter dans la rivière pour essayer d'atteindre l'autre rive par miracle! Suivi de mon fils Ange-Claude, j'ai pris la décision de me lancer en premier avec mes bagages et ceux des enfants. L'eau m'arrivait aux épaules, mais, sous l'effet de la peur, je suis quand même parvenu à traverser. Après avoir déposé mon chargement, je suis revenu sur mes pas pour aller chercher les deux filles, Claudine et Emmérence, qui m'attendaient sur l'autre rive avec leur maman.

Combien de tonnes de bagages et de malheureux réfugiés la Lubutu a-t-elle emportés pendant la demi-heure qu'a duré la traversée? Parmi eux, de nombreux bébés morts noyés dans le dos de leurs mères qui, en franchissant une rivière dont l'eau leur arrivait au cou, ne semblaient pas réaliser qu'à ce niveau l'enfant était submergé.

Une fois passée la rivière, il fallait courir pour essayer de s'éloigner au plus vite de cet endroit envahi par le bruit des bombes. C'est dans cette course effrénée que nous avons perdu la trace de notre fille Claudine. Cette disparition viendrait semer la discorde dans ma troupe déjà très fatiguée, d'autant que nous venions de passer une nuit blanche sans prendre une seule fois le temps de nous reposer. Très inquiets pour Claudine, nous ne pouvions malheureusement pas nous lancer à sa recherche. Retourner en arrière pour voir si elle était blessée ou épuisée était chose impossible. Continuer à marcher vite pour voir si elle était en avant comportait des risques, entre autres celui de la séparer de nous davantage si elle était restée en arrière. Nous ne pouvions pas non plus nous diviser en deux groupes, car nous craignons de nous perdre tous, sans compter qu'une personne seule avec ses bagages ne pouvait s'autosuffire puisque chacun d'entre nous transportait des choses indispensables à la survie des autres.

Des blessures qui saignaient, des femmes et des enfants qui pleuraient d'être séparés des leurs, des détonations qui continuaient de retentir, tout cela nous poussait à prendre la décision de poursuivre notre marche, car, nous disions-nous, Claudine n'aurait pas d'autre choix que de continuer dans la même direction que les autres. Nous avions la chance qu'il n'y ait qu'une seule route sans ramifications. Le problème était que Claudine n'avait pas mangé depuis la veille au soir et que nous étions déjà à une heure avancée de la journée.

Au fur et à mesure que nous progressions, certaines personnes retrouvaient les leurs ou apprenaient par des connaissances qu'ils avaient été aperçus aux avant-postes ou aux arrière-postes. Quand nous-mêmes avons appris que Claudine avait été vue en arrière accompagnée d'une cousine qui l'avait reconnue dans la foule, nous l'avons attendue au bord de la route, les yeux grand ouverts, en la hélant à haute voix pour augmenter nos chances de la retrouver. Avant la tombée du jour, à notre grand soulagement à tous, nous

l'avons vue émerger de la foule. Elle était très fatiguée et désespérée. Mais, courageuse comme elle l'a toujours été, elle n'avait pas abandonné son bagage qui contenait des casseroles et des biscuits. Elle était alors âgée d'à peine huit ans.

La nuit tombait, mais nous ne pouvions toujours pas nous permettre de nous reposer. Nos militaires nous recommandaient de faire au moins cinquante kilomètres avant de songer à une pause, sinon les tueurs risquaient de nous rattraper. Nous devions continuer à marcher malgré la fatigue et essayer de rejoindre la tête du cortège, car nous étions conscients depuis longtemps que rester en arrière comportait trop de risques.

Si nous avons pu sauver notre peau encore une fois ce jour-là, cela n'a pas été le cas de tout le monde. En effet, dans les hôpitaux de fortune érigés à Tingi-Tingi, beaucoup de malades agonisaient dans leurs lits. Comme ces misérables ne pouvaient pas se déplacer, les soldats rebelles les ont tous passés au fil de la baïonnette. On en a vu qui tentaient de fuir en portant eux-mêmes leurs perfusions toujours branchées! Le même sort attendait plusieurs milliers d'autres qui ont été attrapés sur le pont de Lubutu et qui ont été exécutés et jetés dans la rivière avant l'arrivée des médias. Tingi-Tingi est l'un des endroits de l'ex-Zaïre qui ont vu périr plusieurs milliers de réfugiés hutu, morts de faim ou de maladie, et surtout massacrés par les sbires de Kagame et de Kabila.

Au matin de la deuxième journée, nous étions totalement épuisés, les gens marchaient les yeux fermés à cause du sommeil. Enfants, adultes, tous n'en pouvaient plus. Après avoir bu de la bouillie *sosoma* et mangé quelques biscuits, nous nous sommes accordé quelques heures pour enfin nous reposer. La routine de l'année précédente recommençait. Pendant que les uns marchaient, les autres dormaient ou préparaient le repas au bord de cette fameuse route goudronnée, que ce soit le jour ou la nuit.

Ceux qui avaient perdu les leurs passaient leur temps à scander leurs noms pour essayer de les retrouver. Il fallait donc crier très fort pour se faire entendre, car, finalement, c'était presque tout le monde qui appelait. Pour permettre à la personne recherchée de se reconnaître parmi tous les noms prononcés, il fallait ajouter celui de ses parents ou encore de sa commune d'origine au Rwanda.

En marchant vers Kisangani, nous avions l'espoir de nous retrouver enfin dans un lieu qui aurait toutes les infrastructures nécessaires, comme un port, un aéroport, des moyens de communication, que les organismes internationaux pourraient utiliser pour nous porter secours. Nous pensions également que nous y serions en sécurité, puisque l'état-major des FAZ s'y trouvait. Mais, hélas, à cent

kilomètres de notre destination, au carrefour de Pene-Tungu, la route était à nouveau barrée pour les réfugiés! Nous ne pourrions donc pas entrer dans Kisangani. Encore une fois, le prétexte était que les autorités ne pouvaient pas contrôler tout le monde au sein de la ville. En plus, elles avaient peur que l'ennemi ne profite de la cohue pour s'infiltrer. Les militaires zaïrois et quelques FAR qui gardaient ce barrage nous ont obligés à prendre la direction du sud vers le fleuve Lualaba et la ville d'Ubundu. Nous avons quitté le Kabulimbo (la voie goudronnée reliant Bukavu à Kisangani) pour emprunter une ancienne piste de terre qui n'avait plus rien d'une route. Sans doute construite à l'époque coloniale, elle donnait l'impression que la dernière auto l'avait empruntée en 1959, juste avant l'indépendance du pays!

Après une journée et demie de marche, nous atteignions les rives du fleuve Lualaba. Il était gigantesque! C'était la première fois que la plupart des Rwandais que nous étions voyaient un cours d'eau large de plus de cent mètres. Assez calme à cet endroit, le fleuve n'était pas effrayant au premier regard. Mais penser que l'on devrait un jour ou l'autre le franchir donnait froid dans le dos!

Une fois encore, comme sur la rivière Lubutu, on voulait nous empêcher de passer. Un officier haut gradé des FAZ, que l'on suspectait d'avoir retourné sa veste et de vouloir se servir des réfugiés comme monnaie d'échange pour être accepté dans les rangs des rebelles, avait ordonné à tous les propriétaires de pirogues du coin de les amarrer de l'autre côté du fleuve et leur avait interdit de nous aider à traverser. La ville d'Ubundu, construite sur les deux rives du Lualaba, avait vu sa partie orientale se vider de sa population à l'approche des réfugiés. Ses habitants avaient emporté tous leurs biens et surtout déplacé toutes leurs embarcations sur la rive occidentale du fleuve. On nous a fait savoir que nous devions rester là où nous étions et attendre l'aide qui se préparait à Kisangani, à une centaine de kilomètres au nord.

Stratégiquement parlant, cet endroit était un site très dangereux où les rebelles pouvaient facilement nous atteindre, soit par le fleuve en venant de Kindu, où ils étaient depuis longtemps, soit en suivant la même route que nous à partir de Tingi-Tingi.

Au deuxième jour sur place, nos militaires, fusil à l'épaule, ont commencé à surgir dans le campement que nous avions érigé en bordure du fleuve. Sous la pression des rebelles, ils avaient abandonné leurs positions de Pene-Tungu, sur la route de Kisangani. La panique a recommencé à nous envahir; nous devons absolument trouver des moyens de franchir le Lualaba malgré l'interdiction des FAZ. Les plus aventuriers parmi ceux qui savaient nager ont commencé à s'entraîner dans le fleuve et à évaluer leur capacité à le traverser en cas de besoin. D'autres se sont mis à fabriquer des radeaux à l'aide de

bambous et de lianes coupés au bord du cours d'eau.

Sur ces entrefaites, un avion de type Antonov en provenance de Kisangani, où les ONG s'étaient repliées en toute hâte après avoir quitté Tingi-Tingi, est parvenu à atterrir sur un terrain vague non loin de notre campement pour procéder à la distribution de nourriture (petits pois et biscuits), mais beaucoup l'ont boudée en soupçonnant là un stratagème visant à nous retarder en attendant l'arrivée des rebelles. Les réfugiés n'avaient plus confiance en personne, en particulier dans le HCR qui, malgré l'entreprise d'extermination évidente des réfugiés hutu, continuait de maintenir, encore et toujours, qu'ils devaient rentrer au Rwanda.

Même si le courant était faible à l'endroit du fleuve où nous nous trouvions, la traversée par radeau ou par pirogue ne pouvait se faire en ligne droite. Avant que vous puissiez atteindre l'autre rive, l'eau vous entraînait d'abord sur quelques dizaines de mètres en aval, et il fallait faire beaucoup d'efforts pour orienter votre embarcation vers votre destination. Après avoir confectionné un gigantesque radeau, une dizaine de jeunes Burundais se sont lancés sur le fleuve sous les acclamations des autres réfugiés qui s'étonnaient de l'ingéniosité avec laquelle l'embarcation avait été construite et surtout du nombre élevé de ses passagers. Une fois sur l'eau, les jeunes gens enthousiasmés ont commencé à payer. Chaque minute, le radeau s'éloignait de nos regards attentifs et admiratifs à la fois. Une fois engagé au large, il a commencé à obéir au courant en prenant la direction de l'aval. Nous pensions que les garçons avaient choisi d'accoster un peu plus bas sur l'autre rive pour échapper aux fouilles des FAZ, qui nous attendaient de l'autre côté. Mais, à un certain moment, le radeau a commencé à tourner sur lui-même! Les pauvres garçons en avaient perdu le contrôle. Au loin, vers l'aval, le fleuve lançait des gerbes d'eau qui formaient un nuage de vapeur dans l'atmosphère. C'était là que commençaient les fameuses Stanley Falls (aujourd'hui appelées chutes Boyoma), qui rendent non navigable cette partie du Lualaba. Sous le regard impuissant et les cris des réfugiés, la bande de jeunes Burundais a subitement été avalée par cet épais nuage, incapable de résister à l'attraction des chutes.

Cette expérience a certainement découragé les constructeurs de radeaux, mais n'a pas empêché d'autres groupes de tenter leur chance en franchissant le fleuve. De rares téméraires ont réussi la traversée à la nage en prenant soin de s'attacher à des bidons vides qui leur servaient de bouées. Dans le port, de l'autre côté du Lualaba, beaucoup de pirogues étaient amarrées et leurs propriétaires, à qui l'on avait interdit de nous faire traverser, nous regardaient indifféremment mourir noyés. Les réfugiés qui étaient parvenus à atteindre l'autre rive leur ont proposé de grosses sommes d'argent

pour aller chercher les membres de leurs familles. C'est à partir de ce moment, vers dix heures du matin, que les piroguiers, attirés par l'appât du gain, ont décidé de se lancer sur le fleuve pour faire traverser les réfugiés.

Comme nous n'avions pas de billets de la monnaie locale, sujette à de trop fortes fluctuations, le paiement s'effectuait en dollars, pour ceux qui avaient la chance d'en posséder encore. Cela ne se faisait toutefois pas sans problème, car les locaux ne connaissaient pas bien le billet vert; il fallait donc leur en expliquer la valeur avant qu'ils ne l'acceptent.

Sans négocier, j'ai accepté l'offre du premier piroguier à me tomber sous la main, soit trente dollars pour la traversée de mon groupe de neuf personnes, composé de ma famille, de celle de ma sœur Thérèse et de mon petit frère Athanase. Mais au moment de l'embarquement, la pirogue, qui devait transporter trois passagers en temps normal, n'est parvenue qu'à en prendre huit en plus du piroguier et des bagages. Athanase a été obligé de rester sur la rive, avec la promesse d'être embarqué au prochain tour.

Après nous avoir formellement interdit de bouger, le piroguier, un homme dans la quarantaine, a lancé son embarcation sur les eaux avec un sourire d'incertitude! Mais, malgré la surcharge, nous avons atteint l'autre rive en une vingtaine de minutes. Après avoir installé ma famille dans un coin sous un arbre, je suis retourné au bord du fleuve pour attendre mon petit frère. Mais chaque fois que le piroguier revenait avec des passagers, il me racontait qu'il n'avait pas vu Athanase sur l'autre rive. C'était un mensonge! Il lui avait sûrement demandé de lui donner de l'argent pour sa traversée, alors que sa place était déjà payée et que mon frère n'avait pas un sou sur lui.

Le lendemain après-midi, Athanase ne nous ayant toujours pas rejoints, j'ai pris la décision risquée de retraverser le fleuve en payant à nouveau un piroguier pour aller à sa recherche. Dans l'espoir de pouvoir se payer la traversée, il s'était mis à vendre les habits de la famille qui étaient dans le sac resté en sa possession, de sorte que, quand je l'ai retrouvé, il avait tout écoulé. Il ne nous restait plus que les vêtements que nous portions. Heureusement, comme la plupart des réfugiés, j'avais l'habitude de superposer sur moi deux ou trois pantalons pour ne pas risquer de me retrouver nu si nous étions attaqués et que nous n'avions pas la possibilité de fuir avec nos bagages.

Au cours de ce deuxième jour de la traversée du Lualaba, quand les autorités locales ont constaté qu'il y avait beaucoup de noyades dues aux moyens dérisoires employés pour franchir le fleuve, elles ont décidé d'affréter un traversier pour aider tous les réfugiés à gagner la

rive gauche. De l'autre côté, cependant, de nouvelles épreuves nous attendaient.

Les massacres des provinces Orientale et de l'Équateur

Après avoir traversé le Lualaba, mon frère Athanase a décidé de poursuivre la route avec un groupe de jeunes gens plus mobiles et rapides que nous ne pouvions l'être avec nos enfants (il finirait par rejoindre le Congo-Brazzaville et serait rapatrié par le HCR au Rwanda, où il vit encore aujourd'hui). De notre côté, avec la famille de Thérèse, nous avons marché jusqu'au petit village d'Obilo, situé non loin d'Ubundu. À cet endroit, il y a un chemin de fer et une route qui relient Kisangani, à environ quatre-vingts kilomètres au nord, et qui servent à contourner le tronçon non navigable du fleuve à la hauteur des chutes Stanley. C'est là que les autorités policières locales nous ont sommés de nous arrêter, refusant de nous laisser poursuivre notre chemin vers Kisangani toujours sous le prétexte de ne pas apporter le désordre dans la ville. Elles nous ont trouvé un site à côté de la route pour ériger nos « blindés » (huttes). Nos services de sécurité nous ont ordonné une fois de plus de nous installer en fonction de nos circonscriptions administratives d'origine au Rwanda pour faciliter le contrôle des infiltrés éventuels.

À Obilo, nous espérions être plus ou moins en sécurité du fait de la proximité de Kisangani. Qui aurait pu penser qu'un jour les rebelles s'empareraient de la troisième ville en importance du pays, chef-lieu de la province Orientale, qui abritait l'état-major des FAZ?

Pourtant, le 15 mars, une nouvelle surprise est venue briser nos espoirs. Kisangani était tombé sans combat aux mains de l'AFDL. Cette fois-ci, nous étions bel et bien encerclés. Dans le campement, plusieurs réunions de crise se sont tenues ici et là dans le but de trouver une solution à cette situation aussi inattendue que préoccupante. Pour la première fois, les réfugiés ont commencé à s'entredéchirer et à ne pas tenir le même langage. Deux groupes farouchement opposés sont apparus : d'un côté les Interahamwe, les exFAR et les anciens dignitaires du gouvernement déchu; de l'autre, la population ordinaire, qui avait le sentiment de n'avoir aucune responsabilité dans le génocide de 1994. Les membres de ce dernier groupe pensaient que les rebelles ne les tueraient pas une fois qu'ils seraient séparés des premiers. Les partisans de cette théorie naïve sont allés jusqu'à recommander à ceux qui voulaient s'associer à eux de porter un

bandeau blanc autour de la tête en signe de reddition! Ils ont demandé au premier groupe de quitter rapidement le campement pour qu'ils ne leur attirent pas des malheurs, espérant ainsi créer un « camp de la paix », comme ils l'avaient baptisé eux-mêmes. Ils ont ensuite suggéré de se rendre aux rebelles dans la ville de Kisangani car, selon eux, la présence des ONG et des médias dissuaderait l'adversaire de les tuer à la vue de tous. Parmi les grands défenseurs de cette solution, il y avait André Kagimbangabo et Frédéric Karangwa, respectivement anciens préfets de Cyangugu et de Butare. Malheureusement, ils seraient parmi les premiers à être sauvagement massacrés aux portes de Kisangani quelques jours plus tard.

L'autre solution était de fuir vers l'ouest. En dehors de la route et du chemin de fer qui reliaient Obilo et Kisangani, il n'y avait aucune issue de secours, à l'exception d'un étroit sentier emprunté par les chasseurs et les orpailleurs à l'intérieur de la forêt, dont la population locale nous avait dit qu'il permettait, après plusieurs jours de marche, d'atteindre la route vers Opala en évitant Kisangani. La perspective d'entrer dans la jungle pour se trouver à la merci des serpents, des crocodiles, des mouches tsé-tsé, des moustiques ainsi que des fauves, sans nourriture ni médicaments, n'était guère plus rassurante! En gros, il nous fallait choisir entre deux options apparemment aussi suicidaires l'une que l'autre.

La plupart des réfugiés ont décidé de se rendre à Kisangani pour se livrer aux rebelles. Ils n'ignoraient rien du sort qui risquait de leur être réservé mais, éprouvés par la fatigue, la faim et les maladies de toutes sortes, ils n'avaient tout simplement plus la force de continuer. Une minorité, composée essentiellement de jeunes gens en forme et sans trop de responsabilités familiales, a préféré quant à elle prendre le risque de mourir dans la forêt plutôt que se rendre.

Pour ma part, c'est cette deuxième option que j'ai suggérée à mon épouse, lui expliquant que même si la forêt était dangereuse, surtout pour nos jeunes enfants, nous conservions une chance d'être sauvés, alors que si nous allions à Kisangani, la mort était certaine. Exténuée et éprouvée par les événements, Françoise a refusé ma proposition, préférant se rendre à Kisangani. Durant toute la soirée, j'ai essayé de la convaincre, mais en vain. Le lendemain matin, ma décision était prise. J'ai annoncé à ma femme que je suivrais le chemin de la forêt, quoi qu'il en coûte.

À quelques kilomètres d'Obilo, sur la route allant vers le nord, la colonne de réfugiés se divisait en deux. Les uns continuaient tout droit en direction de Kisangani, tandis que les autres entraient dans la forêt obscure par un sentier couvert de rosée en cette matinée de mars. À mon tour, j'ai quitté la route pour pénétrer dans les bois; notre fille Claudine me suivait, mais en pleurant. Après une vingtaine de mètres,

j'ai entendu derrière moi la voix de notre fils Ange-Claude. Le visage recouvert de larmes, il m'a supplié de m'arrêter et d'attendre quelques minutes, le temps d'aller convaincre sa mère, restée en arrière avec Emmérence, de nous rejoindre. Les minutes passées assis dans les herbes au bord du chemin avec Claudine ont été éprouvantes pour moi. Je me demandais comment je pourrais me séparer de ma petite famille, et les larmes ruisselaient aussi sur mes joues. Quelques instants plus tard, Ange-Claude est revenu pour nous dire qu'il était parvenu à persuader sa mère de nous suivre. Dieu merci, nous avons continué le chemin ensemble, même si Françoise, dépitée, n'était pas motivée à marcher rapidement. Dans de pareilles circonstances, je me gardais toutefois de lui demander des efforts supplémentaires! Malgré les risques de cette nonchalance, nous avons adopté son rythme.

En empruntant ce chemin pour essayer d'éviter nos tueurs à Kisangani, nous avons tout de même la crainte de tomber dans une de leurs embuscades. Il était donc recommandé de marcher en silence et de parler le français ou le swahili pour se faire passer pour des Zaïrois. C'est d'ailleurs à ce stade de notre périple que beaucoup ont déchiré tous les documents qui pouvaient les désigner comme Rwandais, tels que la carte d'identité et les diplômes. Tout cela n'était cependant qu'une illusion, car nous avions une odeur et un profil distinctifs. Comme moi, ceux qui avaient de jeunes enfants susceptibles de pleurer étaient contraints de marcher à l'arrière du groupe pour ne pas faire repérer la caravane.

Après trois jours de marche dans cette forêt sombre et boueuse, nous avons atteint la route poussiéreuse Kisangani-Opala, où nous avions précédés les FAZ en débandade après la chute de leur place forte.

Les massacres de la région de Kisangani

De leur côté, les réfugiés qui avaient choisi de se rendre à Kisangani espéraient arriver en ville avant que les rebelles ne viennent à leur rencontre dans la forêt, à l'abri des regards et des témoins. Malheureusement, ils n'ont pas eu cette chance. À bout de force, certains n'ont pas pu aller au-delà du village de Biaro, à environ quarante kilomètres de Kisangani, où ils se sont installés dans un camp de fortune en attendant de connaître le sort qui leur serait réservé. À sept kilomètres à peine de leur destination, les autres ont été bloqués dans leur progression par un barrage de l'apr, qui avait dressé un camp militaire dans la localité de Lula. Ils ont passé quelques jours sur place, avant que les rebelles, qui leur tenaient par ailleurs un discours rassurant afin de les amadouer, ne leur demandent de reprendre la route en direction du sud en invoquant des motifs sécuritaires. Après

avoir marché une vingtaine de kilomètres, ces réfugiés ont fondé un camp à Kaseke, où ils se sont mis à leur tour à attendre la suite des événements.

Dans ces camps, le taux de mortalité ne cessait de grimper en flèche, les uns succombant à la maladie, les autres à l'épuisement. Mais le pire restait encore à venir. Après avoir fermé l'accès de la route Kisangani-Ubundu aux ONG et aux journalistes, les rebelles se sont livrés à partir du 22 avril à des massacres systématiques sur les populations de réfugiés installées dans la région, supprimant indistinctement hommes, femmes et enfants dans des conditions d'une extrême cruauté avant de brûler leurs corps.

Les rares témoins qui sont parvenus à nous rejoindre sur la route de l'ouest nous ont rapporté que les rebelles triaient les réfugiés par groupes qui étaient emmenés dans des lieux inconnus et qu'on ne revoyait jamais! Ou alors, les pauvres étaient invités à un rassemblement et, une fois qu'ils étaient regroupés, les soldats tiraient sur eux à l'aveuglette à l'arme automatique et lançaient des grenades dans la foule. Quelques rescapés ont eu le temps de fuir dans la forêt dans laquelle ils avaient hésité à pénétrer quelques semaines plus tôt. Mais ils n'ont guère eu plus de chance. Beaucoup ont été rattrapés par leurs assaillants, d'autres ont péri d'une mort lente et atroce, d'autres encore, après avoir erré plusieurs jours dans les bois, ont fini par rejoindre la route à la recherche d'aide et de nourriture pour finalement retomber dans les griffes des tueurs.

En tout, on parle de dizaines de milliers de morts dans la région de Kisangani, tués par les rebelles, ou par la faim, la fatigue et les maladies.

Les plus chanceux parmi les survivants, la plupart des femmes et des enfants, ont pu être rapatriés au Rwanda par avion, dans un état lamentable, mais, une fois sur place, la mort ou la prison les attendait bien souvent.

Objectif : Kinshasa

Après la chute de Kisangani, nous étions persuadés qu'il ne restait plus aucune chance de retourner dans l'immédiat dans notre pays, le Rwanda, et que notre dernière escale serait sans doute Kinshasa, à environ mille cinq cents kilomètres au sud-ouest d'Opala, en passant par Mbandaka, à mi-distance de notre destination. C'est à ce moment de notre périple que je me suis rappelé qu'on dit que l'histoire se répète. D'après les recherches sur les migrations africaines, les chemins qu'auraient empruntés nos ancêtres hutu pour peupler le Rwanda à partir de leurs régions d'origine aux abords du lac Tchad étaient presque les mêmes que ceux que nous suivions en sens inverse.

À la simple différence qu'eux ont mis près de cinq siècles pour faire un trajet que nous avons parcouru en sept mois!

Entre Opala et Ikela, les FAZ qui battaient en retraite en direction de Kinshasa nous offraient l'occasion de nous approvisionner en vivres. Comme dans les régions précédentes, en effet, les militaires zaïrois semaient la terreur dans les villages se trouvant sur notre route, obligeant ainsi les habitants à fuir dans les bois et à abandonner leurs champs et leurs maisons, où nous pouvions nous ravitailler sans rencontrer aucune résistance. Le malheur des uns fait le bonheur des autres!

Depuis qu'elles étaient maîtresses de Kisangani, les troupes de l'AFDL disposaient d'un réseau fluvial navigable et de moyens de transport beaucoup plus rapides pour poursuivre l'extermination des réfugiés et la conquête du Zaïre. L'immensité du territoire de chasse obligeait désormais le chasseur à répartir ses effectifs par petits groupes de militaires qui privilégiaient les embuscades, surtout sur les rives des nombreux cours d'eau où les réfugiés se regroupaient avant de trouver comment traverser. Et le seul moyen dont ils disposaient se résumait souvent à fabriquer des radeaux avec des morceaux de bois ou de bambou attachés avec des lianes, le tout enveloppé dans une bâche pour diminuer les risques de naufrage.

C'est sans doute la construction de ces radeaux qui m'a permis de sauver ma petite famille et de ne pas avoir la malchance de tomber dans une de ces embuscades. C'était une technique que je maîtrisais depuis ma tendre enfance. Nous en fabriquions alors pour nous amuser sur des rivières qui étaient toutefois sans commune mesure avec celles du Zaïre.

Ayant à ma charge une femme et trois enfants, je savais que je ne devrais compter que sur moi-même. Ainsi, lorsque nous arrivions au bord d'un cours d'eau à franchir, je ne perdais pas de temps. Au lieu d'attendre un moyen miraculeux pour traverser, je me mettais tout de suite à la construction de mon radeau et j'étais toujours parmi les premiers à atteindre l'autre rive. La stratégie de ne pas camper plus d'une nuit au même endroit ou avant la traversée nous a aussi permis, à mes proches et moi, de gagner beaucoup de temps et d'échapper aux massacres qui ont décimé des milliers de réfugiés à Opala, à Ikela et à Boende sur la rivière Tshuapa, et à Ingende sur la rivière Ruki.

Ikela, le dernier rendez-vous avec les FAZ

Située sur la route qui relie Kisangani et Kinshasa, Ikela est une ville de la province de l'Équateur construite au bord de la rivière Tshuapa, où se trouvent un port et un aéroport. C'est là que se regroupaient les FAZ en déroute, attendant un navire qui pourrait les amener à

Kinshasa via Mbandaka. La plupart n'ayant plus rien sur eux que leur kalachnikov, ils avaient dressé un barrage où ils se livraient au détroussage systématique des réfugiés qui affluaient aux portes de la ville. Les fouilles se faisaient soigneusement et méthodiquement : les hommes par les hommes, les femmes par les femmes, et l'on explorait jusque dans les organes génitaux ou dans l'anus pour trouver d'éventuels dollars cachés. Ils prenaient tout, des morceaux de manioc aux habits encore propres en passant par les chaussures et autres objets de valeur comme des montres et des bijoux, pour ceux qui en avaient encore. Ils n'hésitaient pas à tirer sur les pieds des réfugiés pour les obliger à révéler leur cache d'argent. Ce faisant, ils les condamnaient à mort, car, dans cette fuite effrénée, nos pieds restaient ce que nous avions de plus précieux.

À ce moment-là, ma famille disposait encore d'environ six cents dollars. Pour éviter de nous les faire prendre, nous avons tenté le tout pour le tout et les avons confiés à Emmérence, alors âgée de cinq ans. J'avais réparti l'argent dans deux cachettes : une partie dans le plâtre qu'elle portait toujours depuis sa fracture du bras à Tingi-Tingi, l'autre dans un morceau de manioc cru que j'avais éventré et recouvert de sa peau après avoir dissimulé à l'intérieur des billets soigneusement pliés. Pour qu'elle passe la barrière sans se faire fouiller, nous lui avons demandé de marcher en pleurant très fort et en appelant sa maman, simulant ainsi un enfant perdu, séparé de ses parents. Et Emmérence a parfaitement joué la comédie et a pu passer sans encombre! C'est une fois qu'elle a eu franchi le barrage que nous nous sommes livrés aux fouilleurs, dont l'un m'a donné un coup de botte dans les fesses après avoir vu que je n'avais rien de valeur qu'il aurait pu me prendre! Nous avons ensuite rejoint notre fille qui nous attendait un peu plus loin pour poursuivre notre marche.

Un jour après notre passage à Ikela, le bateau que les FAZ attendaient a accosté et a embarqué tous ces soldats qui s'étaient transformés en véritables bandits! De peur de se faire dépouiller, certains réfugiés avaient préféré ne pas entrer dans la ville et décidé de camper à quelques kilomètres de là jusqu'au départ de ces brigands en uniforme. Malheureusement, ce faisant, ils attendaient sans le savoir les rebelles, qui les ont surpris et en ont massacré une grande partie, laissant des centaines de cadavres exposés à ciel ouvert ou les jetant dans la Tshuapa.

Les tueries de Boende et d'Ingende

Une fois franchi Ikela, nous avons continué notre route vers Boende, à trois cents kilomètres, que nous avons atteint au bout d'une quinzaine de jours de marche, après avoir traversé entre autres les villages de

Businga et d'Ekuku. Nous avons ensuite rejoint la ville d'Ingende en parcourant à peu près la même distance.

Dans cette région où les FAZ n'étaient pas passées, les villages n'avaient pas été désertés par leurs habitants. Certains hameaux étaient peuplés de tribus qui vivaient encore à l'état primitif, hommes et femmes portant uniquement un cache-sexe. Même si nous étions moins nombreux qu'au cours des mois précédents, notre passage semait la panique parmi les populations locales qui nous regardaient, impuissantes, piller leurs vivres. Lorsqu'on voyait des fruits mûrs dans un papayer ou un oranger, on abattait purement et simplement l'arbre, que les villageois avaient dû mettre des années à faire pousser, plutôt que de prendre le temps de grimper pour aller les cueillir.

Sur cette route, les journées se succédaient et se ressemblaient, ponctuées de périodes de marche et de repos. Nous profitons de la pause du midi pour tenter de nous débarrasser des poux, devenus très nombreux, qui infestaient nos têtes et nos vêtements. La méthode la plus efficace consistait à étendre les habits sur une fourmilière et laisser ses occupantes faire le travail, qui ne prenait que quelques minutes! Comme auparavant, nous faisons en sorte de ne jamais passer plus d'une nuit au même endroit, car nous savions que notre salut en dépendait.

Les réfugiés qui passeraient après nous dans les villes de Boende et d'Ingende nous raconteraient plus tard les massacres à grande échelle qui y ont été commis par les rebelles. Certains ont été tués par balle ou à l'arme traditionnelle, avant que leurs corps ne soient jetés dans la Tshupa. Dans d'autres cas, surtout à Ingende, les rebelles ont lié les réfugiés par groupes de vingt à trente personnes à l'aide de cordes, puis les ont fait coucher à plat ventre sur la route avant de les écraser sous les roues d'un camion de marque Tata. D'autres encore ont été jetés vivants dans la rivière où ils sont morts par noyade. Les tueries de Boende et d'Ingende seraient parmi les plus tristement célèbres perpétrées contre les réfugiés hutu dans l'ex-Zaïre.

Wendji Secli : la fin du monde

Wendji Secli est une localité qui se situe au bord du fleuve Congo, à vingt kilomètres au sud de Mbandaka. Nous sommes arrivés dans ce village le 7 mai. Tous les réfugiés étaient très fatigués et malades, les enfants présentaient des signes de malnutrition et presque tout le monde avait les pieds enflés par la longue marche. Comme dans les autres endroits que nous avons traversés auparavant, nous avons atterri à Wendji Secli par hasard, simplement en poursuivant notre route vers l'ouest, guidés par l'instinct de survie. Nous espérions atteindre Mbandaka, chef-lieu de la province de l'Équateur et région

natale de Mobutu, où nous pensions que nous serions en sécurité, car, nous disions-nous, personne n'oserait y mener des attaques, même si nous savions que les rebelles nous suivaient de très près. La gendarmerie et la Croix-Rouge locales interdisaient toutefois aux réfugiés de continuer vers Mbandaka. On nous avait installé un camp de fortune dans le village de Wendji Secli, sur le site de l'ancienne usine de la Société équatoriale congolaise Lulonga-Ikelemba (SECLI), sur la rive orientale du fleuve. On nous a fait savoir qu'un bateau viendrait nous embarquer pour Kinshasa.

À cet endroit, le Congo était tellement large qu'on voyait à peine l'autre berge, ce qui n'avait rien de surprenant puisque son débit est le plus important au monde après celui de l'Amazone. Les moyens qu'on utilisait auparavant pour franchir les autres cours d'eau ne pouvaient donc plus nous servir sur cette immense étendue. Malgré le bruit des bottes qui se rapprochait, nous nous sommes installés et nous avons attendu. L'attente est devenue très pénible lorsque nous avons appris que Wendji Secli était une presqu'île entourée par le fleuve à l'ouest et des marécages infranchissables au sud, et que pour en sortir il fallait absolument traverser le Congo ou rebrousser chemin sur une dizaine de kilomètres pour atteindre la route allant vers le sud, puisque celle vers le nord était barrée par les gendarmes. En cas d'attaque du campement, la seule issue était donc le fleuve!

Dès l'arrivée des premiers réfugiés, la gendarmerie locale avait érigé un barrage pour confisquer les armes et le matériel militaire que possédaient les exFAR et miliciens. Certains d'entre eux se sont exécutés, mais d'autres ont refusé de se faire désarmer. Ils estimaient que ce serait une grosse erreur de remettre leurs armes alors que l'ennemi était si proche et que la guerre continuait. Ils ont préféré revenir sur leurs pas pour atteindre par voie terrestre la route qui les conduirait plus au sud, dans la ville de Lukolela. Quelques réfugiés qui avaient encore un peu de force se sont joints à eux, mais la plupart sont restés à Wendji, coincés entre le fleuve, les marécages et les rebelles.

Trois jours après notre arrivée sur le site de Wendji, le bateau tant attendu s'est enfin présenté au cours d'un après-midi bien ensoleillé. Comme il n'avait pas d'endroit approprié où accoster correctement, il s'est simplement approché du rivage, de sorte que, pour monter à bord, il fallait faire quelques pas dans l'eau. Les réfugiés se sont alors mis à se précipiter dans le fleuve et la bousculade n'a pas tardé à dégénérer en une sorte de bataille, chacun voulant saisir le premier cette dernière chance de sauver sa vie ou celle des siens. L'équipage du bateau a tenté en vain de calmer les esprits pour permettre un embarquement plus organisé. En quelques minutes, les corps des personnes noyées au cours de la cohue ont commencé à flotter à une

vingtaine de mètres en aval du fleuve, mais cela ne changeait rien au comportement des réfugiés déterminés à fuir Wendji coûte que coûte. À quelques mètres du rivage, entouré de ma famille, je me contentais d'observer ceux qui essayaient de monter à bord. Si j'avais été seul, j'aurais tenté moi aussi de m'engager dans cette lutte féroce. Mais, avec ma femme et mes enfants, c'était trop risqué. Constatant que l'exercice devenait de plus en plus dangereux, le capitaine du bateau a décidé de mettre fin à l'opération et de repartir avec seulement une trentaine de réfugiés à bord. Une chance de s'enfuir venait de s'envoler!

Au cours de ce même après-midi, mon beau-frère Joseph et moi sommes allés nous promener dans le village à la recherche de denrées. Lui avait encore quelques billets de la monnaie locale dans sa poche. Lorsque nous sommes arrivés devant une buvette où l'on vendait de l'alcool fabriqué à partir du maïs (*lotoko*), il m'a proposé d'y entrer pour prendre un verre, ce qu'on n'avait pas fait depuis plusieurs mois. C'est là que nous avons rencontré un homme à qui nous avons fait part de notre intention de traverser le fleuve pour rejoindre le Congo-Brazzaville, qui nous paraissait désormais une destination plus facile à atteindre que Kinshasa. Il nous a dit que la gendarmerie locale avait interdit ce genre d'opération. Nous avons insisté en essayant de le convaincre avec de l'argent, mais nous nous heurtions à un problème : il n'était pas accoutumé aux dollars américains. Nous lui avons expliqué qu'avec un billet de cent dollars il pouvait s'acheter un gros porc de la taille de celui qui était attaché dans la cour. Après une longue discussion, il a fini par accepter de nous faire traverser le fleuve dans sa pirogue, moyennant une certaine somme payée à l'avance. Il nous a conduits à une centaine de mètres au sud de la buvette et nous a montré dans la brousse, au bord du fleuve, un endroit caché où nous devrions l'attendre à une heure du matin, pour ne pas nous faire remarquer par la gendarmerie.

Vers minuit, dans l'obscurité totale et dans un silence de mort, toute la famille a rampé au bord du fleuve à travers la mangrove remplie d'épines jusqu'à l'endroit du rendez-vous. Aux environs de deux heures s'est présenté l'homme en question, à qui nous avons témoigné notre confiance en lui donnant des dollars sans rien connaître de lui, pas même son nom. Il était accompagné de sa femme qui portait un bébé attaché à sa poitrine. Toujours dans le silence le plus absolu, le piroguier nous a invités à monter dans son embarcation, qui était juste assez grande pour nous tous, c'est-à-dire ma femme, mes trois enfants et moi, ainsi que ma sœur Thérèse, son mari et leur enfant adoptif. Le piroguier en arrière, sa femme en avant, nous nous sommes lancés discrètement sur le fleuve en direction du Congo-Brazzaville. À quelques mètres du rivage, l'homme

nous a remis deux pagaies, à mon beau-frère et à moi, pour que nous l'aidions à ramer et à faire avancer plus rapidement la pirogue, tout en nous montrant comment procéder, car c'était la première fois que nous nous livrions à ce genre d'exercice.

Vers six heures du matin, au lever du soleil, alors que je n'avais aucune idée de la distance que nous venions de parcourir, nous avons aperçu au loin un village perché sur l'une des dizaines d'îles qui parsèment cette région marécageuse au confluent des fleuves Congo et Oubangui. Notre « capitaine » nous a expliqué que le village en question était au Congo-Brazzaville et qu'il ne pouvait pas nous amener jusque-là de peur d'être accusé d'y introduire des étrangers. Après nous avoir déposés sur un petit îlot inhabité, nous avoir allumé un feu et laissé une main de bananes plantain vertes, le couple nous a souhaité bonne chance et a pris le chemin du retour. Nous avons entretenu le feu en causant volontairement beaucoup de fumée pour signaler notre présence, et le truc a bien fonctionné. Vers huit heures, deux hommes géants et assez costauds sont apparus dans leur pirogue, armés d'un fusil de chasse, pour nous demander qui nous étions, ce que nous faisons là et comment nous y étions arrivés. À notre grande surprise, ils nous ont appris que le piroguier qui nous avait débarqués à cet endroit nous avait roulés et que nous n'étions pas encore au Congo-Brazzaville, que nous n'avions même pas parcouru un dixième du trajet! C'étaient des gens très gentils qui ont eu vraiment pitié de nous. Ils nous ont amenés dans leur village de pêcheurs peuplé d'une trentaine de personnes. Ils nous ont préparé un repas délicieux composé de poisson frais et de manioc, et nous ont indiqué un lieu couvert de feuilles de palmier où nous reposer.

Un peu plus tôt, après que notre piroguier nous eut laissés sur l'îlot, nous avons entendu de puissantes explosions nourries provenant de l'endroit que nous avons quitté à peine quelques heures auparavant. C'était si fort que nous ne pouvions pas les confondre avec les sporadiques coups de feu que nous étions habitués à entendre quotidiennement. Les rebelles avaient attaqué le campement de Wendji Secli dans la matinée de ce mardi 13 mai 1997.

Vers onze heures, pendant que nous prenions notre repas, les premiers rescapés de l'attaque nous ont rejoints, entassés dans des pirogues, la plupart blessés et couverts de sang. Ils nous ont raconté qu'aux alentours de huit heures du matin des réfugiés en provenance de la route d'Ingende étaient arrivés paniqués à Wendji en annonçant à grands cris l'approche des rebelles. Certains réfugiés s'étaient alors précipités dans les pirogues qui leur avaient été refusées pour tenter de traverser le fleuve en ramant à la main ou avec des morceaux de bois. D'autres avaient préféré prendre la route du nord vers Mbandaka. Mais la majorité était restée sur place, peut-être trop

fatiguée ou malade, ou croyant qu'il s'agissait de simples rumeurs, toujours très nombreuses dans ces situations de détresse.

Ce sont ces derniers qui ont été surpris par l'arrivée de plusieurs soldats rwandophones, qui ont fait irruption à Wendji à bord de camions de marque Tata. Ils ont investi le campement en tirant sur tout ce qui bougeait et en lançant des grenades sur des groupements de réfugiés et dans des caches éventuelles. N'ayant pas d'autre endroit où fuir, les pauvres réfugiés se sont précipités dans le fleuve, où ils ont péri par balle ou par noyade. Après quelques heures, les morts se comptaient par centaines. La population locale qui assistait, impuissante, à ce carnage a été sommée en fin d'après-midi de nettoyer le campement en jetant les corps dans le fleuve et en couvrant de poussière les mares de sang. Pendant plus de six mois, ces autochtones s'abstiendraient de consommer les poissons du Congo qui s'étaient nourris de chair humaine, alors qu'il s'agit pourtant de leur aliment de base!

Pendant qu'un groupe de soldats ratissait le village de Wendji, un autre montait dans deux camions en direction de Mbandaka. Sur le trajet, ils tiraient à la mitrailleuse sur les réfugiés qui avaient fui vers le nord après les mises en garde des réfugiés d'Ingende.

À Mbandaka, les réfugiés qui étaient arrivés dans la ville dès le 9 mai avaient tous été regroupés par la gendarmerie dans les installations de l'Office national des transports (ONATRA), dans l'attente d'un bateau qui pourrait les amener à Kinshasa ou au Congo-Brazzaville. Malheureusement, ils ont été surpris par l'arrivée des rebelles qui les ont décimés dans le port. Des campagnes de ratissage ont été organisées dans toute la ville pour regrouper et massacrer les réfugiés ainsi que les autochtones qui tentaient de les cacher chez eux.

Avec l'aide du HCR et d'autres ONG, un centre de transit a plus tard été mis en place dans la ville pour regrouper les rescapés. Ces derniers, en majorité des femmes et des enfants moribonds, séjourneraient dans ce camp de la misère avant d'être rapatriés au Rwanda par avion.

Pendant ce temps, dans le petit village où nous étions pris en charge par la population locale, plusieurs pirogues bourrées de réfugiés qui avaient échappé aux massacres de Wendji continuaient d'affluer. Nous avons peur que les tueurs suivent leurs traces et, chaque fois que nous apercevions une embarcation au loin, nous allions nous cacher dans la forêt tant que l'identité de ses occupants n'était pas encore certaine. Parmi eux, quelques-uns faisaient escale sur l'îlot, mais les autres passaient sans s'arrêter afin de s'éloigner encore plus du danger.

Moyennant encore une fois un billet de cent dollars, deux jeunes

gens nous ont promis de nous conduire le lendemain jusqu'au marché de Mayita, où les marchands en provenance du Congo-Brazzaville qui le fréquentaient pourraient, nous disait-on, nous emmener jusque chez eux. Afin de ne pas s'attirer d'ennuis avec les autres insulaires, les payeurs ont préféré organiser l'expédition pendant la nuit, pour le plus grand bonheur des nombreuses espèces de moustiques qui peuplaient ce milieu marécageux et qui, en vous piquant, vous donnaient la sensation de recevoir une intraveineuse chez l'infirmière.

Une fois que nous sommes arrivés au marché de Mayita, sur une autre île, les villageois de la localité nous ont dit que nous nous étions encore fait avoir, que les marchands congolais ne fréquentaient pas ce marché, mais plutôt celui de Mobenzano, qui se trouvait à une demi-journée de pirogue vers l'ouest. Nous avons dû à nouveau déboursier cent dollars pour nous faire conduire jusqu'à Mobenzano, où nous sommes arrivés dans la matinée de la quatrième journée suivant notre départ de Wendji.

Hélas, le marché ne se tenait qu'une journée par semaine et il avait eu lieu la veille! Les insulaires ont refusé de nous amener jusqu'au Congo-Brazzaville, sous prétexte que leurs voisins de l'autre côté du fleuve étaient leurs ennemis, qui allaient jusqu'à leur préférer les serpents, comme le veut le fameux adage lingala : « *Boma Zairois, tika nyoka* », ce qui veut dire : « Tue le Zaïrois et laisse le serpent »! Plus tard, nous avons appris que cette haine des Congolais envers les Zaïrois était réelle et justifiée par le fait que ces derniers avaient l'habitude de voler les poissons et le gibier pris dans leurs pièges!

Puisque nous ne pouvions pas nous permettre d'attendre la tenue du marché la semaine suivante, nous avons négocié avec les autochtones afin qu'ils nous déposent au moins à la frontière, moyennant finances, bien sûr, mais non sans difficulté, car les habitants de cette jungle profonde n'avaient jamais, eux non plus, entendu parler du dollar. N'ayant pas de coupures plus petites, nous n'avions d'autre choix que de distribuer des billets de cent dollars!

Comme les déplacements se faisaient toujours de nuit, c'est à l'aube du 17 mai 1997 qu'ils nous ont déposés discrètement dans un village nommé Bruxelles, niché sur la rive est du fleuve Oubangui en face de celui de Ndjoundou au Congo-Brazzaville. Nous y avons croisé une centaine d'autres réfugiés qui y avaient passé la nuit et qui s'étaient vu refuser la traversée du fleuve par la gendarmerie congolaise, sous prétexte qu'elle attendait les ordres de sa hiérarchie pour autoriser les réfugiés rwandais, la plupart sans aucune pièce d'identité, à entrer au Congo.

Finalement, dans l'après-midi de ce fameux 17 mai, les vannes se sont ouvertes et nous avons pu rejoindre le Congo-Brazzaville, un

territoire où nous ne serions plus à la merci de nos bourreaux. La traversée s'est faite gratuitement grâce aux autorités locales et à la population du village de Ndjoundou. Nous pouvions enfin dire au revoir au Zaïre, au terme d'une longue et pénible marche de sept mois et demi dans la jungle. Nous avons parcouru à pied près de trois mille kilomètres.

VII

Mœurs et sexualité dans les camps de réfugiés

Avant de poursuivre le récit de notre périple, j'aimerais m'arrêter un instant sur un point qui me semble important, à savoir : comment la vie dans les camps a affecté les mœurs et la sexualité des réfugiés.

De manière générale, les Rwandais vivent une sexualité très pudique, de sorte qu'il est très rare d'observer son extériorisation sur la place publique. En société, on ne s'embrasse pas, on ne se caresse pas, on ne marche pas main dans la main, on ne nomme pas les parties génitales, etc. Tout ce qui concerne la sexualité se passe dans la plus grande intimité.

Le regroupement de milliers de personnes dans les camps a fait naître un autre mode de vie qui a bouleversé petit à petit les mœurs et les habitudes de leurs occupants pour les adapter à la nouvelle situation. Majoritairement habitués à vivre dans des maisons isolées au milieu des champs plutôt que dans des villages, les réfugiés rwandais ont dû apprendre, non sans difficulté, à composer avec la promiscuité qui caractérisait le quotidien dans ces sortes d'agglomérations où les gens étaient entassés comme du bétail.

Gênés par la proximité des voisins, la plupart des réfugiés construisaient des clôtures autour de leur tente afin de retrouver un peu le caractère individualiste et privé de l'habitat dispersé du Rwanda. Mais l'absence d'intimité existait aussi dans leur propre intérieur, parents et enfants occupant une seule pièce aux dimensions très réduites. Toute une famille était parquée dans neuf mètres carrés. Et, vu la prolificité des femmes rwandaises, le nombre d'enfants dans une même tente pouvait dépasser les sept ou huit.

L'intimité de la pratique sexuelle a naturellement souffert d'une telle situation, et les couples se devaient de faire preuve de discrétion afin d'éviter de traumatiser les enfants. Même ceux qui n'en avaient pas ou qui avaient des petits en bas âge ne pouvaient pas se laisser aller à leur guise dans une tente transparente où tout était vu et entendu de l'extérieur par les voisins, dont le plus éloigné se trouvait à un mètre. Ainsi, la pratique du *kunyaza* (faire uriner) dont les Rwandais sont champions, qui consiste à tapoter les parties génitales externes de la femme avec le pénis, provoquant des sécrétions

abondantes et des bruits très sonores, a été abandonnée, car cela pouvait réveiller les enfants ou le voisinage. Cette façon de faire l'amour dont les Rwandais et les Rwandaises raffolent n'avait plus sa place dans un tel habitat. À moins de pouvoir profiter d'une pluie diluvienne ou d'orages nocturnes, les couples devaient se contenter malgré eux d'autres méthodes moins bruyantes, mais aussi moins jouissives et moins récréatives!

Malgré la prudence de certains parents soucieux de l'éducation de leurs enfants, cette promiscuité a rapidement eu des conséquences relationnelles importantes. Les jeunes filles et les jeunes garçons adolescents, choqués ou provoqués par les relations sexuelles ouvertes de leurs parents, ont essayé de remédier à la situation en quittant la tente familiale. Ils pouvaient alors s'associer avec d'autres adolescents pour vivre dans une même tente, ou tout simplement se chercher un partenaire sexuel pour fonder un foyer. C'était non seulement un moyen de satisfaire leur libido, mais aussi et surtout de trouver une forme de complémentarité. L'homme rwandais ne sachant pas faire la cuisine, il a besoin d'avoir à ses côtés une femme capable de patienter devant une marmite pendant des heures. Ainsi, l'homme, qui est généralement pourvoyeur, allait chercher de la nourriture, et la femme la préparait.

Les camps étaient peuplés de beaucoup d'enfants, garçons et filles confondus, qui n'étaient pas accompagnés d'adultes, leurs parents les ayant perdus en cours de route ou ayant été tués. À cela, il faut ajouter la demande accrue en femmes, due à la démobilisation massive des jeunes militaires qui, pour la plupart, avaient eu le temps d'amasser une petite fortune par le pillage, et auxquels les jeunes filles affamées et démunies ne pouvaient opposer aucune résistance. Les parents, dont les enfants n'allaient plus à l'école, se retrouvaient confrontés aux problèmes d'oisiveté et de délinquance de leur progéniture. Les camps abritaient aussi beaucoup de femmes veuves, dont les maris étaient morts ou emprisonnés au Rwanda. Bref, tous les ingrédients étaient réunis pour entraîner les jeunes adolescents au mariage précoce, au vagabondage sexuel ou à la prostitution.

Dans les camps, le mariage prenait le plus souvent la forme d'un simple arrangement sans témoin entre une fille et un garçon ou un homme et une femme qui consentaient à partager cette misère. Mais, comme il était coutume de le faire au Rwanda, il arrivait que les parents de la fille soient informés du projet et, dans ce cas, ils pouvaient aller jusqu'à réclamer à leur futur gendre une dot qui n'était plus une vache, conformément à la tradition, mais une somme d'argent qui dépendait de l'épaisseur du porte-monnaie du fiancé. Certains parents plus prudents exigeaient de leur fille un mariage officiel, qui était présidé au début de notre exode par les anciens

bourgmestres rwandais ayant fui avec les sceaux communaux pour délivrer des certificats officiels. Dans les derniers temps, ce seraient les administrateurs zaïrois des camps qui dirigeraient les cérémonies. Pour les plus croyants, et les plus nantis aussi, la bénédiction de l'acte de mariage par le prêtre ou le pasteur venait coiffer les démarches. Ces différents types d'union étaient fréquents au sein d'un même camp, ou entre les camps d'une même région.

En 1995, on a assisté dans les camps du Kivu à l'arrivée massive de filles du Rwanda qui venaient se marier avec leurs anciens copains en exil ou se chercher un conjoint, car, là-bas, les candidats au mariage étaient devenus une denrée rare, presque tous les jeunes hommes ayant été tués ou emprisonnés.

À partir de 1996, la destruction des camps par les rebelles de Kabila et la traque des réfugiés à travers le Zaïre ont porté un coup fatal à ce qui restait des familles. Il y a eu ceux qui ont perdu la trace de leurs proches dans le sauve-qui-peut qui accompagnait l'attaque des camps. Ceux avalés par la marée humaine qui inondait les routes du pays pour fuir l'avancée de l'ennemi et qui n'auraient pas la chance, comme nous l'avons eue avec Ange-Claude puis Claudine, de retrouver leur parenté en cours de chemin. Et puis, il y a eu ceux qui ont été rapatriés de force au Rwanda. Étant donné qu'on les attrapait comme des poules, il n'y avait pas moyen de réunir les familles. Chacun essayait de se sauver. Il arrivait qu'une femme seule ou avec quelques enfants, ou un homme et une femme sans enfant, ou des enfants sans parents, etc., se retrouvent seuls au Rwanda, les autres ayant été décimés ou ayant fui. Toutes les combinaisons étaient possibles.

À l'heure du bilan, c'est-à-dire lorsque les combats ont eu cessé et que les réfugiés se sont retrouvés au Rwanda, au Congo-Brazzaville, en République centrafricaine, en Angola, en Zambie, ou dans les forêts du Zaïre, tous avaient forcément perdu des membres de leur famille. Ignorant le sort qui avait été réservé aux leurs, n'ayant jamais vu leur cadavre ou entendu un témoignage racontant leur mort, beaucoup gardaient l'espoir de les revoir un jour, et les parents ne jetaient pas les berceaux!

Pour le reste, c'était chacun pour soi. Il fallait s'échapper, il fallait courir, pour certains sans chaussures, dans cet océan infini de forêt dense et marécageuse où tout paraissait hostile à l'homme : fourmis, moustiques, mouches, araignées aux piqûres mortelles, serpents parmi les plus gros et les plus venimeux au monde, racines, tiges à épines, feuilles et pollens allergènes, branches et arbres morts tombant sur les fuyards au moindre souffle de vent, cours d'eau aux dimensions jamais vues et remplis de poissons mordants et de crocodiles géants, le tout sous un soleil ardent! Bref, toute cette nature semblait avoir pactisé

avec les rebelles pour concourir à notre extermination totale. Dans ce monde d'une extrême dureté, la résistance physique, le courage, la chance et l'imagination ont eu leur rôle à jouer pour permettre à une infime minorité de réfugiés de trouver des solutions à des équations comportant des milliers d'inconnues afin de franchir tant d'obstacles.

Dans ces circonstances, la présence d'une personne de sexe masculin à ses côtés était plus que nécessaire, sous peine d'éprouver beaucoup de difficulté à se tirer d'affaire. C'était l'homme qui devait transporter la nourriture, la tente, les outils comme la machette ou la hache, porter les jeunes enfants, ou les enfants malades ou blessés... et, pourquoi pas, sa femme! C'était lui qui montait la hutte à la tombée de la nuit. Pendant les temps de repos, c'était encore lui qui s'aventurait dans la brousse à la recherche de nourriture, d'eau et de bois de chauffage. Lui qui construisait les radeaux pour faire traverser les rivières aux siens. Pour la construction de ponts de fortune, c'était lui qui était sollicité. À l'administration locale, pour réparer ou payer les fautes commises, comme le vol de nourriture, c'était l'homme qui tendait ses fesses pour la bastonnade.

Ainsi, la plupart des femmes qui n'étaient pas accompagnées par un homme, des filles plus âgées et des adolescentes cherchaient à tout prix une compagnie masculine, le plus souvent par une sorte de copinage ou d'union temporaire, ce qui les obligeait dans la plupart des cas à changer souvent de partenaire sexuel tout au long du voyage, passant d'un homme à un autre à la recherche d'une protection. À un certain degré, les femmes étaient vendues à leur insu. Il suffisait qu'un homme dise à sa partenaire qu'il était pressé et qu'elle devait continuer la route avec celui qu'on lui présentait, tout en prétendant qu'il la retrouverait devant. Le nouveau protecteur en devenait le maître jusqu'à ce qu'il la passe à un autre, par simple amitié ou moyennant une certaine rétribution. Évidemment, ce jeu était l'affaire des jeunes gens célibataires qui marchaient en tête de cortège sans trop de charges et qui avaient le privilège de trouver de la nourriture encore abondante sur leur passage.

Les hommes qui, comme moi, avaient encore la « malchance » – ainsi qu'on pouvait le dire à ce moment-là – d'être accompagnés de femmes et d'enfants vivaient une autre histoire. Aux multiples tâches quotidiennes, il fallait ajouter celle de conduire son équipe. Et ce n'était pas toujours chose aisée! Les épreuves que nous vivions étaient particulièrement dures et pénibles. Sur la route, tout le monde se fatiguait, même les hommes! Lorsqu'il fallait obligatoirement faire plus de cinquante kilomètres par jour, il était très difficile de tenir. L'enfant qui marchait ne parvenait plus à soulever les pieds au bout d'un certain temps. Il s'étalait alors au bord du chemin et se mettait à pleurer. La femme en faisait autant. Fatigué lui aussi, mais plus

responsable ou peut-être plus craintif que les autres, l'homme se voyait obligé de les forcer à marcher, dans certains cas regrettables en usant de la *chucotte* (bâton), comme s'il avait affaire à un troupeau de vaches! Il devait le faire malgré lui.

Cette expérience était donc une bonne occasion de mesurer le degré d'amour, de courage et de patience. Mais pour certains, c'était aussi une très belle occasion de régler de vieux comptes. Pourquoi prendre le bâton et forcer à marcher une femme que l'on n'aime plus et dont on veut se débarrasser? Quelques hommes très « courageux », pour ne pas dire impitoyables et lâches, ont ainsi préféré prendre la fuite et continuer leur route en laissant derrière eux femme et enfants. Or, à moins d'un miracle, ces derniers étaient condamnés à mourir! Plus tard, ces hommes ont beaucoup regretté leur geste lorsqu'ils ont vu les quelques autres qui, malgré toutes les difficultés rencontrées, avaient réussi à rester avec leur famille.

Dans tout cela, le plus insolite était sans doute le divorce. Comment peut-on imaginer qu'en pleine forêt équatoriale, sur le chemin de l'exil, un couple décide de se séparer? Un beau matin, nous avons trouvé une femme en pleurs, assise au bord de la route avec ses trois enfants, qui nous a demandé de supplier son mari de ne pas la répudier. Nous avons du mal à comprendre comment un homme pouvait répudier son épouse en plein exode, au beau milieu de nulle part. On pensait par ailleurs que, pour ce faire, il devait lui demander de sortir de la maison conjugale, comme le veut la coutume. Or, on était dans la jungle! Nous avons conseillé à la femme de prendre ses enfants et de suivre son mari.

Les femmes enceintes comptent sans doute parmi les personnes qui ont le plus souffert des conditions extrêmes de notre expédition. N'ayant pas de médecins ou d'infirmiers pour s'occuper d'elles au cours de nos interminables déplacements, nombreuses sont celles qui n'ont pas survécu à leur accouchement. Celui-ci se faisait le plus souvent à l'abri d'un buisson, en bordure de la route, et, après la naissance du bébé, les jeunes mères devaient immédiatement se remettre en marche de peur de se laisser rattraper par les rebelles!

Pendant ce périple, la pudeur qui caractérisait les Rwandais s'est évanouie malgré eux. La longueur et la difficulté du voyage nous avaient laissés en costume d'Adam. Les femmes aux vêtements en lambeaux marchaient les seins et les fesses à découvert, les hommes quant à eux n'avaient dans certains cas que quelques morceaux d'étoffe pour couvrir leur sexe! Nous n'avions presque plus de vêtements! Sous le harcèlement du soleil de midi qui faisait monter la température à plus de quarante degrés Celsius, tout le monde se retrouvait dans le courant d'une rivière ou d'un fleuve pour se refroidir, et personne n'avait plus honte de se déshabiller pour aller

dans l'eau. Le sexe avait perdu son importance. De toute façon, il n'y avait plus rien à cacher. Les seins et les fesses des femmes avaient fondu et les cheveux étaient tombés! Tout le monde avait perdu au moins la moitié de son poids et la libido avait disparu avec.

Cependant, parmi les jeunes femmes et les jeunes hommes qui n'avaient pas de charges familiales et dont la libido fonctionnait toujours, certains pouvaient encore s'adonner aux plaisirs de la chair. Nous l'avons constaté plus tard au Congo-Brazzaville, quand les femmes ont commencé à accoucher à partir du mois de novembre 1997. C'était les enfants de la route!

VIII

Le Congo-Brazzaville : autre pays, autre guerre

Quand nous sommes arrivés au Congo-Brazzaville, nous nous trouvions dans un état physique des plus lamentable. Les enfants étaient très malades et très amaigris. Nous étions à bout de souffle. Notre seul espoir était de trouver un endroit sécuritaire pour nous reposer et nous faire soigner.

Ndjoundou, le village qui nous a accueillis en cet après-midi du 17 mai 1997, était niché sur la rive droite du fleuve Oubangui et peuplé de quelques centaines de personnes tout au plus, dont la majorité étaient des pêcheurs et des chasseurs. La seule voie d'accès au village était le fleuve, l'arrière-plan étant occupé par une forêt primaire obscure et infinie. Là, nous espérions que nous allions enfin être en paix, car nous estimions que nos tueurs ne nous poursuivraient pas jusqu'au Congo.

À notre arrivée, après nous avoir bien fouillés à la recherche d'armes éventuelles, les autorités locales nous ont montré un endroit en retrait du village où nous installer. Le site était situé dans les bois et il fallait s'arranger pour se construire un abri : une tente pour ceux qui avaient encore leur bâche ou une hutte couverte de feuilles de palmier pour les autres.

La population locale a été très généreuse envers nous, surtout avec les enfants à qui elle a offert de la nourriture et des habits. Mais après deux jours, l'affluence de nombreux réfugiés a mis la générosité des villageois à l'épreuve. La Croix-Rouge locale a alors pris le relai et commencé à donner les premiers soins, comme le pansage des plaies et la distribution de pilules contre le paludisme. Par ailleurs, quelques éléments de la gendarmerie congolaise se chargeaient d'assurer la sécurité des réfugiés.

Rapidement, des spéculateurs en provenance de la ville de Mossaka, plus au sud, ont débarqué à Ndjoundou pour échanger nos dollars contre des francs CFA, pratiquant des taux désavantageux et non négociables. Toutefois, avoir de l'argent local nous permettrait d'acheter quelques aliments, comme du poisson et de la farine de manioc, abondants dans la région.

Une semaine après notre arrivée, le HCR et MSF ont commencé à

prodiguer des soins médicaux et à distribuer des vivres, tels que de la farine de blé, du riz, du sel et des petits pois. Profitant de la présence des médecins à Ndjoundou, nous avons fait enlever le plâtre d'Emmérance, qu'elle portait depuis qu'elle s'était fracturé le bras à Tingi-Tingi. Nous n'avions pas osé le retirer en l'absence d'un docteur, car nous ne savions pas quoi faire si l'os ne s'était pas ressoudé.

C'est à Ndjoundou que nous avons appris, avec quelques jours de retard, que Kinshasa était tombé et que, désormais, tout le Zaïre était sous le contrôle des rebelles de Kabila et de ses complices. Cette nouvelle donne n'allait pas être sans répercussions pour nous. Directement après la prise de la capitale zaïroise, le gouvernement rwandais a entamé des négociations avec les autorités de Brazzaville, dirigées par le président Pascal Lissouba, afin de rapatrier les réfugiés rwandais qui venaient de mettre le pied en sol congolais. Alors que nous croyions avoir trouvé un havre de paix, le cauchemar nous rattrapait.

Plusieurs gendarmes bien armés en provenance de Brazzaville ont été détachés à Ndjoundou pour encercler notre campement et nous empêcher de fuir. Ils devaient préparer notre transfert vers la capitale congolaise d'où nous serions renvoyés au Rwanda par avion. Encore une fois, l'angoisse et la terreur ont envahi les quelque trois mille cinq cents réfugiés déjà suffisamment fragilisés que nous étions. Nous ne pouvions pas concevoir de finir dans la gueule du loup à Kigali après avoir fourni tant d'efforts pour échapper à nos bourreaux.

C'est à ce moment-là que nous avons commencé à réfléchir aux moyens de sortir de cette prison à ciel ouvert pour tenter de nous soustraire au rapatriement forcé. La seule solution que nous voyions était de quitter le Congo-Brazzaville. Mais ce n'était pas si facile. Il fallait être fous ou désespérés comme nous l'étions pour envisager un tel scénario.

Parmi les pays limitrophes du Congo, à savoir le Gabon, le Cameroun, la Centrafrique, l'Angola et bien sûr le Zaïre, où il n'était évidemment pas question de retourner, le plus proche pour nous était la Centrafrique. La frontière se trouvait à plus de cinq cents kilomètres au nord de Ndjoundou et on pouvait l'atteindre uniquement par le fleuve Oubangui en passant par la ville d'Impfondo, chef-lieu du département de la Likouala. Mais dans cette ville, on courait le risque d'être interceptés par les militaires et les gendarmes congolais. Nous avons donc décidé de privilégier la route de l'ouest en espérant parvenir un jour au Cameroun ou au Gabon. Vers les années 1980, pour essayer de remédier au problème de la surpopulation au Rwanda, Kigali avait envisagé en accord avec les autorités de Libreville de faire venir au Gabon une partie de la population rwandaise. Nous pensions ainsi que nous serions les bienvenus dans ce pays.

J'ai commencé à recueillir des informations auprès des villageois pour savoir s'il était possible de quitter Ndjoundou pour aller vers l'ouest. Mais dans cette région marécageuse quadrillée de nombreux cours d'eau, il n'y avait ni route ni piste : le seul moyen de se déplacer était par voie fluviale. Or, non seulement nous n'avions pas suffisamment d'argent pour payer un long trajet en pirogue, mais nous avions peur d'être interceptés par les gendarmes et d'être considérés comme des fugitifs.

En continuant mes recherches, je suis tombé sur un homme qui se disait chasseur et qui s'engageait, moyennant une certaine somme, à nous faire traverser la forêt jusqu'au village de Youmba, situé sur la rivière Likoulaaux-herbes, que nous atteindrions selon lui après trois jours de marche. Étant donné son activité, il prétendait connaître tous les coins et secrets de la forêt. Une fois le marché conclu, nous nous sommes mis à réunir tout ce dont nous pourrions avoir besoin pour survivre dans la jungle pendant plusieurs jours. Les préparatifs devaient se faire dans la plus grande discrétion pour ne pas éveiller les soupçons des gendarmes ou ceux des réfugiés qui, par jalousie, pouvaient choisir de nous dénoncer. À la tombée de la nuit, lorsque nous avons été fin prêts, la famille de ma sœur Thérèse et la mienne se sont mises en route pour fuir ce camp où nous étions traités comme des animaux. Il fallait être en petits groupes et choisir une bonne brèche pour échapper à la surveillance de la gendarmerie.

Profitant de l'obscurité, le chasseur nous a fait monter dans sa pirogue pour nous conduire jusqu'à un petit campement dans une zone inhabitée sur les rives de l'Oubangui, à quelques kilomètres au nord de Ndjoundou. C'est à cet endroit que devait débiter notre périple à l'intérieur de la forêt. À notre arrivée, un petit nombre de réfugiés étaient déjà sur place. Notre guide est retourné à Ndjoundou la nuit même pour pouvoir ramener un autre groupe le lendemain soir, si bien que nous avons dû attendre toute une journée avant de commencer ce qui s'avérerait la pire expérience que nous ayons vécue jusque-là.

Une fois le convoi réuni, nous nous sommes mis en marche très tôt le matin sur un sentier faiblement éclairé par les rares rayons de lumière que les hauts arbres laissaient passer à travers leur épais feuillage. Au fur et à mesure que nous nous enfoncions dans cet océan de verdure calme et paisible, le sentier s'effaçait jusqu'à disparaître complètement et, pour ne pas nous égarer, il nous fallait suivre à la trace notre guide, qui s'était fait accompagner d'un collègue. Ils avaient avec eux un fusil de chasse, une hache et une machette, un équipement essentiel pour survivre dans cette forêt vierge.

Vers seize heures, en cette première journée de marche, nous étions tous fatigués et nous avons décidé de nous arrêter après avoir

choisi un endroit où passer la nuit à la belle étoile. Comme nous marchions pieds nus, nous souffrions de blessures causées par les nombreuses épines qui jonchaient le sol de la forêt. Par contre, les pieds des chasseurs, habitués à ne pas porter de chaussures, semblaient avoir développé une sorte de semelle résistante contre laquelle les épines se cassaient sans jamais les importuner.

Avant de dormir, nos deux guides se sont installés dans un endroit un peu en retrait du nôtre et que la lumière du feu atteignait à peine. Le lendemain, à l'aube, quand nous nous sommes réveillés, nous avons eu la mauvaise surprise de constater leur disparition. Ils nous avaient abandonnés! Il nous a alors fallu nous organiser avec les moyens du bord pour essayer de nous tirer d'affaire.

Nous savions que notre destination était à l'ouest. Perdus au cœur de cette immensité, nous n'avions d'autre repère pour nous orienter que le soleil, qui se laissait à peine entrevoir à travers la canopée. Mais les obstacles physiques, tels que les étangs, les rivières, les lianes épineuses, nous dictaient la direction à prendre en nous faisant dévier chaque fois un peu plus de notre trajectoire. Cette deuxième journée a été très dure pour nous tous. Nous avons marché tout le jour en essayant de nous frayer un passage à travers les lianes et les mangroves colonisées par des fourmis noires et rouges aux piqûres très douloureuses. Le soir venu, alors que nous croyions avoir quand même avancé un petit peu, nous avons été étonnés et découragés de nous retrouver à l'endroit où nous avions passé la nuit précédente.

Je me rappelle que cette soirée a été marquée par des querelles entre les réfugiés, les uns accusant les autres d'avoir induit le groupe en erreur. Depuis que nous étions en exil, le militaire, qui sait combien il est utile en temps de guerre, était devenu l'homme tout puissant. Il était plus écouté et plus sollicité que le civil, qui n'avait plus de considération dans une vie où régnait le culte de la force et de la bravoure. Ainsi, c'étaient les anciens FAR qui conduisaient le groupe en s'appuyant sur des raisonnements peu scientifiques tirés, disaient-ils, de leurs expériences militaires. Personnellement, quand j'essayais de leur expliquer que plusieurs facteurs, notamment la saison de l'année, devaient être pris en compte pour déterminer l'ouest, ils me considéraient comme un civil geignard. Même si on était sûrs de ne pas aller dans la bonne direction, on était obligés de suivre les autres comme des moutons de Panurge de peur de se retrouver isolés ou en petit nombre et de devoir faire face seuls aux nombreux défis qui se présentaient sur notre route.

Le troisième jour, alors que nous aurions dû atteindre le village à la sortie de la forêt dont le chasseur nous avait parlé, nous avions l'impression de ne pas avoir avancé de plus de dix kilomètres. Les provisions commençaient à s'épuiser. Il nous a donc fallu nous

rationner. Au lieu de faire des beignes, nous préparions de la bouillie en prenant soin de bien la diluer pour épargner le peu de farine qu'il nous restait, et nous nous contentions d'un repas par jour au lieu de deux.

À la quatrième journée, nous nous sommes décidés à créer deux groupes d'hommes chargés de trouver un chemin qui nous permettrait de sortir de ce labyrinthe. Nous avons aussi essayé de grimper aux plus hauts arbres dans l'espoir de déceler au loin une trace de présence humaine, comme de la fumée ou une voix, mais une fois arrivés à la cime, des arbres encore plus hauts nous bouchaient la vue. Nous avons également allumé un feu en faisant beaucoup de fumée pour tenter de nous faire repérer par un miraculeux chasseur qui passerait par là, mais en vain!

Heureusement, ce jour-là, un des deux groupes partis à la recherche d'une issue a eu la chance de croiser un autre convoi de fuyards dirigé lui aussi par deux guides, toutefois visiblement plus honnêtes que les nôtres. Ils ont accepté de nous laisser rejoindre leurs rangs moyennant le paiement d'une certaine somme de francs CFA. Eux aussi étaient armés d'un fusil, mais une kalachnikov cette fois. Il s'agissait de vrais connaisseurs de la forêt, capables de déterminer, simplement en la suivant des yeux, si une abeille partait de sa ruche ou si elle y rentrait. C'est grâce à ce savoir-faire que nous avons découvert une colonie d'abeilles à mi-hauteur d'un gros arbre. Comme il n'y avait pas moyen de grimper pour recueillir le miel, nous avons dû abattre l'arbre avec la hache des guides. Il y avait tellement de miel que les contenants que nous avions n'ont pas suffi à tout récolter. Ce produit très énergisant nous a remonté le moral, d'autant que nos vivres arrivaient à épuisement et que nous étions exténués par la marche.

Avant la tombée de la nuit, un homme a subitement déclaré avoir perdu sa femme, qui portait son bébé sur le dos. Tous trois marchaient en arrière de la file. À un moment donné, le mari s'était éloigné pour aller faire ses besoins, tout en demandant à sa femme de suivre le groupe. Celle-ci s'était laissé distancer et, comme nous marchions dans une zone marécageuse et qu'il était par conséquent très difficile de retrouver les empreintes des autres, elle avait perdu notre trace. Quand son mari a rejoint le cortège, nous avons marché pendant deux ou trois heures avant qu'il se rende compte que sa femme n'était pas parmi nous.

Nous nous sommes arrêtés pour l'aider à retrouver sa femme et son enfant. Nous avons essayé d'appeler son nom le plus fort possible, mais elle ne répondait pas. Cinq ou six hommes ont rebroussé chemin avec le mari en espérant la croiser en cours de route, mais, après une heure de marche, ils ont dû abandonner les recherches, de peur de

subir le même sort. L'homme, qui ne pouvait pas rester seul au beau milieu de la forêt, a été obligé de nous suivre, laissant sa femme et son enfant derrière lui, à la merci des fauves.

Plus de six mois après cette disparition, alors que nous étions à plus de trois cents kilomètres de là, dans le village de Pokola près de la frontière camerounaise, le mari a appris que sa femme avait été retrouvée par des chasseurs et était encore vivante. Nous avons tout de suite amassé de l'argent pour qu'il puisse se payer le voyage vers le campement de Ndjoundou.

La femme a par la suite raconté que quand elle s'était rendu compte qu'elle s'était perdue, elle était restée là où elle était pour ne pas s'égarer davantage, tout en espérant qu'on la retrouverait. Quand nous l'appelions à haute voix, elle nous entendait et essayait de nous répondre mais, comme sa voix était très faible, elle ne nous parvenait pas. Étant donné qu'elle n'avait aucune nourriture sur elle, l'enfant avait commencé à montrer de sérieux signes d'affaiblissement au bout de deux jours, pour finalement succomber au quatrième. Lorsqu'il s'était mis à se décomposer, les charognards s'étaient approchés de la femme qui restait près du cadavre, mais quand ils remarquaient qu'elle était encore vivante, ils faisaient demi-tour. Par chance, elle avait finalement été recueillie par des chasseurs qui l'avaient transportée sur une civière faite de morceaux de bois jusqu'au campement de Ndjoundou. Là, elle avait été prise en charge par les médecins de MSF. Après son rétablissement, elle s'était mariée à un autre réfugié du camp. Quand son premier mari est retourné la chercher, il l'a trouvée déjà enceinte. Mais le nouveau conjoint ayant accepté de la lui restituer, il l'a ramenée à Pokola. Elle souffrait d'un profond traumatisme et pouvait à peine parler, gardant les yeux fixés vers un point indéfini sans jamais les cligner.

Lors de notre cinquième journée de marche, nous avons quitté la forêt dense pour pénétrer dans une sorte de savane aux herbes parfois hautes de plus de deux mètres. Là, de larges chemins avaient été tracés par des troupeaux d'animaux sauvages, sangliers, éléphants ou buffles, et il nous arrivait parfois de passer à côté d'excréments fumants qui témoignaient du passage récent d'une harde. Dans cette savane où le gibier abonde, nos guides ont tué deux gros sangliers quelques minutes seulement après s'être mis en chasse. Ils en ont gentiment partagé un gratuitement avec nous, l'autre étant à vendre pour ceux qui avaient encore de l'argent.

Après avoir marché toute une journée dans la savane, nous avons atteint le sixième jour un petit village de Youmba, au bord de la rivière Likouala-aux-herbes, habité par une centaine d'individus. Nous y avons dressé notre campement, heureux de pouvoir nous accorder un peu de répit. Nous n'étions pas très nombreux, environ une

trentaine, mais le village n'avait pas assez de nourriture pour combler le groupe d'affamés que nous formions. Il fallait encore une fois faire preuve d'ingéniosité pour trouver de quoi s'alimenter. Ne sachant ni chasser ni piéger le gibier, je me suis tourné vers la rivière afin de mettre en pratique les quelques notions de pêche que je possédais. Très tôt le matin, j'investissais les flaques de boue à la recherche d'appâts constitués surtout de vers de terre que j'utilisais ensuite à la pêche à la ligne avec des hameçons rudimentaires que j'avais ramassés en cours de route. Les eaux du Congo étant très poissonneuses, les prises étaient assez satisfaisantes, et j'avais suffisamment de poissons pour nourrir ma petite famille et même pour en donner quelquefois à nos compagnons d'infortune. Mais il fallait également trouver de quoi accompagner le poisson. Le manioc, qui est le seul aliment d'accompagnement dans cette région, n'était pas suffisant. Nous avons donc demandé l'autorisation aux habitants du village de récolter les taros qui avaient poussé à l'état sauvage un peu partout et surtout au cimetière, et que les villageois ne mangeaient pas. Pour nous, c'était une manne, car ces tubercules sont l'un des aliments les plus consommés au Rwanda.

Loin de la gendarmerie qui nous traquait pour nous forcer à retourner au Rwanda, installés dans un village où nous avions de quoi manger, et ce, après avoir passé une semaine perdus dans la forêt, nous donnions l'impression de ne pas vouloir repartir. En plus de nous offrir ce confort relatif, les villageois nous décourageaient de continuer notre périple à pied à travers la jungle marécageuse et humide qui nous entourait, nous précisant que le seul moyen de se déplacer était la pirogue. N'ayant presque plus d'argent pour payer des piroguiers, nous étions contraints de rester dans le village malgré notre désir de poursuivre notre route.

Voyant que, telle une nuée de criquets, nous mangions presque tout, et craignant aussi la colère de leurs ancêtres dont les tombes avaient été profanées, les habitants du village ont finalement décidé de se débarrasser de nous. Une dizaine de jours après notre arrivée, ils nous ont conduits en pirogue jusqu'au village de Monzolomba, au bout de la rivière Sangha, où, selon eux, nous pourrions prendre des bateaux et continuer vers le Gabon ou le Cameroun, au nord-ouest, ou vers Brazzaville, au sud.

Le 5 juin 1997, à Monzolomba, nous avons appris que la capitale congolaise était en proie à de violents combats. Ils opposaient les miliciens Cocoye et Zoulou du président en exercice Pascal Lissouba aux miliciens Cobra de l'ancien président Denis Sassou-Nguesso, et ce, alors que les deux hommes devaient s'affronter quelques semaines plus tard comme candidats à la prochaine élection présidentielle.

Très vite, le pays s'est trouvé divisé en deux : le nord sous

l'obédience de Sassou; le sud sous celle de Lissouba. Informé de la présence de soldats bien entraînés parmi les réfugiés rwandais installés sur le sol congolais, Sassou-Nguesso a envoyé dès le début du conflit des messagers partout où nous étions pour recruter les exFAR ainsi que d'autres volontaires afin qu'ils aillent combattre aux côtés des Cobra. Sans hésitation, plusieurs de nos anciens militaires se sont enrôlés dans l'armée de Sassou et, chaque semaine, des bateaux pleins de recrues descendaient la rivière pour emmener les combattants à Brazzaville. Apparemment, ils étaient très enthousiastes et fiers de retrouver leurs uniformes ainsi qu'une certaine considération.

La nouvelle du déclenchement d'une guerre à Brazzaville a été plutôt bien accueillie dans nos rangs. Nous nous disions que Lissouba devrait d'abord s'occuper de Sassou avant de se consacrer au rapatriement forcé des réfugiés rwandais. Très vite, notre situation a changé. Désormais, l'ordre était donné dans tous les villages de nous aider et de nous entretenir. Beaucoup de Rwandais qui avaient commencé à remonter la Sangha à partir des camps de Lukolela ou de Mossaka ont abandonné l'idée de continuer vers le nord et certains sont même retournés vers le sud.

La menace du rapatriement forcé ne pesait certes plus sur nous, mais la guerre faisait tout de même rage dans les environs de la capitale. Fort des expériences passées, je me suis dit que, malgré cette accalmie relative, il serait plus prudent de poursuivre notre route vers le Cameroun ou le Gabon afin de nous éloigner le plus possible des zones de combat, car, une fois un conflit engagé, on ne peut pas prédire comment il finira.

À Monzolomba, où nous nous trouvions depuis à peu près une semaine, la population avait au moins été multipliée par dix avec l'afflux des réfugiés rwandais ou congolais en provenance de Brazzaville. La nourriture était devenue très rare et très chère. Mon équipe et moi avons pris la décision de ne pas retarder plus longtemps notre départ. Avec un peu d'argent qui nous restait, nous avons payé un piroguier pour nous conduire vers le nord jusqu'à un autre village moins saturé.

À compter de ce moment, nous nous sommes dit qu'il fallait élaborer une stratégie efficace qui nous permettrait de manger et de nous déplacer à la fois : au lieu de demander de la nourriture, nous solliciterions du travail et, de cette façon, nous passerions pour des personnes utiles plutôt que des mendiants.

Cette stratégie a bien fonctionné. Le matin, nous allions défricher la forêt pour le compte d'un paysan qui nous nourrissait pendant la journée, et le soir il nous donnait un peu de poisson séché ou frais, un peu d'huile et du manioc pour les enfants. Quand on commençait à se

familiariser avec lui, on lui proposait de nous conduire vers un autre village, ce qu'il ne faisait que quand il n'avait plus besoin de nous.

La nouvelle que les réfugiés rwandais constituaient une main-d'œuvre efficace et presque gratuite s'est répandue dans toute la région. Les habitants des villages reculés du nord se sont mis à recruter eux-mêmes les Rwandais pour qu'ils travaillent dans leurs champs. Ainsi, nous tombions dans une forme d'esclavagisme déguisé : notre maître pouvait nous vendre à un autre sous prétexte qu'il n'avait plus les moyens de nous entretenir, qu'il n'avait plus de travail ou qu'il voulait voyager.

Lorsqu'une pirogue chargée de réfugiés approchait d'un village, ses habitants se précipitaient au port en chantant une chanson en lingala qui m'a marqué, intitulée *Ba Rwandais Bakomi, ebele, ebele*, où ils se réjouissaient que les Rwandais arrivent en masse ! Chaque villageois se choisissait un ou des esclaves et les ramenait chez lui. Moi, je restais toujours au port. Personne ne voulait de moi, car j'avais des enfants et une femme qui devaient être nourris et logés sans travailler. Quelquefois, il me fallait deux ou trois jours avant de trouver du travail et, tandis que les autres avaient le gîte et le couvert, je dormais avec ma famille à la belle étoile le ventre creux. Décidément, avoir des enfants était devenu un péché !

Mais un autre critère me disqualifiait lors de la sélection. À l'entrée d'un village, le chef local faisait une sorte de recensement des réfugiés, tout en prenant soin de demander à chacun le métier qu'il exerçait au Rwanda. Les uns disaient qu'ils étaient ouvriers agricoles, maçons, commerçants, etc., les autres qu'ils étaient enseignants, fonctionnaires d'État. Quand le tri débutait, on commençait par choisir les travailleurs manuels, et moi qui me vantais d'avoir été professeur, je me retrouvais sans preneur. Comprenant que mon expérience d'enseignant n'était pas recherchée pour les travaux champêtres, j'ai fini par changer mon curriculum vitæ et déclarer que j'étais agriculteur au Rwanda.

Lorsque nous sommes arrivés au village de Youmba, les habitants ont failli me jeter à l'eau parce que je refusais d'amener ma famille dans des endroits reculés de la forêt pour y capturer des poissons, une pratique saisonnière correspondant à la période de décrue des eaux appelée *kopapa* en lingala. Comme il nous aurait fallu rester là-bas pour une longue durée, j'étais convaincu que mes enfants, ma femme qui souffrait chroniquement du paludisme et ma sœur enceinte de sept mois ne survivraient pas dans ces marécages infestés de toutes sortes de microbes et autres parasites. Le chef du village m'a donné douze heures pour quitter son territoire. J'étais considéré comme un fauteur de troubles empêchant les autres d'aller travailler en forêt.

Le lendemain, nous avons eu la chance d'être évacués par le chef d'un village situé plus au nord qui passait justement par là à la recherche de travailleurs. Au village de Congo Makambo (Congo problèmes), notre nouveau propriétaire, un enseignant à la retraite, a accepté de nous payer à moitié en nature, à moitié en argent. Mon beau-frère Joseph et moi devions défricher un champ de un hectare et, en contrepartie, nous serions nourris au quotidien et recevions une somme de dix mille francs CFA (vingt dollars) payables à la fin du contrat, c'est-à-dire une fois que le maïs produit sur le terrain que nous aurions déblayé serait vendu!

Le champ se trouvait à environ trois cents mètres sur la même rive que le village. Comme il n'y avait pas de piste terrestre pour s'y rendre, les déplacements devaient se faire en pirogue sur la rivière Sangha. Les trois premiers jours de travail, la femme de notre patron nous conduisait le matin au champ et revenait nous chercher à la fin de la journée pour nous ramener au village. Pendant le trajet, elle nous apprenait comment manœuvrer une pirogue sur la rivière. Le quatrième jour, on nous a demandé de nous rendre au champ par nos propres moyens. Une petite pirogue et deux pagaies ont été mises à notre disposition. À cause de la petitesse de l'embarcation, il n'y avait pas de place pour s'asseoir. Non seulement nous n'avions aucune expérience en la matière, mais nous souffrions en plus de vertiges chroniques dus à une perte de poids excessive. Pour ne pas couler au cas où nous tomberions à l'eau, chacun de nous s'était attaché à un gros bidon vide et bien fermé qui ferait office de bouée. La première matinée, le trajet n'a pas été trop pénible, car nous voguions dans le sens du courant. Les problèmes sont plutôt survenus le soir, quand il nous a fallu rentrer au village. Nous étions déjà très fatigués par notre journée de labeur, mais il fallait en plus pagayer à contre-courant. Malgré tous nos efforts pour diriger et faire avancer la pirogue, le courant était plus fort et nous éloignait de plus en plus de notre destination. Un couple de personnes âgées qui passait par là a constaté que nous étions à la dérive et nous a proposé de nous aider. L'homme est monté dans notre pirogue tandis que sa femme est restée dans la leur, et ils nous ont escortés jusqu'au village. Je n'oublierai jamais la phrase qu'il nous a lancée ce jour-là en lingala : « *Bana, kuseka na mayi te* » (Il ne faut pas jouer avec l'eau, les enfants). Le soir suivant, incapables à nouveau de remonter le courant, nous nous sommes décidés à abandonner la pirogue dans les herbes au bord de la rivière pour chercher un chemin à travers la forêt. Nous avons suivi les rives de la Sangha et, avant la tombée de la nuit, nous avons rejoint le village. Nous n'oserions plus nous aventurer sur la rivière au cours des quatre mois qu'il nous faudrait pour mener à bien notre contrat.

Joseph et moi travaillions du lundi au samedi pour ne nous reposer

que le dimanche. Le défrichage consistait d'abord à couper les lianes et les arbustes qui formaient le sous-bois, pour ensuite abattre les gros arbres et couper leurs branches. Après, il nous fallait attendre une dizaine de jours, le temps pour les feuilles et les branchages de sécher avant d'être brûlés. Enfin, il fallait nettoyer le terrain de tout ce qui n'avait pas été consommé par le feu. Une fois le champ prêt à être cultivé, la femme du propriétaire, aidée de nos épouses, pouvait procéder au semis du maïs et du manioc et planter les jeunes plantules de bananiers.

Chaque matin, la gentille femme de notre patron nous remettait notre ration alimentaire, constituée de poisson frais ou séché accompagné de manioc fermenté ou de farine de manioc. Quelquefois, la nourriture était déjà préparée, sinon nous devions nous-mêmes faire la cuisine au champ. Et le soir, elle nous redonnait la même chose pour nos familles.

À mi-chemin de notre contrat, le propriétaire avait déjà commencé à récolter le maïs, tandis que nous continuions à abattre la forêt comme de vraies tronçonneuses. À force de travailler tous les jours avec une machette et une hache, nos mains avaient pris une forme courbée et nous ne pouvions ni plier ni tendre les doigts. Quand la première récolte a eu séché, notre maître s'est mis à produire une sorte de vodka appelée *lutoko*, qu'on obtient par distillation après fermentation de la farine de maïs parfois mélangée à des épluchures de manioc. C'est une boisson très alcoolisée particulièrement appréciée dans cette jungle. Au retour du travail, il donnait à chacun de nous un verre d'alcool qui suffisait à nous faire tourner la tête. Quelquefois, mon beau-frère et moi nous offrions le luxe de nous acheter une bouteille entière qui serait payée plus tard par prélèvement sur notre salaire.

On dit souvent que l'alcool a des vertus aphrodisiaques! Cela faisait environ un an, depuis la destruction des camps du Kivu pour être précis, que je n'avais pas pensé à approcher ma femme pour apprécier sa chaleur! Voilà qu'un soir, après avoir avalé deux verres de cette boisson, j'ai senti ma libido monter doucement alors que je me couchais au lit à côté de Françoise. J'ai d'abord eu peur de lui exprimer mon désir et je ne savais pas par où commencer. Après quelques minutes d'hésitation, j'ai trouvé le courage de glisser ma main entre ses cuisses très amaigries. Elle l'a repoussée avec force en me traitant de fou et j'ai vite compris qu'elle n'était pas prête à calmer mes envies réveillées par l'alcool.

Au mois d'octobre 1997, la grossesse de ma petite sœur arrivait à terme. Ma femme souffrait toujours du paludisme et était soignée par des traitements indigènes qui consistaient à l'envelopper pendant une vingtaine de minutes de la vapeur issue de la cuisson de plantes

médicinales très amères appelées *Congo bololo* en lingala. Ce qui se traduit par « Congo amer ». Je sentais que dans cet environnement, loin de la civilisation, notre santé à tous, et particulièrement celle des deux femmes, était en danger. Il fallait faire quelque chose pour rejoindre le village de Pokola, au nord-ouest, où se trouvait un dispensaire géré par des Européens. Alors que nous ne savions pas encore comment nous y rendre, nous avons vu apparaître sur la Sangha un bateau dont nous entendions le moteur depuis la veille et qui transportait des personnes fuyant les combats de la capitale. Avec l'argent reçu à l'issue de notre contrat de défrichage, nous avons pu nous payer des places à bord et débarquer trois jours plus tard à Pokola. Ma petite sœur accoucherait à la maternité de la compagnie CIB (Congolaise Industrielle des Bois) deux jours seulement après notre arrivée sur place.

Situé sur la rive gauche de la rivière Sangha, Pokola n'est pas un simple village de pêcheurs et de chasseurs, mais une cité industrielle perdue au milieu de la forêt dans le département de la Likouala, non loin de la frontière avec le Cameroun. La vie y est rythmée par les activités de la CIB, une compagnie spécialisée dans l'exploitation du bois appartenant à un groupe européen : Hinrich Feldmeyer et TT Timber International.

Pokola s'étend sur une centaine d'hectares environ et est divisé en deux grands ensembles géographiques : le site de la CIB et le village, séparés par une route en latérite qui conduit vers la zone d'exploitation de la forêt. Sur le site de l'entreprise sont réunis des infrastructures industrielles et des logements pour les cadres expatriés et congolais, le tout clôturé par un grillage. Le village comprend deux zones d'habitation. La première est un quartier ouvrier construit par la CIB, avec réseaux d'alimentation en eau et en électricité. La seconde s'est développée un peu à l'écart, de l'autre côté de la route, et abrite des ouvriers fraîchement embauchés ainsi que la population ordinaire.

Au centre de la cité ouvrière se tient un marché constitué d'une centaine de petits étals où les femmes du village ainsi que quelques commerçants d'Afrique de l'Ouest vendent des tissus, des vêtements, des légumes, de la viande de brousse et du poisson de la rivière. Ça et là se trouvent des boutiques tenues par des commerçants d'origine tchadienne appelés Haoussa, des bars et même des dancings. Le village a également une piste d'atterrissage pour les petits avions ainsi qu'un terrain de football. Un centre de santé pour les ouvriers et leurs familles est établi près d'un hôtel qui accueille principalement les fonctionnaires d'État en mission dans la région. Sauf le commissaire de gendarmerie, aucune institution publique ne fonctionne. Pas

d'école, pas de tribunal.

C'est dans ce village plus ou moins moderne que nous nous sommes installés pendant plus d'un an. Plusieurs facteurs nous ont poussés à rester à Pokola. Pour commencer, nous étions très fatigués, malades et sous-alimentés. Or, nous pouvions désormais bénéficier d'un répit puisque nous n'étions plus menacés de rapatriement forcé. À la mi-octobre, en effet, après avoir mis son adversaire en déroute, Sassou-Nguesso avait déclaré la fin des hostilités et s'était autoproclamé dans la foulée président de la République. Lissouba, qui était notre chasseur, était devenu à son tour le chassé. Par ailleurs, vu la taille du village et les activités qui s'y déroulaient, il était possible d'y mener une vie plus ou moins normale. On y trouvait de la nourriture abondante et variée, de petits jobs payants, toutes sortes d'infrastructures comme le dispensaire. Bref, il n'y avait plus assez de raisons pour nous pousser à continuer l'aventure dans une forêt inconnue et immense. Enfin, le Cameroun, qui ne se trouvait qu'à une vingtaine de kilomètres, avait fermé ses frontières terrestres aux réfugiés rwandais. La plupart d'entre nous n'avaient plus de papiers d'identité. Mais nous étions reconnaissables à notre saleté et notre pauvreté extrême, à nos habits déchirés et crasseux, remplis de poux, mais aussi à nos pieds déchaussés.

Après avoir installé ma famille dans un deux-pièces loué avec le peu d'argent qu'il me restait, il me fallait trouver comment nous nourrir. Beaucoup de paysans nous proposaient des travaux aux champs pour défricher la forêt, récolter le manioc et le transporter au village pour un salaire de deux cents francs CFA (l'équivalent de quarante cents) par jour. De cette façon, nous pouvions acheter de quoi manger pour le souper, le seul et unique repas de la journée.

Comme partout dans la région, Pokola était aussi un village de chasseurs et de pêcheurs. L'alimentation y était essentiellement constituée de poissons et de viandes accompagnés par du manioc préparé d'une manière très raffinée en une sorte de pain qu'on appelle *tchikouanga*. On n'y pratiquait pas l'élevage, hormis celui de la volaille, les poules étant utilisées dans les cérémonies ancestrales, les offrandes et les divinations.

Toutes les viandes qu'on trouvait au marché provenaient de la chasse. Nous avons ainsi eu l'occasion de goûter à divers animaux sauvages allant de l'éléphant aux insectes en passant par le buffle, l'antilope, la panthère, le sanglier, le crocodile, le porc-épic, la tortue, le pangolin, le singe. Ma famille et moi avons tout mangé à l'exception de la viande de serpent que nous avons boudée.

Je me rappelle un jour où notre fils est allé travailler chez un Congolais. À la fin de la journée, ce dernier, très satisfait du travail

accompli par Ange-Claude, lui a fait un cadeau précieux : un morceau de viande de serpent fumée qu'il lui a demandé d'apporter à sa mère pour qu'elle l'apprête. L'enfant a pris peur et, avant d'accepter le présent, est venu à la maison pour nous consulter. Malgré la faim, nous avons refusé et Ange-Claude s'est contenté de la viande de chimpanzé qu'on lui a donnée en échange.

Notre séjour dans ces contrées nous a appris que la forêt équatoriale regorge d'une quantité inépuisable de nourriture, mais qu'il faut un minimum de prudence et de connaissance pour en profiter sans se faire empoisonner ou tuer. Par exemple, presque tous les fruits mûrs sont comestibles quand ils ne sont pas amers. Par contre, il faut se méfier des feuilles et des champignons dont certaines espèces peuvent être vénéneuses.

Le village de Pokola était aussi habité par des Pygmées très marginalisés par le reste des habitants. La population locale nous mettait dans le même panier qu'eux et, comme nous étions très sales, nous n'avions pas le droit d'utiliser le même matériel que les « civilisés ». Si on nous donnait de la nourriture dans une assiette ou de l'eau dans un gobelet, on nous demandait de partir avec l'ustensile qui était considéré comme souillé et inutilisable pour les autres. Une vieille paysanne qu'on appelait Mupaya m'avait embauché pour les travaux dans ses champs. Comme il faisait très chaud dans la région, je devais emporter avec moi chaque matin un bidon rempli d'eau potable. Lorsque la dame avait soif, elle buvait directement au goulot du bidon. Et quand je voulais boire, elle me versait de l'eau sur des feuilles de bananier pour que ma bouche ne touche pas le bec du récipient. Et il en allait de même pour la nourriture qu'elle apportait au champ pour le dîner. Elle mangeait à même la casserole et déposait ma part sur des feuilles. D'un côté, je souffrais beaucoup d'avoir atteint un tel degré de dépréciation et de dégradation. Mais de l'autre, je remerciais le ciel de nous avoir gardé en vie, ma famille et moi, et je conservais l'espoir qu'avec le retour de la santé cette situation finirait par changer.

Travailler en forêt nous exposait à de nombreux dangers comme, entre autres, le risque de tomber sur des serpents parmi les plus venimeux du monde, dont les cobras, les vipères, les najas. Les morsures étaient fréquentes et souvent mortelles. C'est ce qui est arrivé à notre camarade Jean-Damascène Buhigiro, un ingénieur en électromécanique qui s'est fait mordre mortellement par une grosse vipère alors qu'il défrichait le champ d'un Congolais. Son décès, survenu le 21 janvier 1998, a provoqué un vif émoi dans notre communauté : nous ne comprenions pas comment on pouvait avoir fui la mort du Rwanda au Congo-Brazzaville pour finir par succomber à une morsure de serpent.

Même si Pokola donnait l'impression d'une certaine modernité, les gens étaient très attachés à leurs croyances primitives, allant jusqu'à dire que derrière chaque mort il y avait forcément une personne coupable au village. Ainsi, au décès de notre compagnon, le chef du village, qui voulait nous aider pour les funérailles, est venu me voir pour me dire qu'il avait l'intention de faire payer le propriétaire du champ qui n'avait pas pris soin d'éloigner « son serpent » avant d'y envoyer un employé. Il était convaincu que la vipère qui avait mordu Jean-Damascène appartenait à ce malheureux monsieur qui avait d'ailleurs déjà pris la fuite par crainte des représailles des réfugiés. Je lui ai fait comprendre difficilement que le propriétaire du champ n'avait rien à voir avec la mort de notre camarade. Qu'au lieu de le punir, nous devrions le remercier de lui avoir fourni un travail, et que s'il en avait les moyens il pourrait simplement nous aider à payer les funérailles. Avec beaucoup d'amertume, nous avons enterré le défunt dans le cimetière du village, tout en nous consolant de l'avoir accompagné honorablement dans la mort, contrairement à tous les autres réfugiés qui avaient fini jetés dans la brousse ou laissés en bordure de chemin à la merci des charognards. Malgré la disparition de notre compagnon et le danger omniprésent dans la forêt, nous n'avons pas abandonné les travaux des champs, car c'était là notre seul moyen de survie.

En janvier 1998, la population de réfugiés rwandais à Pokola atteignait environ deux cents individus. Ce nombre grandissant nous a poussés à nous organiser pour mieux faire face aux nombreux défis qui se présentaient à nous et être dotés d'une certaine représentation. Après avoir tenu des élections, nous avons mis sur pied un comité de représentants dont je suis devenu le président. Nous avons vite entamé des négociations avec le chef coutumier du village afin d'obtenir nos propres champs pour assurer notre autosuffisance alimentaire. La terre n'était pas ce qui manquait dans la région. À trois kilomètres du village, sur la route vers le Cameroun, il nous a montré où commencer le défrichage en nous précisant que nous ne serions limités que par nos propres forces. Mais il nous restait encore à trouver des outils. Pour essayer de résoudre ce problème, je me suis tourné vers le représentant de la CIB, M. Glannaz, un expatrié d'origine française qui semblait sensible à notre misère. Il a été très généreux et nous a fait don de vingt machettes et de vingt houes. Il m'a remis un bon de commande pour aller récupérer le matériel chez Moussa, un commerçant haoussa du village. Comme le marchand vendait aussi des tissus et que Françoise n'avait presque plus rien pour se couvrir, je lui ai demandé de remplacer une houe par un pagne, ce qu'il a vite accepté par pitié pour ma femme. Devenus maîtres de leurs champs, les réfugiés ont pu commencer à consommer le fruit de leurs récoltes

après quelques mois seulement, et leurs productions de manioc et de légumes se sont mises à inonder le marché, ce qui a provoqué une certaine jalousie des autochtones qui ne trouvaient plus assez d'effectifs bon marché pour travailler leurs propres terres.

À Madibougou, à environ deux kilomètres du village, les expatriés de la CIB avaient essayé de mettre sur pied une ferme pour la production de viande et de légumes frais, mais le projet avait échoué faute de main-d'œuvre compétente chez les Congolais. Ayant parmi nous des agronomes et des vétérinaires, nous avons redémarré la ferme, et la population blanche de la CIB pouvait désormais avoir des carottes, des aubergines, des choux, des poivrons, des poireaux fraîchement cueillis pour compenser leurs importations d'Europe qui transitaient par le port de Douala, au Cameroun.

Le problème de la nourriture semblait dorénavant résolu. Mais les besoins en soins médicaux restaient nombreux. Après avoir acquis la confiance des responsables de la CIB, notre comité leur a proposé d'instaurer un fonds qui serait géré et alimenté par la compagnie, soit sous forme de dons, soit sous forme de compensations pour les travaux d'entretien des installations de la scierie effectués par les réfugiés une ou deux fois par semaine. Ainsi, si un réfugié avait un problème de santé, il était soigné au dispensaire de la CIB qui se faisait payer par le fonds en question.

À cause de ces activités et d'autres projets à venir, j'avais des contacts fréquents avec les Blancs de la CIB. Cela n'a pas tardé à susciter la jalousie de mes compatriotes qui pensaient que je recevais des faveurs ou des dons de ces Européens. Les choses sont allées très loin, puisque j'ai même reçu des menaces de mort. À la fin de l'année 1998, j'ai dû démissionner et organiser l'élection d'un autre comité. Malheureusement, tous les avantages acquis, tous les projets réalisés ou en cours sont tombés dans l'oubli, car les représentants de la CIB, agacés par les intrigues au sein de la communauté des réfugiés, n'ont pas voulu collaborer avec les nouveaux comités.

Parallèlement aux travaux agricoles, les réfugiés rwandais de Pokola exerçaient d'autres activités afin d'améliorer leur quotidien. Les uns étaient vendeurs au marché pour les commerçants haoussa, les autres travaillaient au port comme débardeurs ou comme pousseurs de chariots. Pour ma part, je me suis lancé dans la fabrication de charbon de bois. Avec la fin de la guerre à Brazzaville en octobre 1997 et la reprise du trafic fluvial, le charbon de bois était devenu un produit très demandé dans la capitale. Après avoir obtenu des responsables de la CIB l'autorisation d'utiliser le mauvais bois jeté à la scierie, je me suis mis à l'œuvre. C'était une activité très dure, réservée aux hommes, mais plus payante que les travaux des champs.

Le travail consistait à couper le bois en morceaux, à l'entasser et à construire tout autour, avec des planches de bois, des murs parallèles entre lesquels on mettait de la terre avant d'allumer un feu dans cette espèce de four. Il fallait ensuite laisser cuire de six à sept jours selon la grandeur du four tout en prenant soin de le surveiller jour et nuit pour qu'il ne s'enflamme pas, ce qui exigeait de dormir dans la forêt. L'endurance physique et morale était mise à l'épreuve. Quand le four était « cuit », on procédait à la récupération et à la mise en sac du charbon qu'il fallait ensuite transporter sur sa tête pour le vendre au village ou l'entreposer à la maison. La chaleur naturelle de la région combinée à celle des fours de charbon rendait les conditions de travail très pénibles. Et pour supporter ce labeur, il fallait boire au moins deux litres d'eau par heure.

Si on ne tombait pas malade, ce qui arrivait rarement dans cet environnement infesté de moustiques porteurs du paludisme, la production pouvait atteindre entre cinquante et quatre-vingts sacs de charbon par mois, l'équivalent de cinquante mille à quatre-vingt mille francs CFA, soit cent à cent cinquante dollars. Au début, la demande en charbon était grande et son écoulement était facile. Mais vers la fin de 1998, beaucoup de personnes, Rwandais et Congolais confondus, avaient rejoint l'industrie, provoquant surproduction et chute des prix. C'est à ce moment-là que j'ai abandonné le charbon pour la vente au détail de farine de manioc et de cigarettes, sur une table installée devant chez moi. Vu la faiblesse des investissements, ce n'était pas une activité très payante, mais elle me permettait au moins de nourrir la famille en dépensant moins d'énergie. Comme je passais toute la journée assis devant mon présentoir à attendre de rares clients, j'ai décidé de rentabiliser ce temps en fabriquant des paniers que les femmes pourraient utiliser pour faire l'épicerie. La vannerie étant un art que je maîtrisais depuis mon jeune âge, j'allais chercher les lianes appropriées dans la forêt et je confectionnais des paniers que je revendais ensuite afin d'avoir un revenu supplémentaire.

Vers la fin de l'année 1998, la situation des réfugiés rwandais de Pokola, qui avaient usé de toutes sortes de moyens pour améliorer leur sort, avait complètement changé. Nous étions redevenus propres, nous portions des habits et des chaussures, alors que nous étions arrivés sur place à moitié dévêtus et pieds nus. Nos jeunes hommes ont commencé à se faire accepter par les Congolaises, et nos filles et nos femmes, qui avaient retrouvé leur féminité, à se faire convoiter par les Congolais qui, au départ, ne pouvaient même pas les toucher. Ici, il faut louer la fidélité de la plupart des Rwandaises qui, malgré la pauvreté, refusaient les avances monnayées et les demandes en mariage des Congolais. Ces derniers, qui considèrent généralement la femme comme un bien matériel, ne comprenaient pas comment une

belle femme pouvait rester attachée à un homme pauvre. Ils ignoraient que, dans la culture rwandaise, le mariage est un engagement pour la vie et que le divorce et la séparation sont presque inexistants.

En 1998, nos enfants étaient âgés respectivement de quinze, onze et sept ans. À l'exception d'Ange-Claude qui était en quatrième année de primaire quand nous avons quitté le Rwanda, les deux filles n'avaient pas eu la chance de fréquenter les bancs de l'école. En tant qu'ancien enseignant, j'étais particulièrement préoccupé d'avoir des enfants de cet âge qui n'étaient pas scolarisés. Ainsi, chaque fois que l'occasion se présentait, que ce soit dans les camps au Zaïre ou dans les villages au Congo-Brazzaville, je m'arrangeais pour trouver le temps de leur inculquer l'essentiel, c'est-à-dire la lecture, l'écriture et les mathématiques. On écrivait par terre dans la poussière avec les doigts ou sur des feuilles de bananier avec de petits morceaux de bois. Connaissant les programmes de chaque niveau d'étude, je faisais en sorte que chacun reçoive les notions de base correspondant à son âge, et je me réjouissais que mes enfants soient aussi enthousiastes et intéressés à l'idée d'apprendre.

À Pokola, il a fallu fournir des efforts particuliers du côté de la cadette pour lui apprendre le vocabulaire relatif à la maison. Ayant vécu plus de la moitié de sa vie sous une tente dans les différents camps de réfugiés que nous avons habités ou dans la brousse et la forêt, elle devait s'habituer à vivre entre des murs solides et se familiariser avec le nom des différentes parties de la maison comme la porte, la fenêtre, ou des meubles comme la table, la chaise, etc., toutes choses qu'elle n'avait pas eu l'occasion de connaître depuis qu'elle était en âge de s'exprimer pleinement.

Toutefois, ces cours rudimentaires ne pouvaient suffire à leur fournir une véritable éducation. Nous savions qu'à Pokola il n'y avait pas de perspectives d'avenir pour eux, ni même pour nous. Maintenant que nous avons repris des forces, il nous fallait penser à quitter cette forêt et, parmi les destinations envisageables, le Cameroun était la plus en vue.

IX

Du Cameroun au Canada : le lent et difficile retour à la vie normale

Malgré la fermeture des frontières terrestres du Cameroun aux réfugiés rwandais, quelques-uns avaient réussi à y pénétrer et la plupart s'étaient établis à Yaoundé, la capitale, à peu près à huit cents kilomètres de Pokola. Ils nous transmettaient des nouvelles faisant état de meilleures conditions de vie et de l'aide apportée par le père Carlos de l'ong Caritas Espagne, ce religieux qui avait déjà assisté les réfugiés dans les camps de la région de Bukavu et qui était même allé à Tingi-Tingi. Ils nous disaient aussi qu'on y trouvait des moyens de communication comme le téléphone, le fax et la poste, qui n'existaient pas dans la forêt de Pokola.

Au début de 1999, j'ai commencé à me préparer à reprendre la route jusqu'à Yaoundé. C'était un projet difficile à réaliser. En effet, il fallait de l'argent pour payer le trajet, car cette fois-ci le voyage se faisait dans des camions grumiers qui transportaient jusqu'au port de Douala le bois produit par la CIB. Il fallait aussi avoir des documents en règle pour pouvoir traverser la frontière.

Malgré nos efforts pour faire des économies, la vente du charbon, de la farine de manioc et des cigarettes m'avait juste permis de réunir assez d'argent pour payer le billet de deux personnes, alors que nous étions cinq. Après quelques jours de discussion avec mon épouse qui, à raison, avait peur que nous nous séparions, elle et moi sommes parvenus à la conclusion que si nous voulions quitter cet endroit isolé, il nous faudrait voyager en deux groupes. Notre fils Ange-Claude et moi partirions les premiers avec pour mission, une fois arrivés à Yaoundé, de trouver le plus vite possible la somme nécessaire pour payer le trajet au reste de la famille.

Quant aux papiers, je me suis confié au commissaire de gendarmerie de Pokola avec qui j'avais fait connaissance quand j'étais le représentant des réfugiés. Il m'a fourni un faux laissez-passer indiquant que j'étais un ressortissant togolais qui fuyait la guerre civile (qui avait repris de plus belle), qui avait perdu ses pièces d'identité et qui tentait de rentrer au Togo via le Cameroun. Désormais, nous avions tout ce qu'il fallait pour partir.

Au terme de trois jours et deux nuits de transport à bord d'un

camion progressant sur une route particulièrement détériorée du fait de la saison des pluies, nous avons finalement atteint Yaoundé après avoir traversé tout l'est du Cameroun, ainsi que le centre et ses villes de Bertoua et Batouri. Sur place, nous avons été logés par un ami qui était arrivé peu de temps avant nous. Très vite, j'ai réussi à avoir les adresses électroniques et numéros de téléphone de nos anciennes connaissances déjà établies en Europe ou en Amérique. Quand ils ont appris que toute la famille et moi-même étions encore en vie, certains ont réagi rapidement en m'envoyant un peu d'argent via Western Union. Ceci m'a permis, un mois après mon arrivée à Yaoundé, de payer le transport à ma femme et mes deux filles. Une nouvelle vie commençait. Après cinq années passées dans la jungle, nous devions réapprendre à vivre en ville, surtout notre cadette qui ne se souvenait que d'avoir vécu dans la forêt.

Avec l'aide de Caritas Espagne et la contribution de nos amis, nous avons réussi à faire inscrire Emmérence et Claudine à l'école primaire publique, respectivement en première et troisième année, pour le dernier trimestre. Même si l'école publique au Cameroun était quelque peu chaotique, avec plus de cent vingt élèves par classe, au moins les filles étaient-elles scolarisées.

Au mois de juillet 1999, j'ai commencé à chercher du travail, notamment dans l'enseignement secondaire privé. En septembre, j'ai été engagé comme professeur de géographie et d'histoire dans une école privée du nom de La Rosière, située dans mon quartier. Comme le directeur avait aussi une école primaire, nous avons passé un arrangement : au lieu de recevoir un salaire, j'enseignerais en échange de la gratuité des études de nos deux filles. Mais ce troc ne durerait qu'un seul trimestre car, à la fin de décembre 1999, je devais quitter mon poste pour reprendre la route.

Quant à Ange-Claude, qui avait déjà seize ans, sa situation était très compliquée, car nous n'avions pas les moyens de lui payer l'école secondaire privée. Pour tenter de trouver une solution, je suis allé m'adresser au père Jean-Hervé, supérieur d'origine française des frères de Saint-Jean et principal d'un établissement secondaire privé. Après que je lui ai exposé mes inquiétudes sur le sort de mon fils qui n'avait même pas fini son primaire, il a accepté de lui laisser passer l'examen d'entrée en première année, tout en me précisant que son école n'acceptait pas les élèves âgés de plus de douze ans à ce niveau. Comme l'épreuve devait porter uniquement sur le français et les mathématiques, je lui ai demandé de me donner les copies des examens antérieurs afin que je puisse préparer Ange-Claude en conséquence. Pendant deux semaines, de huit heures à seize heures, comme dans une école ordinaire, et avec une heure de pause pour le dîner, je l'ai bourré de formules mathématiques, de règles de

grammaire et de conjugaison. Au final, le jeune homme s'en est difficilement sorti en français, mais a eu une très bonne note en mathématiques. Le père Jean-Hervé, qui était satisfait de ces résultats, m'a proposé de rencontrer la supérieure des sœurs de Saint-Jean, qui avaient une école secondaire à Batouri, à environ cinq cents kilomètres à l'est de Yaoundé. Elle était de passage dans la capitale et devait se rendre à la maison mère à Paris. Sœur Marie-Marthe, de son nom, a été très touchée par notre situation et m'a promis de négocier une bourse pour Ange-Claude lorsqu'elle serait en France. À son retour, deux semaines plus tard, elle m'a annoncé que la bourse avait été accordée et que l'enfant partirait donc avec elle pour poursuivre ses études secondaires à Batouri. Il y passerait ses cinq prochaines années, avant de pouvoir venir nous rejoindre au Canada.

Le problème des études des enfants était réglé, mais l'aventure, elle, continuait. Vers le mois de novembre, un de mes amis installés en Occident m'a annoncé qu'il voulait m'aider à m'établir en Europe ou en Amérique. Comme il avait de l'argent et que je n'avais rien à perdre, j'ai commencé à me préparer et, surtout, à chercher des documents de voyage. C'est par hasard que je suis tombé sur un passeur qui avait des faux papiers pour le Canada, mais les risques étaient nombreux, car je pouvais subir des contrôles en transit, vu qu'il n'y avait pas de vol direct entre le Cameroun et le Canada.

Après que le fameux passeur m'a préparé mentalement pendant deux semaines, et ce, dans le secret le plus absolu, seule ma femme étant au courant, le jour J est enfin arrivé. Il me fallait à nouveau abandonner ma famille, cette fois sans rien dire aux filles ni à Ange-Claude, qui était revenu à Yaoundé la veille de mon départ pour son congé de Noël. Il était en effet plus prudent de se taire, car on n'était sûr de rien. Après tout, des opérations de ce genre avaient l'habitude d'avorter et, dans plusieurs cas, cela tournait même au cauchemar et on pouvait se retrouver en prison après avoir dépensé toute une fortune, en l'occurrence, dans mon cas, cinq mille dollars, billet d'avion compris.

Le 25 décembre 1999, très tôt le matin, nous avons pris la route pour Douala, à environ deux cents kilomètres à l'ouest de Yaoundé, d'où l'avion était censé décoller. Sur place, le passeur devait, avec ses complices, préparer le terrain pour me faire embarquer. À ce stade, j'étais conduit comme un mouton, n'ayant aucune information quant aux documents de voyage que je devais avoir ou sur la compagnie aérienne. Tout ce que je savais, c'est que l'avion atterrirait à Paris, où je devrais prendre un autre vol vers le Canada. Le stress, la panique combinés à la température de plus de quarante degrés Celsius me faisaient transpirer même sous la douche.

Peu avant vingt-trois heures, nous nous sommes rendus à

l'aéroport où tout avait été mis en place pour qu'on me laisse passer sans contrôle, sauf à la porte de l'avion où je devais montrer mes papiers au contrôleur de la compagnie. Tout s'étant bien déroulé, j'ai pu rejoindre ma place assise. C'était la première fois que je prenais l'avion. Pour ne pas attirer l'attention, je devais me comporter comme quelqu'un habitué à voyager. Même si je ne savais pas de quelle manière m'y prendre, je ne pouvais pas demander comment on boucle la ceinture, comment on manipule le siège, etc. Il me fallait ne compter que sur moi-même et bien observer ce que les autres passagers faisaient pour les imiter. Certainement qu'au cours du vol j'ai commis quelques impairs. Quand je tardais à répondre aux hôtesse de l'air parce que je ne savais pas quoi dire, celles-ci pensaient que je ne comprenais pas le français, me parlaient en anglais, et je répondais par « yes » à presque tout ce qu'elles me demandaient.

Arrivé à Paris le matin du 26 décembre, je devais me débrouiller pour m'orienter, toujours sans attirer l'attention sur moi. Le premier obstacle qui a failli me dévoiler est le tapis roulant, car je n'en avais jamais emprunté de toute ma vie. Faisant mine d'attacher les lacets de mes chaussures, j'ai d'abord observé comment les autres procédaient avant de me lancer sur cet engin. Ce premier test réussi, il me fallait ensuite trouver le comptoir d'embarquement pour le Canada. Mais je n'étais pas trop inquiet à ce sujet, car j'avais neuf heures pour le faire, le temps que je devais passer en transit.

Un événement que je n'oublierai jamais allait pourtant chambarder tout le programme. Il s'agit de la tempête Lothar, qui s'est abattue sur l'Europe occidentale dans la journée du 26 décembre 1999 et qui a provoqué de nombreux dégâts et beaucoup de bouleversements dans le transport aérien, avec des annulations ou des reports de vols, dont celui qui devait m'amener au Canada. Pendant toute la journée, mon vol vers Montréal, initialement prévu à 15 h 30, est resté affiché annulé. Le personnel de l'aéroport était visiblement stressé par la gestion de toute cette foule de passagers coincés dans l'aérogare. Des messages d'excuses invitant les voyageurs à la patience étaient adressés régulièrement via les microphones. Nous n'avions d'autre choix que d'attendre. Ma seule inquiétude était que, si la tempête devait durer longtemps, on décide de nous sortir de l'aéroport pour nous loger, par exemple, à l'hôtel. Je risquerais alors d'être soumis à un contrôle d'identité et d'être démasqué. Si cela devait arriver, il me faudrait appliquer le plan B et me déclarer réfugié en France.

Mais aux environs de quinze heures, les vols ont commencé à être rétablis, surtout ceux vers l'intérieur de l'Europe. Les vols transatlantiques, eux, l'ont été dans le courant de la soirée. Par miracle, celui pour Montréal décollerait bien le jour même, à vingt-

deux heures! Quand je me suis présenté pour l'embarquement, les agents de contrôle, dépassés par les événements, n'avaient pas le temps de procéder à la vérification des documents. Ils se sont contentés de m'adresser des excuses et de me souhaiter bon voyage!

Nous sommes arrivés vers vingt-trois heures à l'aéroport de Mirabel, sans que j'aie pu fermer l'œil une seule seconde depuis mon départ du Cameroun. Directement après la sortie de l'avion, je me suis déclaré comme demandeur d'asile aux agents de l'immigration. Après avoir subi un long interrogatoire et réglé les formalités d'usage, j'ai reçu des documents me permettant de circuler au Canada et on m'a indiqué un hôtel à Montréal où je devrais loger en attendant que ma situation se régularise. Sur place, le gîte et le couvert seraient pris en charge par le gouvernement canadien. Comme j'avais dit avoir sur moi l'équivalent d'environ soixante-dix dollars canadiens répartis en francs français et en dollars américains, les agents m'ont demandé de me débrouiller pour prendre un autobus ou un taxi vers Montréal.

Je suis sorti de l'aérogare pour aller attendre le bus à l'endroit qu'on m'avait indiqué. Juste après avoir passé les portes, j'ai été saisi par le froid qui régnait à l'extérieur, mais je me suis dit que je pouvais le supporter. Trois minutes plus tard, j'ai senti que mon corps commençait à geler. Le nouvel arrivant que j'étais ne pouvait faire face à de telles températures glaciales. Non seulement je n'avais jamais rien vécu de tel dans ma vie, mais en plus je n'étais pas vêtu pour la circonstance, avec ma petite veste, mon cache-poussière, ma chemise, mon pantalon léger et mes chaussures d'été. Au bout de cinq minutes, incapable de résister davantage, je suis vite retourné à l'intérieur. Alors que je me demandais comment j'allais bien pouvoir me rendre à mon hôtel, un chauffeur de taxi qui cherchait des clients m'a abordé. Après quelques quiproquos dus à notre difficulté à nous comprendre, lui parlant un français des plus rudimentaire, moi ne possédant qu'un anglais médiocre, il m'a conduit à destination, au YMCA de la rue Stanley, non sans m'avoir délesté de toutes mes économies.

Il est difficile de décrire à quel point les premiers jours suivant mon arrivée au Canada ont été agréables! L'immigrant fraîchement sorti de la jungle que j'étais se retrouvait dans un hôtel où l'on mangeait très bien et trois fois par jour! C'était comme si je venais de gagner le gros lot. Après un mois au YMCA, le temps de recevoir certains documents et de remplir les formulaires pour obtenir ceux qui me manquaient, j'ai été autorisé à aller vivre dans mon propre logement. C'est là que les difficultés ont débuté, car il fallait tout recommencer à zéro. Sans aucune initiation, je devais me lancer seul dans cette nouvelle vie avec des moyens dérisoires pour m'en sortir. C'était comme une nouvelle école sans professeur, où il fallait

apprendre à cuisiner et manger de nouveaux aliments, à manipuler de nouveaux équipements, à se déplacer en ville et même à se comporter en société. Avec les cinq cents dollars que je recevais mensuellement de l'aide sociale, je devais payer le loyer, la nourriture, la facture de téléphone, la carte de transports en commun et faire vivre ma famille restée au Cameroun, d'autant que Françoise était alors sans activité. Lorsque j'ai enfin obtenu un permis de travail, je me suis immédiatement lancé à la recherche d'un emploi. Il était très urgent d'avoir un revenu qui me permettrait à la fois de répondre à tous ces besoins et d'économiser pour faire venir les miens au Canada. Après avoir travaillé dans différentes manufactures par l'intermédiaire d'agences de placement, je me suis réorienté vers l'entretien ménager en tant que travailleur autonome. Cette activité se faisait exclusivement de nuit, mais l'avantage était que je pouvais faire beaucoup d'heures. Les besoins en argent étaient tels que, à partir du printemps, il m'a fallu travailler la journée chez un entrepreneur paysagiste en plus des ménages effectués pendant la nuit.

La situation économique précaire dans laquelle j'avais laissé ma famille me préoccupait beaucoup. Mais heureusement, les efforts fournis au cours des derniers mois ont fini par porter leurs fruits. En octobre 2000, soit un peu moins d'un an après mon installation au Québec, j'avais économisé assez pour faire venir ma femme et mes deux filles par les mêmes voies que moi. Comme Ange-Claude était entre de bonnes mains à Batouri, il attendrait jusqu'en 2004 pour nous rejoindre, le temps pour Françoise et moi d'obtenir la résidence permanente afin de le parrainer. En 2010, Thérèse et Joseph, que nous avions quittés à Pokola et dont la famille s'était entre-temps agrandie de deux nouveaux membres, profiteraient également de ce système de parrainage pour venir s'installer au Canada.

Quand ma femme et mes filles sont arrivées à Montréal, la première chose qu'il fallait faire en urgence était de scolariser les petites. Emmérence, alors âgée de neuf ans, a été inscrite en deuxième année du primaire, dans une classe d'accueil généralement réservée aux enfants immigrants qui ne parlent pas le français. Nous ne comprenions pas pourquoi on la plaçait dans une institution pareille alors qu'elle venait du Cameroun où elle avait étudié en français. Mais nous n'étions pas au bout de nos surprises, puisqu'à la fin de l'année scolaire la direction de son école nous a annoncé que notre enfant ne comprenait rien du tout et que, par conséquent, elle irait dans un établissement pour enfants en difficulté. Mon épouse et moi avons protesté contre cette décision et même menacé d'aller nous plaindre au ministère de l'Éducation. Nous ne pouvions concevoir qu'une fillette qui avait fini première de sa classe de deuxième année au Cameroun ait éprouvé des difficultés en refaisant la même année au

Canada et, qui plus est, dans la même langue. Devant notre obstination, la direction de l'école s'est ravisée et a autorisé Emmérence à aller à l'école régulière. Là, l'enfant s'est montrée si brillante qu'à la fin de la cinquième année du primaire ses enseignantes lui ont permis de passer directement son examen d'entrée au secondaire en sautant la sixième année.

Quant à Claudine, elle avait treize ans à son arrivée au Canada. Lorsque nous sommes allés la faire inscrire à l'école, on nous a dit à la commission scolaire que, vu son âge, elle devait entrer au secondaire. Or, la pauvre petite n'avait passé qu'une seule année complète au primaire! J'ai insisté pour qu'on la laisse au moins faire la sixième année du primaire, mais en vain. Pour qu'elle puisse rattraper son retard, elle et moi avons dû travailler très dur tous les soirs, et ce, pendant deux ans, après quoi elle a volé de ses propres ailes! Elle peut aujourd'hui se prévaloir d'être une des rares personnes qui a fait l'université sans avoir complété le primaire.

Une fois que les enfants étaient à l'école, il me fallait continuer à travailler fort pour subvenir aux besoins de ma famille, sans oublier bien sûr les parents qui étaient restés en Afrique et qui croupissaient dans la misère. De fait, j'avais l'obligation morale de nourrir plusieurs foyers, si bien que l'argent que je gagnais n'était jamais suffisant.

Dans mon entreprise d'entretien ménager, je devais me contenter de contrats de sous-traitance, puisque les propriétaires privés ou publics des espaces à entretenir hésitaient à me faire confiance et à traiter directement avec moi, faute de références ou de personnes crédibles pour me parrainer. L'idéal aurait bien sûr été de pouvoir exercer comme professeur au secondaire. Peu après mon arrivée au Canada, j'ai lancé des démarches auprès du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles qui m'a fourni une équivalence pour mon diplôme de licence en histoire obtenu à l'Université nationale du Rwanda. Mais, comme je n'avais pas fait mes études au Québec, je ne pouvais pas avoir l'autorisation d'enseigner. On m'a donc recommandé de retourner à l'université. Dans la vie, il faut faire des choix. J'aurais voulu reprendre les études. Mais à l'époque, pouvais-je retourner sur les bancs de l'école en même temps que mes enfants et ma femme, et laisser la situation financière de la famille se détériorer? J'ai choisi de me sacrifier pour les autres, tout en essayant d'explorer d'autres possibilités. C'est ainsi que j'ai passé un permis de conduire pour les véhicules lourds. Mais lorsqu'est venu le temps de chercher un emploi dans ce secteur, je me suis à nouveau heurté au problème du manque d'expérience canadienne.

Quand on se compare, on se console. Lorsque je vois autour de moi des immigrants qui ont des diplômes parfois supérieurs au mien mais qui n'arrivent pas à trouver un emploi dans leur domaine, je me dis

que le combat que j'essaie de mener est peut-être contre-nature ou que j'ai surévalué mes ambitions dans mon pays d'accueil.

À côté du combat pour l'intégration économique, nous oublions souvent qu'il y en a un autre, sans doute beaucoup plus complexe : celui de l'intégration culturelle. Il met en conflit deux manières de vivre dans une même personne et le résultat peut aller jusqu'au déni de soi, lorsqu'on ne parvient pas à réconcilier sa culture d'origine et celle du pays d'accueil. À ce combat-là, mon mariage n'a pas pu résister.

Épilogue

Douze ans après la fin de notre calvaire, les souvenirs de ces sombres années viennent encore me hanter au quotidien. La tragédie rwandaise a enlevé la vie à plus de un million de personnes, mais elle a également brisé le cœur de millions d'autres qui, hutu, tutsi ou twa, ne se remettent sans doute jamais complètement de ce qu'elles ont vécu. Pourtant, au lieu de nourrir de la colère contre ceux qui nous ont fait subir tant de souffrances, je prends cette expérience comme une grande leçon de vie : elle m'a appris l'humilité et l'acceptation de soi, la vaillance et la ténacité, l'amour et le respect d'autrui, le sens du partage et la spiritualité.

Au cours de cette terrible épreuve, il est arrivé que j'exige de mes proches plus d'efforts qu'ils n'étaient capables d'en fournir. Un jour, sur la route de l'exil, alors que tous étaient épuisés, un membre de ma famille m'a demandé pourquoi je les forçais à marcher si vite comme si je savais où je les emmenais. Aujourd'hui, lorsque je vois mes enfants épanouis, lorsque je constate qu'ils ont réussi à s'en sortir malgré toutes les horreurs qu'ils ont endurées, j'ai la réponse à cette question. C'est dans le regard de mes enfants affamés et souffrant mille maux que j'ai puisé la force et le courage de ne pas baisser les bras durant cette âpre lutte pour la survie. Je me disais que ces âmes pures méritaient mieux que la mort.

Fidèles à notre devise d'alors : « Tout est possible tant qu'on est encore en vie », mes enfants prennent cette expérience avec philosophie, s'en servant comme d'une source d'énergie et d'inspiration pour faire face aux défis de leur vie quotidienne. Ce sont eux qui, désormais, me rappellent cette devise quand, quelquefois, ils me voient découragé par certains événements.

Si nous avons eu la chance de réchapper de cette descente aux enfers, ce ne fut malheureusement pas le cas de beaucoup de nos compagnons d'infortune que la mort a fauchés au cœur de la forêt zaïroise et congolaise. Toutes ces victimes innocentes méritent que justice soit rendue. La communauté internationale qui a récemment reconnu l'existence des massacres perpétrés contre les réfugiés hutu au Zaïre devrait aller encore plus loin en jugeant les responsables de ces crimes.

Les réfugiés n'ont pas été les seules victimes de cette triste page de notre histoire. Je pense bien sûr à tous les Zaïrois qui ont été tués pour nous avoir aidés, mais aussi à toutes les populations locales qui se trouvaient sur notre trajectoire au Zaïre et dont nous avons saccagé les

champs ou pillé les maisons. Malgré les mauvais souvenirs associés à ces endroits reculés, j'aimerais pouvoir y retourner un jour afin de leur présenter mes excuses au nom de tous les réfugiés pour les torts que nous leur avons causés malgré nous. Des excuses, oui, mais aussi de sincères remerciements à tous ceux qui nous ont tendu la main, en particulier au Congo-Brazzaville où les autochtones ont accepté de nous prendre en charge dans leurs villages et de nous nourrir. Notre survie, c'est aussi à ces gens généreux et compatissants que nous la devons.

Table

Repères chronologiques

Prologue

I

Le Rwanda à feu et à sang

II

La vie de réfugié dans les camps du Sud-Kivu

III

La débandade des réfugiés du Kivu

IV

Tingi-Tingi : le camp de la misère

V

La destruction du camp de Tingi-Tingi

VI

Les massacres des provinces Orientale et de l'Équateur

VII

Mœurs et sexualité dans les camps de réfugiés

VIII

Le Congo-Brazzaville : autre pays, autre guerre

IX

Du Cameroun au Canada : le lent et difficile retour à la vie normale

Épilogue



version ePub produite par
orisma édition numérique

Voyage à travers la mort

« Sur cette longue route, les notions de temps et de distance étaient éclipsées par la misère, la maladie, la fatigue, la faim, mais surtout par la peur viscérale des rebelles, qui nous suivaient à la trace. »

Pierre-Claver Ndacyayisenga est un Hutu du Rwanda. En 1994, ce professeur d'histoire a été contraint de quitter du jour au lendemain son domicile de Kigali pour fuir les violences entre Tutsi et Hutu.

Avec sa femme et ses trois enfants, il a vécu cinq années de déroute, traversant l'Afrique à pied d'est en ouest en quête d'un asile toujours plus lointain. Traqués à travers l'ex-Zaïre, chassés d'un camp de réfugiés à un autre, obligés de s'enfoncer dans une jungle où la mort rôde, sa famille et lui parviendront à survivre. Des dizaines de milliers d'autres déplacés hutu qui ont partagé leur exode n'ont pas eu la même chance.

Pierre-Claver Ndacyayisenga vit aujourd'hui à Montréal. Il est l'un des rares témoins au Canada de la tragédie vécue par les réfugiés hutu au lendemain de la guerre civile rwandaise et du génocide tutsi. Il en fait dans ce livre le récit bouleversant.

